



RAPPORT MORAL D'ACTIVITÉS 2020



SOMMAIRE

1

**CARTE DES MISSIONS
ACF**

2

**MOT
DU PRÉSIDENT**

3

**DOMAINES
D'INTERVENTIONS**

4

**DIRECTION
DES OPÉRATIONS**

5

**DÉPARTEMENT EXPERTISE
ET PLAIDOYER**

6

**DÉPARTEMENT
COMMUNICATION
ET DÉVELOPPEMENT**

7

**DÉPARTEMENT
ADMINISTRATIF
ET FINANCIER**

8

**DÉPARTEMENT DES
RESSOURCES HUMAINES**

9

**DÉPARTEMENT
LOGISIQUE ET SYSTÈMES
D'INFORMATION**

10

**SERVICE RISQUES
AUDITS ET CONFORMITÉ**

11

**QUI
SOMMES-NOUS ?**

12

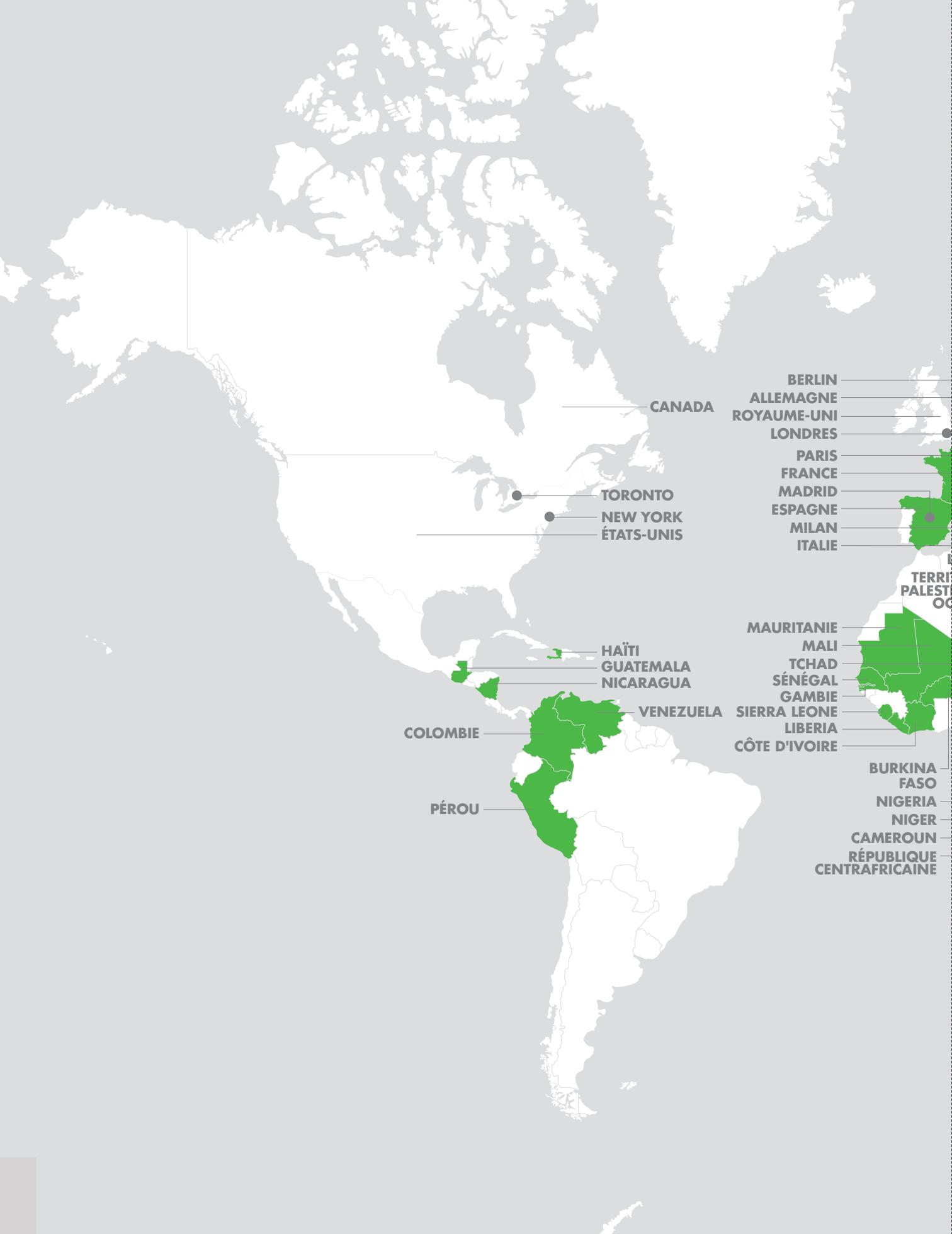
**LA MOBILISATION
ASSOCIATIVE**

13

**LE CONSEIL
D'ADMINISTRATION**



RAPPORT MORAL D'ACTIVITÉS 2020



CANADA

TORONTO
NEW YORK
ÉTATS-UNIS

COLOMBIE

PÉROU

HAÏTI
GUATEMALA
NICARAGUA

VENEZUELA

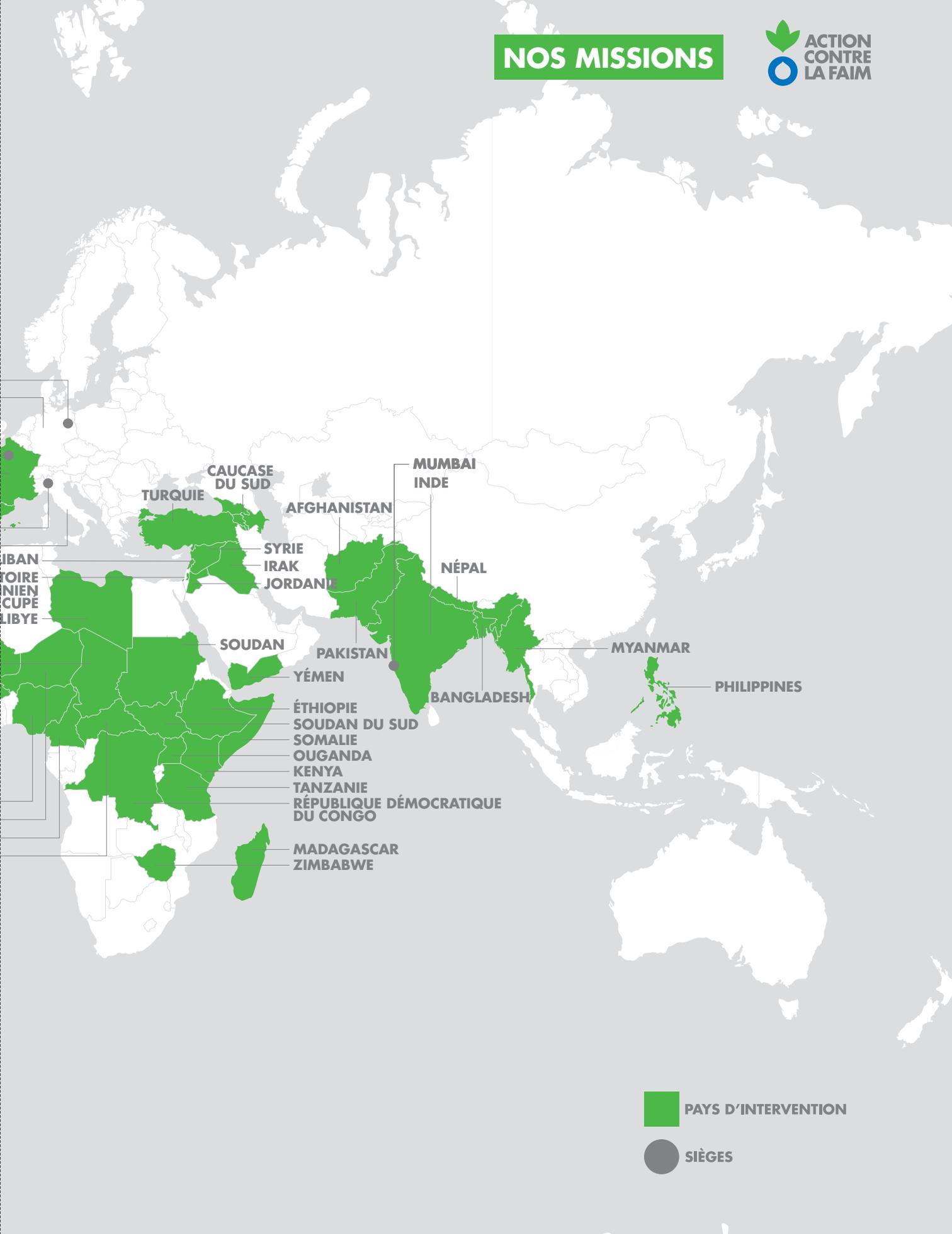
BERLIN
ALLEMAGNE
ROYAUME-UNI
LONDRES
PARIS
FRANCE
MADRID
ESPAGNE
MILAN
ITALIE

MAURITANIE
MALI
TCHAD
SÉNÉGAL
GAMBIE
SIERRA LEONE
LIBERIA
CÔTE D'IVOIRE

BURKINA FASO
NIGERIA
NIGER
CAMEROUN
RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

TERRITOIRES
PALESTINIENNES
OCCUPÉES

NOS MISSIONS



 PAYS D'INTERVENTION

 SIÈGES



MOT DU PRÉSIDENT



Pierre MICHELETTI,
Président

Si l'année 2020 avait débuté dans un climat interne apaisé pour ACF, une crise sanitaire majeure a commencé de se répandre au printemps, avec l'émergence puis la diffusion massive du Covid 19.

La pandémie a aussitôt et profondément impacté la situation sanitaire et nutritionnelle de nos pays d'intervention où, dans la plupart des cas, être confiné signifie la brusque interruption de ses ressources pour pouvoir faire face aux besoins de base des communautés. Dès le début de la crise, les capacités de réponse de l'association se trouvèrent profondément impactées : confinement de nos équipes sur le terrain, blocage du fret aérien, nouvelles conditions de travail (à distance) des salariés du siège, annulation des événements de printemps (courses contre la faim et challenges inter-entreprises) dont les rôles sont primordiaux dans le module économique d'ACF. Telle fut, en quelques semaines, la nouvelle équation.

Ceci nous a conduit vers une implication plus forte sur la France, avec le déploiement d'activités au profit des populations les plus fragiles à Marseille et à Paris, en lien et en appui auprès d'autres associations déjà actives dans ces villes.

Après quelques semaines de blocages et de flottements, le travail de nos équipes a pu reprendre sur les terrains de crise et de conflit où la violence n'a pas connu de réelle trêve, malgré le Covid.

Au Nigeria, notre collègue Grace est toujours retenue contre sa volonté. Pire encore, des membres de nos équipes ont perdu la vie durant l'été. Le Yémen, l'Afghanistan ont connu une nouvelle accélération de la violence. La Guinée, la Côte d'Ivoire, comme beaucoup d'autres pays ont vécu une dégradation de la situation économique et sociale. Des blessures que la pandémie est venue rendre plus profondes encore. Malgré ce, les équipes ACF ont fait face, identifiant de nouveaux besoins, trouvant des opportunités de financements,

renforçant les stratégies d'alliance et de synergie avec d'autres grandes ONG :

- Mise en place d'un pont aérien logistique depuis Lyon pour faire face à la paralysie des compagnies aériennes ;
- Front commun pour préparer la Conférence Nationale Humanitaire de décembre à Paris et contrer la volonté de certains financeurs gouvernementaux d'impliquer les organisations humanitaires dans la lutte anti-terroriste. Posture qui pourrait entraîner des risques éthiques et sécuritaires inacceptables pour les ONG.

Face à ces dégradations du monde, les flux migratoires constituent un symptôme, la traduction tangible de la peur et de la désespérance de celles et ceux qui prennent tous les risques pour fuir. Là-encore, c'est dans une logique de synergie qu'ACF a travaillé à construire un projet de partenariat opérationnel avec Médecins du Monde et SOS Méditerranée.

L'appartenance à un réseau international est pour notre association une opportunité de pouvoir faire plus, d'être plus visible, de peser davantage dans les grands débats mondiaux qui animent les porteurs de l'aide internationale. Conscient des mutations du monde et de l'émergence des grands acteurs de demain, ACF-France a résolument soutenu l'élection d'ACF-Inde au rang de membre de plein droit de son réseau international.

Ainsi s'achève une année 2020 dense, bousculée par le Covid, durant laquelle nous sommes restés attentifs aux conditions de travail et à la santé psychologiques de celles et ceux qui sont et font ACF « ici » et « là-bas ». Notre voix a été forte dans les médias comme dans la communauté des ONG, traduisant la légitimité que confère à notre association le travail de nos équipes. Tout n'a pas été parfait, mais chacun a fait son possible. Nous pouvons collectivement être fiers du chemin parcouru ensemble cette année encore.

Pierre Micheletti, avril 2021

DOMAINES D'INTERVENTIONS

CHIFFRES 2020 ACF FRANCE



**NUTRITION/
SANTÉ
ET PRATIQUE
DE SOINS**

NUTRITION/SANTÉ

6 223 120

PRATIQUES DE SOINS

3 188 998



**EAU,
ASSAINISSEMENT
HYGIÈNE**

BÉNÉFICIAIRES

3 744 924



**SÉCURITÉ
ALIMENTAIRE
ET MOYENS
D'EXISTENCE**

BÉNÉFICIAIRES

1 062 721



SANTÉ
ET NUTRITION



SÉCURITÉ ALIMENTAIRE
ET MOYENS D'EXISTENCE



EAU, ASSAINISSEMENT
ET HYGIÈNE



SANTÉ MENTALE
ET PRATIQUES DE SOINS



GESTION DES RISQUES
DE CATASTROPHES



PLAIDOYER



RECHERCHE
ET DÉVELOPPEMENT



GENRE



PROTECTION



DIRECTION DES OPÉRATIONS



**Isabelle MOUSSARD
- CARLSEN,
Directrice
des Opérations**

L'épidémie de COVID-19 a affecté de manière significative les opérations d'ACF en 2020 et nécessité, sur l'ensemble des missions, une réadaptation des programmes aux nouvelles contraintes sanitaires et opérationnelles. Les modalités de travail de chaque mission ont également dû être adaptées au contexte et continuent de l'être au regard de l'évolution de l'épidémie. La création de la Task Force Covid dès le mois de mars 2020 a permis d'accompagner les missions tout au long de l'année. D'autres épidémies ont également marqué l'année. Des récurrences d'Ebola et de la peste ont été observées en République démocratique du Congo (RDC) et à Madagascar respectivement, avec des conséquences sur les populations locales.

En 2020, les humanitaires ont, comme tous les ans, payé un lourd tribut en raison de l'insécurité élevée à laquelle les équipes sont confrontées. En effet, les équipes d'ACF travaillent dans des contextes très difficiles afin de maintenir nos activités. Cette année, cela a été particulièrement le cas au Nigeria, au Burkina Faso, en Afghanistan et au Yémen. Cette insécurité élevée souligne les problématiques d'accès et de complexité à opérer auxquelles ACF doit répondre afin d'affirmer sa volonté de rester présente et de poursuivre ses activités. Dans ce cadre, l'unité sécurité et accès a développé des outils et commencé leur déploiement auprès des équipes afin de renforcer leur capacité d'analyse et l'accès.

La détérioration de la situation sécuritaire et l'augmentation des déplacements dans le nord du Mozambique tout au long de l'année 2020 a conduit ACF à réaliser une mission exploratoire conjointe avec le Norwegian Refugee Council (NRC) en octobre-novembre, dans la province de Cabo Delgado afin d'évaluer les nouveaux besoins humanitaires et la pertinence d'une éventuelle intervention d'urgence. Au regard des besoins identifiés, en décembre 2020, ACF a décidé de mobiliser des ressources pour lancer des opérations dans la région. La stratégie d'intervention d'ACF vise à donner

la priorité à la fourniture de services vitaux aux personnes déplacées vivant dans des sites de déplacement et aux villages des communautés d'accueil adjacentes qui partagent les ressources et les installations communes avec les personnes déplacées. Pour cette ouverture de mission, ACF pilote une approche stratégique innovante visant à s'appuyer sur, et contribuer à développer, les capacités locales existantes. L'unité de préparation et de réponse aux urgences a porté cette initiative.

ACF a poursuivi sa participation au groupe de travail international sur les partenariats locaux. Ce dernier a présenté une première version du rapport rédigé suite à l'analyse réalisée de septembre 2019 à février 2020 lors de la semaine des directeur.rice.s pays qui s'est tenue en ligne du 14 au 17 décembre 2020. Une version finale de ce rapport sera publiée et largement diffusée au premier semestre 2021 et alimentera les futurs travaux du groupe sur la révision de la politique, de la stratégie et des outils d'ACF relatifs à la gestion des partenariats locaux. En parallèle de ces travaux, des missions d'ACF, telles que le Zimbabwe et le Népal, ont développé au cours de l'année une stratégie visant à travailler avec de nouvelles modalités et à se réorganiser. Celles-ci laissent une large place aux partenariats locaux.

La Mission France a poursuivi son développement, notamment dans le cadre de la réponse à la crise du COVID-19. Ainsi, en mars 2020, la mission a élargi son intervention à deux territoires supplémentaires, Marseille et Bordeaux, tout en poursuivant son activité en Ile de France. Si les activités à Bordeaux ont cessé en septembre 2020, la base de Marseille a été pérennisée. Cette année a également conduit la Mission France à définir les piliers de sa stratégie dont les objectifs sont les suivants : 1) renforcer la mise en œuvre des politiques publiques de lutte contre l'exclusion ; 2) renforcer l'action sociale multi-acteurs dans une approche inclusive et multisectorielle ; 3) prendre en compte dans la réponse

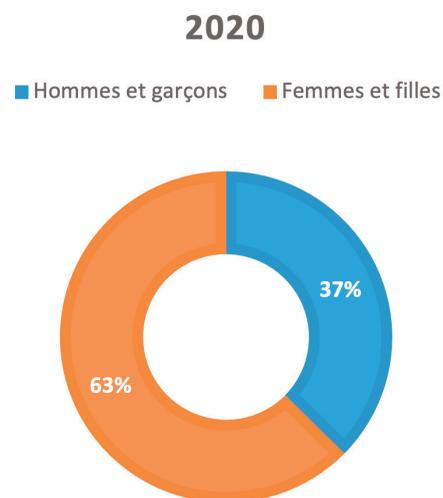
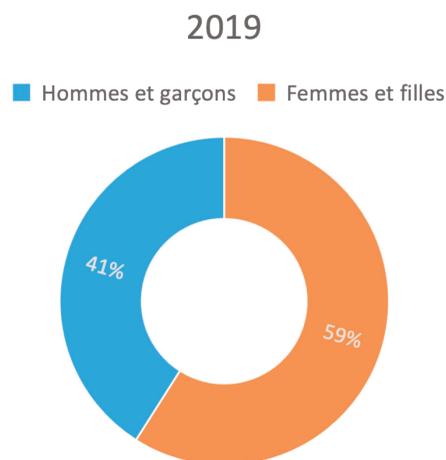
multi-acteurs et multisectorielle les besoins des personnes précaires et exclus.

Si ACF avait organisé, fin 2019, un troisième appel interne à projets innovants, les trois projets sélectionnés pour recevoir des financements en 2020 ont dû être suspendus en raison de la nécessité de réallouer les fonds initialement dédiés à l'appel à projets pour couvrir des besoins dus à la crise du COVID-19. Le département des opérations travaille avec le service partenariat du département de la communication et du développement afin d'identifier de nouvelles modalités de financements, par des partenaires privés, de l'appel à projets innovants. C'est travaux ont débuté en 2020 et se poursuivront en 2021, avec une première période de test visant à préciser l'intérêt des partenaires privés et les modalités à appliquer à cet appel à projets innovants révisé. Pour cette période de test, les projets sélectionnés pour 2020 seront mis en avant. Ces projets portent sur les sujets suivants : hygiène menstruelle (Afghanistan), transformation et développement de la chaîne des valeurs de chenilles comestibles (Cameroun, RCA et RDC), et systèmes d'agriculture urbaine hors sol viable et respectueuse de l'environnement (Côte d'Ivoire).

En 2020, 12 494 614 personnes ont bénéficié de l'aide d'Action contre la Faim, nombre en hausse par rapport à 2019. Cette évolution s'explique tout particulièrement par la conduite d'activités de DRR/DRM. En effet des sensibilisations à la vague de chaleur (diffusions de messages par SMS, radio, etc) au Pakistan ont comptabilisé 10 454 009 bénéficiaires en 2020.

Hors DRR/DRM, en 2020, les profils des bénéficiaires des projets d'Action contre la Faim sont similaires à ceux de 2019, la majorité représentant des femmes et des filles (graphique 1). Le pourcentage d'enfants de moins de 5 ans est en légère hausse, soit 28,8% de l'ensemble des bénéficiaires (contre 25% en 2019).

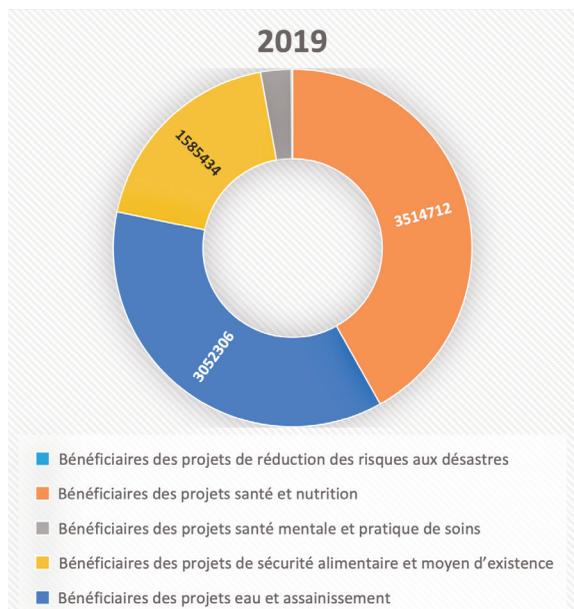
GRAPHIQUE 1 : PROFIL BÉNÉFICIAIRES DES PROJETS D'ACF



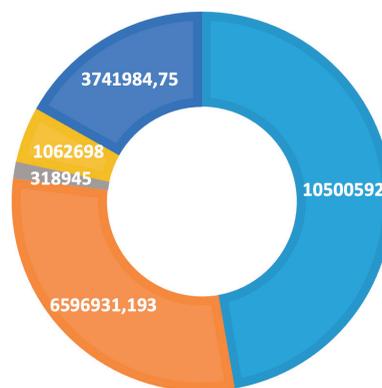
QUELS TYPES D'ACTIVITÉS AVONS-NOUS MIS EN ŒUVRE ?

Note : Il est nécessaire de rappeler que certains chiffres peuvent refléter un double comptage de bénéficiaires ayant été soutenus dans le cadre de plusieurs programmes. Par conséquent, les chiffres peuvent parfois paraître avoir augmenté de façon très importante.

Hors DRR/DRM, en 2020, le plus grand nombre de bénéficiaires sont ceux des projets de nutrition et de santé. En effet, les bénéficiaires des programmes de nutrition ont continué à augmenter ces dernières années, soit environ 2 millions de personnes supplémentaires. Les missions avec les plus importants chiffres en matière de nutrition et santé sont le Nigéria, puis le Pakistan et la Côte d'Ivoire. Le secteur de l'eau, assainissement et hygiène est le deuxième secteur le plus important en nombre total de bénéficiaires touchés hors DRR/DRM. En 2020, il y a eu 9 314 813 mètres cube d'eau ont été distribués par camion ou station de traitement de l'eau pendant des opérations d'urgence, en forte hausse par rapport à 2019 (857 673). Le domaine de la santé mentale et pratiques de soins augmente lui aussi avec 318 898 bénéficiaires en 2020 (229 402 en 2019). Le nombre de bénéficiaires des programmes de sécurité alimentaire et moyens d'existence enregistre une baisse, passant de 1 585 434 bénéficiaires en 2019 à 1 062 721 en 2020. Il est enfin à noter que 1 825 251 personnes ont bénéficié de projets de réponse au COVID-19.



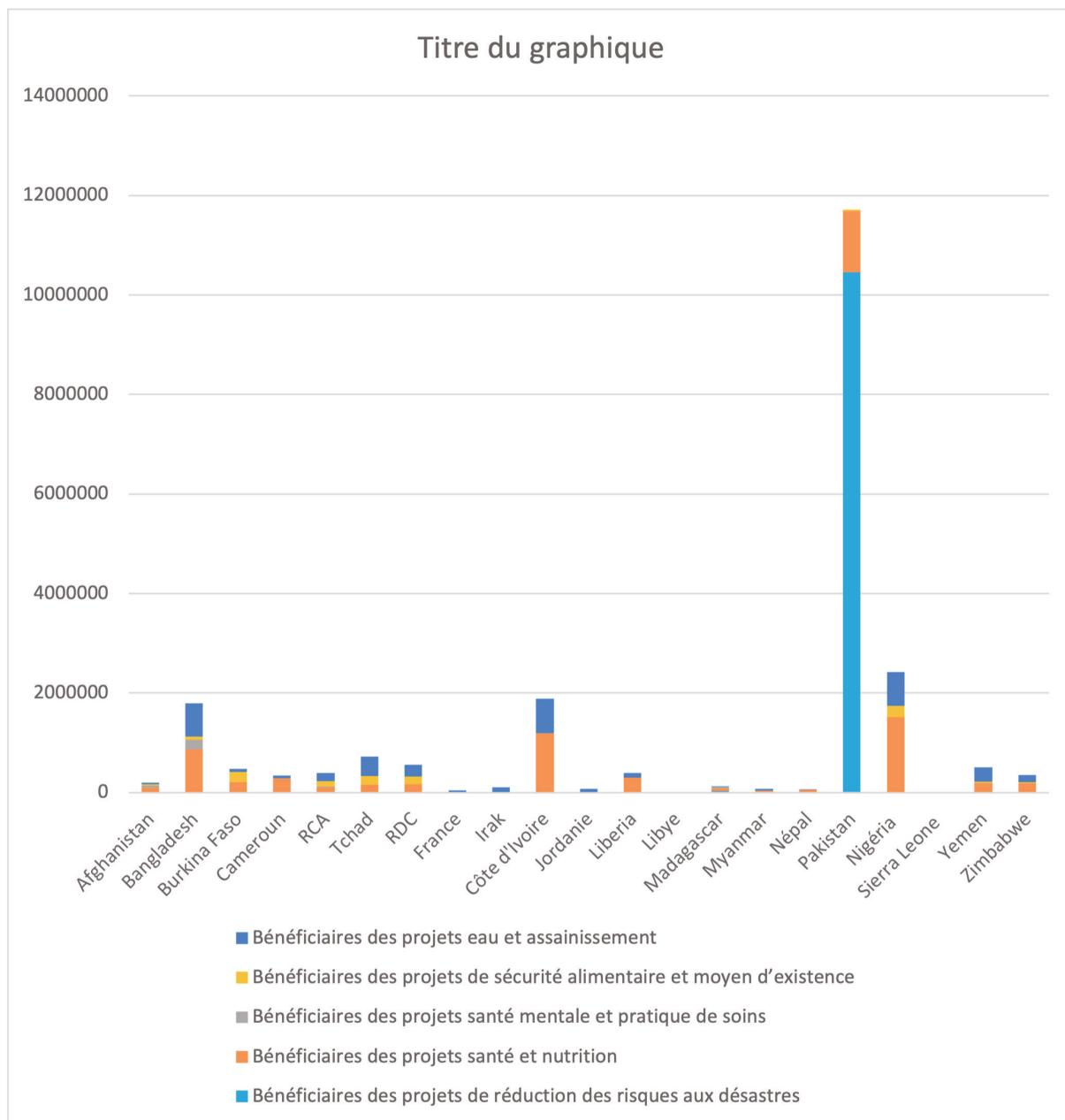
2020



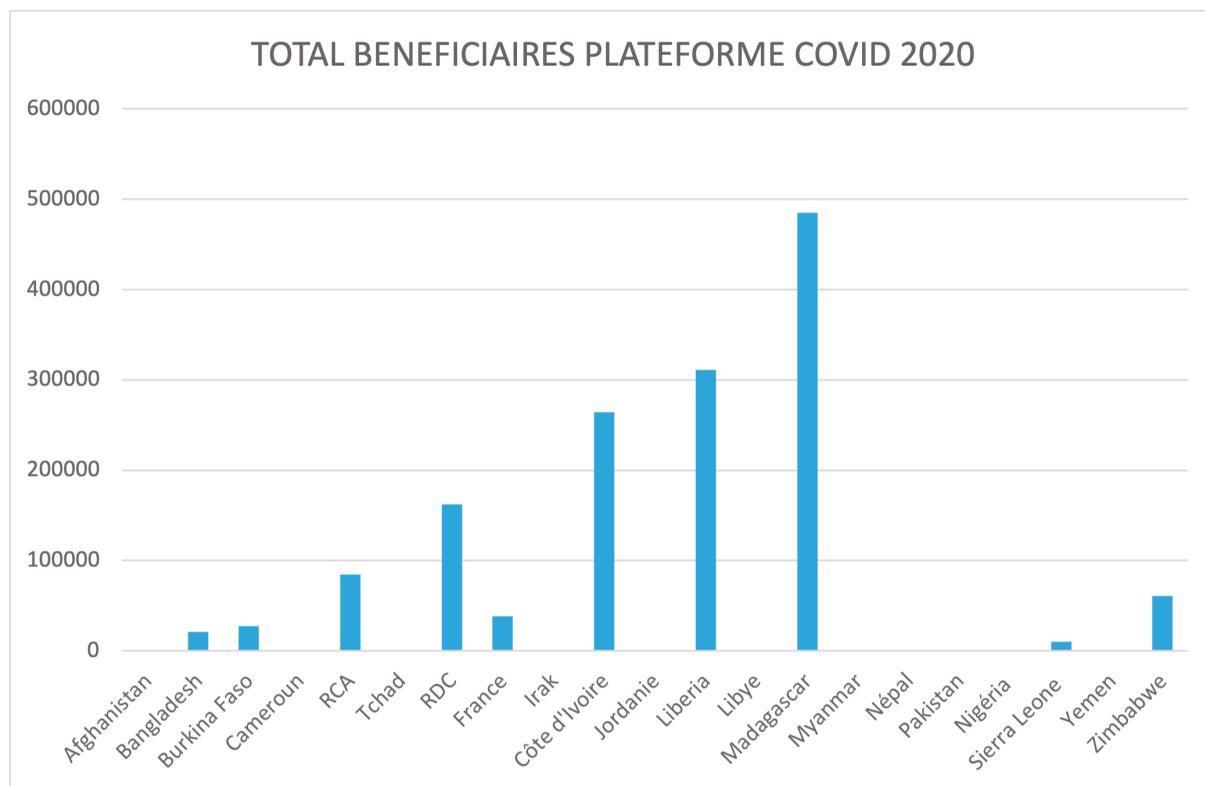
- Bénéficiaires des projets de réduction des risques et désastres
- Bénéficiaires des projets santé et nutrition
- Bénéficiaires des projets santé mentale et pratique de soins
- Bénéficiaires des projets de sécurité alimentaire et moyen d'existence
- Bénéficiaires des projets eau et assainissement

OÙ SE SONT DÉROULÉES NOS ACTIONS ?

Le graphique suivant présente la répartition des bénéficiaires des programmes d'ACF-France dans les 21 pays d'intervention.



Le graphique suivant présente la répartition des bénéficiaires des programmes d'ACF-France dans les 21 pays d'intervention.



SECURITE

La gestion de la Sécurité a forcément été impactée en 2020 par la COVID 19 notamment en termes de déplacement sur le terrain, d'organisation de formations ou d'ateliers de travail ou encore la mise en œuvre de certains projets. Toutefois nos référents sécurité régionaux ont pu se déplacer lors du dernier trimestre dans quatre contextes difficiles : Afghanistan, Burkina Faso, République Centrafricaine et au Moyen Orient.

Nous avons fait preuve d'adaptabilité afin de maintenir le support attendu par nos missions notamment en augmentant la fréquence de nos contacts avec le terrain. Nous avons mis en place un système de reporting qui s'est matérialisé

par une veille sécuritaire publiée trois fois par semaine pour l'ensemble de nos missions ainsi qu'un rapport de situation par pool géographique publié deux fois par mois. Cela a été possible grâce à une meilleure remontée d'information depuis les missions mais aussi par une meilleure implication dans la gestion d'incident de la part de nos équipes sièges / régions.

Cette adaptabilité s'est aussi traduite par une offre de formation étendue (type de formations et opportunités) même si celles-ci ont eu lieu en distanciel depuis le mois de mars 2020. Le formation PFST¹ réalisée en présentiel depuis sa mise en place a été remplacée par une formation à distance afin de préparer le déploiement de notre personnel international

1. PFST : Personal Field Security Training

du mieux possible eu égard aux circonstances. A l'avenir, la mise en place de formation de formateurs – prévue en début d'année 2021- sur différents aspects de la sécurité donnera plus d'autonomie aux responsables Sécurité des missions pour former directement leurs équipes.

Au niveau individuel, la mise en place de Plan de Développement personnel pour les personnels de la sécurité nous permettra de favoriser leur épanouissement au sein de notre organisation et de mieux les fidéliser.

Même si le nombre d'incidents en 2020 n'a pas augmenté par rapport 2019 (113 incidents répertoriés en 2020 comparé à 114 en 2019), nous sommes confrontés à une augmentation de l'insécurité sur certaines zones notamment dans celles contrôlées ou sous influence de groupes armés radicaux islamistes qui nous obligent à redoubler de vigilance, augmenter nos mesures de protection et adapter voire renouveler sans cesse nos modalités d'intervention.

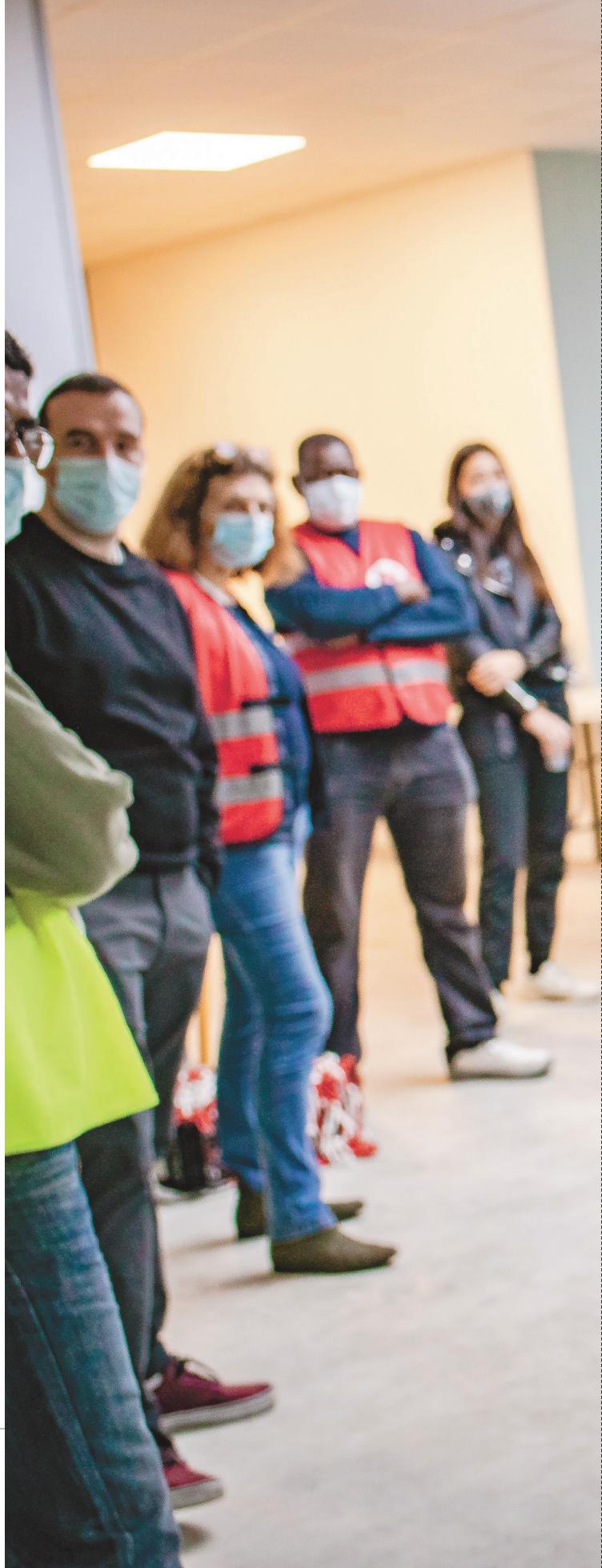
Etant donné leur niveau d'exposition (le nombre de personnels nationaux est plus de 15 fois supérieur au nombre de personnels internationaux, leur niveau d'acceptation dans les communautés est beaucoup plus élevé que celui des personnels internationaux), notre personnel national est de plus en plus exposé aux risques de sécurité. Tout au long de l'année, nous avons dû faire face à plusieurs situations d'enlèvement. Ces situations ont été résolues en moins de 24 heures au Burkina Faso et en RDC, en moins de 36 heures dans le sud-ouest du Cameroun. Celui qui s'est produit en décembre en Afghanistan était un faux enlèvement organisé. Nous avons formé 3 équipes pays en 2020 à la gestion des incidents critiques, ces formations seront suivies par plusieurs autres en 2021.

Les accidents de la circulation restent toujours la première cause des incidents depuis plusieurs années. Si une note spécifique a été finalisée en lien avec un projet « sécurité routière » en 2020, une campagne sera lancée en 2021 dans l'ensemble des missions du réseau.

Finalement, la maturité affichée par l'équipe sécurité nous permet d'être plus présents dans les différents forums nationaux et internationaux en lien avec la gestion de l'accès et de la sécurité. Nous sommes maintenant membre du Comité de Pilotage de GISF² et avons un rôle moteur dans le fonctionnement du RISEC³.

2. GISF : Global Interagency Security Forum

3. RISEC : Réseau informel Sécurité – ONG Françaises





ERRU

COVID 19

Pour l'Unité de Préparation et de réponse aux urgences (ERRU), l'année 2020 a été profondément marquée par l'épidémie de Covid-19 avec une mobilisation sans précédent. Tous les bureaux opérationnels ACF du monde ont adapté leurs programmes et renforcé leurs activités de prévention pour prévenir la propagation du virus.

En février 2020, un groupe de travail opérationnel, Task force Covid, a été mis en place au niveau du siège afin de fournir les documents d'orientation et de soutien direct aux missions. De nombreux documents en français, anglais et arabe ont été créés pour assurer la mise en œuvre des programmes et la protection des employés.

La mise à jour des plans de préparation qui se fait normalement selon un plan annuel a été essentiellement consacrée à l'épidémie de Covid mais quatre pays ont pu mettre à jour leurs plans de préparation à l'ensemble des événements catastrophiques potentiels : France, Pakistan, République Centrafricaine, et Madagascar.

RÉPONSE AU MOZAMBIQUE

L'année 2020 a également été marquée par la détérioration de la situation humanitaire à Cabo Delgado au Mozambique. ACF a entrepris une mission exploratoire en collaboration avec une autre organisation NRC afin de mesurer la pertinence d'une éventuelle intervention d'urgence. Malgré les obstacles administratifs rencontrés, l'équipe a réussi à définir les besoins dans la zone et a entrepris l'ouverture d'un bureau et des activités d'assistance aux personnes déplacées à la fin de l'année 2020.

AUTRES ÉVÉNEMENTS FORTS EN 2020

Par ailleurs, les équipes de l'unité d'urgence ont continué de soutenir les équipes d'intervention dans les pays notamment en République démocratique du Congo (RDC), au Nigeria et au Yémen. Dans ces pays, l'insécurité permanente, les restrictions administratives, la violence contre les humanitaires et l'accès difficile aux bénéficiaires ont rendu les réponses d'ACF très difficiles. Pour Madagascar, l'année a été particulièrement difficile en 2020. Le Grand Sud a connu la sécheresse la plus dramatique depuis 10 ans. Il n'y avait plus assez d'eau pour vivre. Les équipes d'ACF ont été fortement mobilisées sur l'analyse, l'appui à la livraison de nourriture et les actions nutritionnelles. Enfin, l'ERRU a soutenu les équipes d'ACF US en Ethiopie pour une réponse humanitaire dans la région du Tigré où près de 200 000 personnes ont dû fuir la région à cause des combats.

ROSTER/ VIVIER

L'unité de réponse aux urgences dispose d'un vivier d'urgentistes prêts à être déployés en permanence. En 2020, le vivier en 2020 a atteint 328 membres dont 11 personnes à temps plein. Malgré les contraintes de déplacements dues aux restrictions sanitaires, les déploiements ont été aussi nombreux qu'en 2019. Durant l'année, sur les 600 personnes du vivier contactées, 20 % d'entre elles confirmaient leurs disponibilités et 25 urgentistes se sont déplacés pour une durée moyenne de 6 semaines. 16 des 25 urgentistes déployés en 2020 étaient des femmes.

	PAYS	PÉRIODE	DESCRIPTION	ROSTER VS PERMANENT
1	Nigeria	Janvier 2020	Urgence interne - Field co	Roster
2	Zimbabwe	Février 2020	Scale Up - Field co	Roster
3	Yémen	Avril 2020	Urgence interne - Subvention co	Roster
4	Yémen	Mai 2020	Urgence interne - Consortium co	Personnel de l'ERRU
5	Yémen	Juin 2020	Urgence interne - Field co	Roster
6	Cameroun	Juillet 2020	Urgence interne - Field co	Personnel de l'ERRU
7	Afghanistan	Juillet 2020	Urgence interne - Nutrition co	Personnel de l'ERRU
8	RDC	Août 2020	Urgence interne - Santé co	Personnel de l'ERRU
9	France	Septembre 2020	Préparation - Preparedness co	Personnel de l'ERRU
10	Jordan	Septembre 2020	Urgence interne - Master co	Roster
11	Libye	Octobre 2020	Établissement opérationnel - Évaluation co	Roster
12	Burkina Faso	Octobre 2020	Intervention d'urgence - RRM co	Roster
13	Bangladesh	Octobre 2020	Urgence interne - Programme DCD	Roster
14	Zimbabwe	Novembre 2020	Urgence interne - Directeur de pays	Roster
15	Madagascar	Novembre 2020	Urgence interne - Évaluation co	Personnel de l'ERRU
16	ERRU	Novembre 2020	Scale Up - MEAL co	Roster
17	France	Novembre 2020	Intervention d'urgence - Field co	Personnel de l'ERRU
18	Cameroun	Novembre 2020	Urgence interne - Responsable de la santé	Personnel de l'ERRU
19	Mozambique	Novembre 2020	Évaluation humanitaire - Assessment co	Roster
20	Zimbabwe	Novembre 2020	Urgence interne - Field co	Personnel de l'ERRU
21	France	Novembre 2020	Intervention d'urgence - Responsable de terrain	Personnel de l'ERRU
22	Pakistan	Novembre 2020	Évaluation humanitaire - Santé co	Personnel de l'ERRU
23	Éthiopie	Novembre 2020	Intervention d'urgence - Field co	Roster
24	Mozambique	Décembre 2020	Établissement opérationnel - Field co	Personnel de l'ERRU
25	Mozambique	Décembre 2020	Établissement opérationnel - Wash PM	Roster

**LIEUX
D'INTERVENTIONS**Paris / Marseille /
Bordeaux**DATE DE CRÉATION
DE LA MISSION**

2019

**BUDGET
EN €**

860 622 €

**NOMBRE
DE SALARIÉS**

12

**NOMBRE
DE BÉNÉFICIAIRES**

38 179

MISSION FRANCE

CONTEXTE

8 millions de français, soit 12 % de la population a besoin d'une aide alimentaire.¹ 1,4 million de français métropolitains n'ont pas accès à l'eau en toute sécurité et 7,5 millions n'ont pas accès à des sanitaires gérés en sécurité². Les réfugiés, migrants et personnes à la rue sont particulièrement précarisés pour l'accès à l'eau et l'assainissement. La crise COVID a aggravé la situation vécue par les populations les plus vulnérables – la Mission France a fait ses premières interventions sur le terrain en 2020 pour répondre à la crise sanitaire.

La France a été durement touchée par l'épidémie de coronavirus avec un total de 2 600 498 cas confirmés au 30 décembre 2020 et plus de 64 000 décès.³ Les conséquences socioéconomiques ont également été importantes alors qu'un Français sur trois a subi une perte de revenus depuis le 1^{er} confinement. Le nombre de bénéficiaires de l'aide alimentaire a augmenté de plus de 25 % au mois de mars 2020. Plus de 2,1 millions de personnes bénéficient de l'aide alimentaire.⁴ Les deux périodes de confinement ont eu un énorme impact sur les plus précaires, avec une détérioration significative de la santé mentale des populations vulnérables. D'après une enquête menée par Santé publique France, le taux d'anxiété des Français a doublé, passant de 13,5 % (hors épidémie) en 2017 à 26,7 % à la fin du mois de mars 2020 (une semaine après le début du confinement). Une semaine après l'annonce du couvre-feu fin octobre 2020, Santé publique France pointait «une augmentation significative des états dépressifs» (+5 points).

IMPACT

La stratégie de la mission France vise à appuyer les mécanismes et acteurs d'aide aux populations les plus précaires pour améliorer leur accès aux droits et services ainsi que la couverture des besoins alimentaires et sanitaires de ces populations. Cette stratégie est mise en œuvre à travers 3 volets prioritaires : la sécurité alimentaire et les moyens d'existence, la santé mentale et les pratiques de soins et le plaidoyer. L'année 2020 a été principalement marquée par la mise en place des interventions liées à l'épidémie de COVID 19 et le passage de la Mission France, auparavant considérée comme un service du siège, au statut « mission ». Les activités ont été menées à Paris, Marseille et Bordeaux, notamment la distribution de kits d'hygiène en complément aux distributions alimentaires, activités de maraude et activités EAH des partenaires.

La mission France s'est fortement mobilisée pour répondre à la crise sanitaire due à la pandémie de COVID-19. Un plan de réponse d'urgence a été déployé sur l'Île de France et Marseille à travers 4 secteurs d'activités : SAME, EAH, SMPS-GP et Plaidoyer. ACF a continué à travailler en coordination avec des acteurs associatifs (Armée du Salut, Utopia 56, MDM...). Grâce à son stock de contingence, la mission a complété les distributions alimentaires, les activités de maraude et les activités EAH des partenaires, et fait des donations aux partenaires individuels en Ile de France. La mission a également fait de la sensibilisation COVID et orientation multi-service. En parallèle, plusieurs formations ont été proposées aux partenaires (accueil et écoute bienveillante, sécurité personnelle,

1. <https://www.secoures-catholique.org/sites/scinternet/files/publications/rs20-bd.pdf>

2. <http://www.coalition-eau.org/actualite/les-chiffres-de-l-acces-a-l-eau-et-a-l-assainissement-en-france/>

3. file:///C:/Users/deskassistant3/Downloads/COVID19_PE_20201231.pdf

4. <https://www.20minutes.fr/societe/2977403-20210215-coronavirus-banques-alimentaires-moitie-beneficiaires-aides-depuis-moins-an>

les bases avant d'aller sur le terrain, orientation vers les services de base). A Marseille, la mission lutte pour favoriser l'accès à l'hygiène, prévenir le risque épidémique et limiter l'impact de l'épidémie sur l'accès aux besoins de base et aux droits essentiels pour les populations les plus précaires, avec une attention particulière à la situation des familles et des enfants en bas-âge. A ce titre, plus de 4000 kits d'hygiène sont distribués. Ces réponses s'intègrent plus largement dans la stratégie de la mission France.



ASIE





En 2020, l'impact le plus important sur les programmes de la région Asie a été celui du Covid-19, et l'impact que cela a eu sur le contexte plus large de nos pays hôtes. Alors que les pays d'Asie du Sud n'ont été touchés que plus tard dans l'année que l'Europe ou la Chine, lorsque la première vague est arrivée, l'impact immédiat a été une succession de fermetures qui ont gravement affecté l'accès au terrain, et la coordination de nos équipes pour assurer leur sécurité, la sécurité des personnes vulnérables que nous atteignons et pour garantir que les programmes vitaux puissent continuer.

Le programme du Bangladesh, par exemple, est principalement présent autour de Cox's Bazaar et, bien qu'il ait fallu du temps pour que le Covid-19 soit reconnu comme un problème de santé publique, une fois que la première de plusieurs «vagues» d'infection au Covid-19 a été reconnue, des restrictions sur les voyages et l'accès aux camps de Rohingya sont restés en place pendant plusieurs mois. Cela a fortement limité la présence du personnel dans le camp et nos programmes sur place, mais l'équipe s'est adaptée pour poursuivre les activités du programme. Dans un contexte plus large, les programmes déjà sous-financés des camps ont été confrontés à une nouvelle baisse de financement et à un avenir bien plus réduit à l'approche de 2021, ce qui signifie que la mission d'ACF doit se réaligner et se restructurer autour d'une nouvelle direction stratégique de la mission. L'équipe s'est concentrée sur cette question tout au long du dernier trimestre de l'année et jusqu'en 2021, mais cela crée également des opportunités d'étendre la programmation à plus long terme, d'explorer d'autres parties du pays nécessitant une assistance et de tirer parti de la capacité des acteurs nationaux.

Au Myanmar et dans le cadre de son programme dans l'État de Rakhine, qui était déjà gravement touché par une problématique d'accès pendant une période de conflit intense entre l'armée d'Arakan et l'armée du Myanmar, les mesures de restrictions dues au Covid-19 ont affecté les déplacements vers et depuis la région, les sites du terrain et le camp de Sittwe. L'équipe a été contrainte d'explorer des options de gestion à distance et de travailler avec des équipes terrain qui n'ont pas pu se rendre sur de nombreux sites. Bien que des pourparlers aient eu lieu entre l'AA et l'armée à partir de septembre, les restrictions liées au Covid-19 se sont poursuivies jusqu'à la fin de l'année et, comme toujours, l'équipe s'est adaptée à la situation et a poursuivi la mise en œuvre des programmes, qui se poursuivront au cours des événements de l'année à venir.

Les programmes en Afghanistan sont restés stables cette année, le gouvernement national ayant mis du temps à appliquer les restrictions et, une fois celles-ci en place, l'équipe a adapté les activités du programme aux nouvelles règles de voyage et d'accès. Le programme a été en mesure de maintenir l'accès, et bien que l'accord sur le retrait par les États-Unis ait potentiellement vu une réduction des combats avec eux, l'accord ne s'est pas étendu au gouvernement national et les combats ont continué tout au long de l'année. Dans un tel environnement, la cohérence de la mission sur le terrain et de l'équipe sur place est comme toujours louable et témoigne de leur travail acharné.

Le Pakistan a connu cette année une expansion de ses programmes humanitaires, travaillant à distance avec des partenaires au Baloutchistan et mettant en œuvre un nouveau programme dans le Nord-Ouest, une région dont ACF s'était précédemment retiré. Le programme a été affecté par plusieurs vagues de restrictions dues au Covid-19, les bureaux du programme étant parfois fermés, mais grâce aux efforts et à la flexibilité de l'équipe, ils ont pu maintenir la programmation tout au long de l'année sans interruption, ce que beaucoup d'autres acteurs n'ont pas pu faire.

En 2020, une nouvelle direction ambitieuse pour le Népal a été formulée par l'équipe et approuvée par la direction d'ACF France, qui verra le programme ACF s'engager pleinement dans une approche de partenariat dans le pays et l'identification de nos partenaires privilégiés. Nous sommes très intéressés à travailler avec d'autres équipes pour explorer comment cela pourrait transformer la façon dont nous travaillons en Asie, et nous sommes déjà en train de créer un apprentissage pour cette approche qui pourrait informer la programmation future dans les pays qui ont des acteurs de la société civile qui pourraient bénéficier des forces techniques et opérationnelles d'ACF.

Les défis de cette année ont fait que de nombreuses hypothèses ont dû être complètement révisées, souvent rapidement et en évaluant les risques pour les équipes et les programmes alors que les événements se déroulaient rapidement, mais comme toujours, le programme d'ACF en Asie a continué à avancer en 2020 et les programmes ont également évolué. Les équipes à Paris et les programmes nationaux ont tous bien répondu à un événement imprévu qui a exigé une flexibilité stratégique et opérationnelle de la part de l'équipe et la persévérance de beaucoup dans des circonstances très changeantes, qui se poursuivront en 2021, et l'équipe répondra également à ce défi.

**LIEUX
D'INTERVENTIONS**

Province de Kaboul
Province de Ghor
Province de Helmand
Province de Daykundi

**DATE DE CRÉATION
DE LA MISSION**

1995

**BUDGET
EN €**

6 820 605 €

**NOMBRE
DE SALARIÉS**

488 (Déc 2020)

**NOMBRE
DE BÉNÉFICIAIRES**

451.670

AFGHANISTAN

CONTEXTE

Après quatre décennies de conflit, la population afghane est toujours victime des combats entre les groupes d'opposition armés et les forces de sécurité nationales afghanes. Les négociations de paix lancées en 2020 n'ont pas encore apporté les bases de la paix et ont même attisé les tensions dans le pays. 7 millions de personnes n'ont pas ou peu accès aux services de santé essentiels en raison d'une couverture insuffisante, le nombre de personnes en situation de crise ou d'urgence en matière d'insécurité alimentaire est passé à 16,9 millions, soit 42 % de la population en novembre 2020¹. 2,9 millions d'enfants de moins de cinq ans souffrent de malnutrition aiguë, dont 27 % de malnutrition aiguë sévère en 2020².

La pandémie de COVID-19 est venue peser sur un système de nutrition et de santé déjà fragile. Les agriculteurs ruraux qui n'ont pu trouver de travail ont dû consommer toute leur récolte pendant la période de confinement. La COVID-19 a entraîné la flambée des prix de certains produits alimentaires de base de plus de 20 % au cours du premier semestre 2020, et a réduit les revenus de 59 % des ménages.³

ACTIVITES

En Afghanistan, Action contre la Faim améliore l'accès aux services de santé et de nutrition pour les populations les plus vulnérables qui vivent dans des zones reculées sans système de santé local. Nous soutenons en particulier les femmes enceintes et allaitantes et les enfants de moins de cinq ans, qui sont plus exposés au risque de sous-nutrition.

Les programmes de lutte contre la sous-nutrition d'Action contre la Faim s'appuient sur une approche intégrée s'attaquant à la fois aux causes primaires et sous-jacentes afin d'avoir un impact réel et durable sur l'état nutritionnel. Enfin, malgré le contexte d'urgence, une attention particulière est accordée à la mise en œuvre d'activités au niveau communautaire avec les villages sans défécation en plein air, au niveau provincial à travers le renforcement du système de santé publique par des formations du personnel de santé et au niveau national grâce aux activités de surveillance pour fournir des informations fiables sur la situation nutritionnelle dans le pays à l'ensemble de la communauté humanitaire.

La prévention de la COVID-19 a été intégrée aux interventions en matière de santé et de nutrition permettant la continuité des opérations de manière responsable et sûre, tout en suivant les meilleures pratiques et les instructions du gouvernement.

Action contre la Faim a mis en œuvre des activités de réponse à la COVID-19 tels que : la désinfection des établissements de santé et des lieux publics, l'assistance monétaire, le soutien psychosocial et la distribution de kits d'hygiène aux populations affectées.



1. Aperçu des besoins humanitaires en Afghanistan (HNO) 2021

2. Cluster Nutrition Afghanistan - Rapport annuel 2020, février 2021

3. Aperçu des besoins humanitaires en Afghanistan (HNO) 2021

**LIEUX
D'INTERVENTIONS**

Cox's Basar district
Satkhira et Barguna
district pour
l'implémentation, géré
depuis Dhaka.

**DATE DE CRÉATION
DE LA MISSION**

2007

**BUDGET
EN €**

32 110 792 €

**NOMBRE
DE SALARIÉS**

734

**NOMBRE
DE BÉNÉFICIAIRES**

1 210 217

BANGLADESH

CONTEXTE

Les taux de malnutrition au Bangladesh sont parmi les plus élevés au monde. Plus de 54 % des enfants en âge préscolaire souffrent d'un retard de croissance, 56 % d'une insuffisance pondérale et plus de 17 % d'émaciation.

29 %¹ des réfugiés ont accès à de l'eau chlorée grâce à des réseaux de canalisations, tandis que les autres dépendent de puits tubés et de pompes manuelles, qui présentent des taux élevés de contamination par l'e-coli. Plus de 31 000 personnes de la population des camps vivent toujours dans des zones considérées comme étant à haut risque d'inondations et de glissements de terrain mortels, avec un drainage congestionné et une saturation en eau.

La violence à l'égard des femmes et des enfants a augmenté d'environ 31 % pendant la pandémie². Les impacts primaires et secondaires de la COVID-19 ont compromis l'accès aux services de santé et de nutrition pour les réfugiés rohingyas, cela pourrait aggraver la crise nutritionnelle, en augmentant les taux de malnutrition aiguë de 14 %³.

ACTIVITES

Action contre la faim a mis en œuvre un programme de nutrition dans les camps de réfugiés et la communauté hôte, où les enfants de moins de 5 ans ont bénéficié de différents services de prévention et de traitement nutritionnels.

Action contre la faim a fourni une aide alimentaire via des distributions monétaires ou en nature, de la production alimentaire et de la promotion de moyens de subsistance résilients et adaptés au climat pour les personnes les plus vulnérables touchées par les catastrophes. En outre, Action contre la Faim a organisé une session de sensibilisation intégrée pour améliorer

l'éducation nutritionnelle, la sécurité alimentaire et les pratiques d'hygiène.

Action contre la faim se concentre sur l'amélioration de l'accès à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène pour les réfugiés rohingyas vivant dans les camps et la population hôte la plus vulnérable vivant dans les villages environnants.

En raison des restrictions de mouvement, les équipes ont adopté la modalité de télé-conseil à distance pour atteindre efficacement les familles. Des psychologues et des travailleurs psychosociaux ont fourni des services de gestion de cas et de soutien psychosocial COVID-19 dans les zones urbaines de Dhaka et du district de Cox's Bazar.

Les activités de dépistage et de référence en matière de nutrition ont été remplacées par l'approche MUAC⁴ par la mère et la famille. Action contre la faim et le secteur de la nutrition ont développé un guide intérimaire pour le traitement de la malnutrition aiguë sévère chez les enfants atteints de la COVID-19. Toutes les activités ont été mises en œuvre en adaptant les recommandations IPC de COVID-19.



1. Selon les évaluations de REACH

2. (Fondation Manusher Jonno, «Violence contre les femmes et les enfants : COVID-19», mai 2020

3. Headley, Derek, et al, «Impacts of COVID-19 on Childhood Malnutrition and Nutrition-Related Mortality», The Lancet, vol. 396, no. 10250, 27 juillet 2020.

4. MUAC : Mid-Upper Arm Circumference.



**LIEUX
D'INTERVENTIONS**

État de Rakhine
et Kayah/ bases de
Sittwe, Buhtidaung,
Maungdaw, Minbya

**DATE DE CRÉATION
DE LA MISSION**

1994

**BUDGET
EN €**

4 353 189 €

**NOMBRE
DE SALARIÉS**

338

**NOMBRE
DE BÉNÉFICIAIRES**

77038

MYANMAR

CONTEXTE

Le Myanmar est confronté à des défis majeurs, notamment dû à de fréquents conflits armés, des violences intercommunautaires et une vulnérabilité aux catastrophes naturelles. La sous-nutrition est endémique, la malnutrition aiguë s'élevant à 7 % en 2020, contre 14 % en 2016. Dans la région de Rakhine, où 90 % des interventions d'Action Contre la Faim ont lieu, les défis humanitaires se sont accrues suite à une recrudescence des combats depuis décembre 2018, qui a provoqué le déplacement de dizaines de milliers de personnes. Environ 856 000 personnes touchées par la crise dans l'État de Rakhine connaissent un état critique lié au bien-être physique et mental ayant un impact direct sur l'intégrité et/ou la dignité mentale et physique¹.

Le Myanmar est classé au troisième rang des pays de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est ayant les taux d'infection et de décès par le COVID-19 les plus élevés. Les restrictions de mouvement, ont empêché les personnes de poursuivre leurs activités quotidiennes génératrices de revenus. De plus, les chaînes d'approvisionnement du marché ont été perturbées, ce qui a entraîné une hausse des prix des produits alimentaires de base.

ACTIVITES

Action contre la Faim a mis en place neuf projets en 2020, dont six d'entre eux sont des projets de traitement et les trois autres sont destinés à la prévention et au renforcement des systèmes de santé. Action Contre la Faim s'est engagé à promouvoir un accès résilient, équitable et inclusif aux services de nutrition, de santé connexe et de santé mentale en prévenant et en traitant la malnutrition aiguë, et en atténuant les conséquences de l'insécurité nutritionnelle en améliorant la santé, le bien-être des familles, les pratiques de soins et les

résultats nutritionnels. Afin de garantir des interventions permettant de sauver des vies et d'accroître la résilience de la population, nos équipes ont encouragé la gestion intégrée de la malnutrition aiguë, les activités de soins de santé maternelle et infantile, le renforcement des capacités, les activités génératrices de revenus, la diversification des moyens de subsistance, la santé mentale, les pratiques de soins, les services de protection et d'égalité des sexes, et la poursuite des programmes d'accès à l'eau potable et à la nourriture

Un plan d'urgence spécifique à la COVID-19 a été élaboré afin de guider les responsables sur le terrain dans la planification d'urgence liée à l'épidémie de COVID-19. Les interventions ont intégré la sensibilisation de la communauté à la COVID-19 par le biais des médias et la mobilisation communautaire dans les zones ciblées, en collaboration avec le ministère de la Santé et des Sports.

Les sessions d'accueil ont été adaptées avec des messages de prévention à la COVID-19. Lorsque l'accès était perturbé, les services psychosociaux ont adopté un soutien à distance en proposant des sessions de suivi par téléphone. En réponse à la COVID 19, Action Contre la Faim a également revu ses activités pour inclure une assistance en espèces pour l'achat de nourriture afin de répondre au statut d'insécurité alimentaire. Les activités de sécurité alimentaire se sont poursuivies par le biais de la surveillance à distance.



1. Plan de réponse humanitaire 2021

**LIEUX
D'INTERVENTIONS**

Provinces de Lumbini, Gandaki et Bagmati avec une base dans le district de Nawalparasi West de la province de Lumbini.

**DATE DE CRÉATION
DE LA MISSION**

2005

**BUDGET
EN €**

785 049 €

**NOMBRE
DE SALARIÉS**21 en décembre
2020**NOMBRE
DE BÉNÉFICIAIRES**

63 248

NEPAL**CONTEXTE**

Le Népal est un pays à revenu moyen inférieur particulièrement exposé aux catastrophes naturelles, et profondément affecté par le changement climatique. Il est régulièrement touché par des inondations, des glissements de terrain et des sécheresses.

20 % de la population vit avec un revenu quotidien inférieur à 2 dollars et 4,6 millions de personnes étaient en situation d'insécurité alimentaire avant la crise COVID-19¹. 10,8 millions de personnes n'ont pas accès à des installations sanitaires améliorées et 3,5 millions n'ont pas accès aux services d'eau de base². La malnutrition reste élevée malgré les progrès constants réalisés. La prévalence du retard de croissance chez les enfants de moins de 5 ans continue de s'améliorer, passant de 36 % en 2016 (NDHS) à 31,5 % en 2019³, mais la prévalence de l'émaciation a considérablement augmenté, passant de 10 % des moins de 5 ans en 2016⁴ à 12 % en 2019⁵.

Le Népal a été fortement touché par l'épidémie de COVID-19. L'économie a été très impactée, exacerbant la situation humanitaire déjà vulnérable, notamment en raison d'un confinement de 4 mois. Près de 25 % des Népalais ont perdu leur emploi en 2020⁶.

ACTIVITES

En 2020, Action contre la Faim a soutenu le programme gouvernemental de Gestion Intégrée de la Malnutrition Aiguë dans les districts de Nawalparasi Ouest et Nawalparasi Est, touchant 753 agents de santé avec des activités de renforcement des capacités et fournissant un traitement à 397 enfants affectés par la malnutrition aiguë sévère avec un taux de guérison de 90 %. Pour la première fois, Action contre la faim a mené à bien un projet de renforcement du système de santé dans deux municipalités en fournissant une assistance technique au gouvernement local permettant de déterminer les actions prioritaires requises pour un meilleur renforcement du système de santé.

Action contre la Faim a mené des interventions de sécurité alimentaire, bénéficiant à 4 381 personnes, et des interventions en eau, hygiène et assainissement, pour fournir de l'eau potable à 8 643 personnes.

De plus, l'intervention de relèvement après le tremblement de terre de 2015 s'est terminé avec un projet de gouvernance et de durabilité de l'eau, ciblant tous les projets d'infrastructure d'eau d'Action contre la Faim tout en réhabilitant 3 nouveaux systèmes d'approvisionnement en eau et en mettant en œuvre une intervention WASH pour les bébés.

Action contre la Faim a répondu à la pandémie de COVID-19 en étroite coordination avec les autorités locales et les partenaires pour prévenir la transmission de la COVID-19, fournir des équipements de protection individuelle et du matériel d'hygiène dans toutes les zones de quarantaine et aux établissements de santé. Action contre la faim a distribué des subventions en espèces à 600 ménages vulnérables.



1. PAM 2020
2. UNICEF (<https://www.unicef.org/nepal/water-and-sanitation-wash>)
3. MICS 2019
4. NDHS
5. MICS 2019
6. Banque centrale du Népal

**LIEUX
D'INTERVENTIONS**

Bureau national - Islamabad
Bureau provincial Sindh -
Hyderabad, Larkana, and
Karachi Khyber Pakhtunkhwa
- Battagram

**DATE DE CRÉATION
DE LA MISSION**

1979

**BUDGET
EN €**

8 688 862 €

**NOMBRE
DE SALARIÉS**

132

**NOMBRE
DE BÉNÉFICIAIRES**

15 250 313

PAKISTAN

CONTEXTE

Le Pakistan est un pays sujet aux catastrophes naturelles et aux variations climatiques extrêmes qui ont des conséquences néfastes sur la vie et les moyens de subsistance des populations vulnérables.

Le taux de malnutrition aiguë globale est de 17,7 %, soit bien plus que le seuil d'urgence de 15 % fixé par l'OMS. Au niveau mondial, le Pakistan fait partie des dix premiers pays où plus de la moitié des enfants de moins de cinq ans souffrent d'un retard de croissance ou d'émaciation.

L'accès à l'eau potable reste un problème, principalement dû à la prévalence de la contamination par les coliformes et E. Coli qui ont pour conséquence une forte incidence des diarrhées et de la malnutrition.

En outre, des difficultés d'accès sont rencontrées, ce qui limite les capacités de réponses aux divers besoins humanitaires et de développement.

La pandémie de COVID-19 n'a fait qu'exacerber les vulnérabilités préexistantes. Les mesures d'endiguement de la COVID-19 ont limité la capacité des personnes à se déplacer et à travailler. La chaîne d'approvisionnement alimentaire a également été mise à rude épreuve, entravant l'accès aux marchés, les possibilités de travail à la ferme et hors de la ferme, tandis que le système de santé, déjà fragile, a été surchargé.

ACTIVITÉS

Action contre la faim a répondu aux besoins immédiats de la population touchée par diverses situations d'urgence, telles que les chutes de neige, la canicule et les inondations, en apportant une réponse en sécurité alimentaire, moyens de subsistance et eau hygiène et assainissement dans les districts les plus touchés. Dans le sillage du changement climatique, Action contre la faim a également encouragé la mécanisation agricole durable et résiliente au climat pour améliorer la production agricole, les revenus et la création d'emplois en formant les agriculteurs et les jeunes.

Action contre la faim a travaillé par l'intermédiaire d'organisations locales et a investi en fonction des besoins dans le développement des capacités de ses partenaires de mise en œuvre afin de favoriser les partenariats locaux et de poursuivre ses objectifs de localisation.

Malgré les restrictions liées à la Covid-19 et le confinement, Action contre la Faim a continué à fournir un soutien vital aux communautés touchées en adaptant rapidement son modèle de mise en œuvre.

Action contre la Faim a investi dans le renforcement du système de santé existant afin de continuer à fournir des services de soins de santé et de nutrition. Une intervention en Eau Hygiène et Assainissement a également contribué à contenir la COVID-19. Action contre la Faim a adopté des mesures strictes et fourni des équipements de protection individuelle au personnel.

Action contre la Faim a intensifié ses efforts de mobilisation de ressources pour répondre aux besoins résultant des effets combinés des catastrophes naturelles et de la COVID-19.



AFRIQUE CENTRALE





Il est difficile d'évaluer l'impact sanitaire de la pandémie de COVID 19 en Afrique Centrale. De nombreux cas sont certainement passés inaperçus dans une région où la majorité de la population est très jeune et où les tests étaient peu disponibles. La pandémie et les mesures prises pour la combattre ont par contre eu des effets économiques très importants : les frontières se sont fermées, les transports de personnes et de marchandises se sont renchérissés, les prix des denrées ont augmenté, les opportunités d'emplois informels se sont réduites et l'économie des pays exportateurs de matières premières a été impactée par le ralentissement de l'économie mondiale.

L'année 2020 n'a pas enregistré de progrès dans le règlement des conflits qui secouent la région. La situation sécuritaire au Nord Est du Nigéria s'est aggravée. Les troupes gouvernementales contrôlent des villes garnisons qui subissent des attaques régulières des groupes armés qui par ailleurs organisent régulièrement des checkpoints illégaux sur les axes routiers. L'insécurité s'est à nouveau étendue à l'Etat du Yobe qui avait retrouvé une certaine tranquillité ces dernières années. Ces groupes armés basés au Nigéria ont infligé de lourdes pertes à l'armée Tchadienne lors d'une attaque dans la région du Lac en mars 2020. La contre-offensive Tchadienne a été sévère mais n'a en rien réglé la situation. L'extrême Nord du Cameroun a également enregistré un très grand nombre d'incidents de sécurité sur sa frontière avec le Nigéria. Les groupes armés du Nord Est du Nigéria ciblent de plus en plus les humanitaires ce qui réduit de façon drastique l'accès humanitaire dans une zone où les besoins sont très importants. Il faut noter que la violence au Nord-Ouest du Nigeria, principalement liée à des groupes criminels, augmente et entraîne des déplacements de population et des besoins humanitaires dans cette zone où la sous nutrition est structurellement élevée.

En RDC les conflits armés à l'Est du pays ont continué tout au long de l'année. La violence a continué en Ituri malgré des efforts de médiation entrepris par des émissaires du gouvernement. En RCA, malgré l'accord de paix de 2019, les incidents armés se sont multipliés. Les élections présidentielles en décembre 2020, dont l'organisation était contestée par l'opposition politique et les groupes armés, ont plongé le pays dans un nouveau cycle de violence. Le Président Touadera a été réélu. L'armée centrafricaine, appuyée par des troupes privées russes et l'armée rwandaise, a lancé une contre-offensive contre la coalition de groupes armés qui était arrivée aux portes de Bangui. L'armée Centrafricaine est appuyée par des troupes russes et rwandaises. Au Cameroun, la crise entre le pouvoir central et les régions anglophones n'a pas non plus connu d'accalmie.

L'effet conjugué de la pandémie de COVID, de l'insécurité et des chocs climatiques notamment les inondations qui ont touché de nombreuses régions en 2020, ont entraîné une augmentation significative des besoins humanitaires. Le nombre de personnes dans le besoin dans la région était estimé à 35,3 millions pour l'année 2020. Il est estimé à 40,9 millions au début de l'année 2021 soit une augmentation de 15 % en une année. En 2020, les équipes d'Action Contre la Faim ont su s'adapter aux contraintes posées par la pandémie de COVID et aux contextes sécuritaires dégradés et ont mené des réponses d'urgence aussi bien pour répondre aux déplacements de population, aux épidémies et aux crises nutritionnelles. Des projets à moyen terme pour lutter contre les causes de la sous nutrition et renforcer la résilience des populations ont également été mis en œuvre. Des actions de recherche, de plaidoyer et de renforcement de nos partenariats avec des ONG locales ont également continué.

**LIEUX
D'INTERVENTIONS**

Batouri (Région Est),
Kousséri et Maroua
(Région Extrême-Nord),
Buea (Région Sud-Ouest)

**DATE DE CRÉATION
DE LA MISSION**

2014

**BUDGET
EN €**

10 837 826 €

**NOMBRE
DE SALARIÉS**

212

**NOMBRE
DE BÉNÉFICIAIRES**

521 540

CAMEROUN

CONTEXTE

Le Cameroun est actuellement confronté à une «triple crise humanitaire complexe» sans précédent : i) les attaques de «groupes armés non étatiques dans l'Extrême Nord ; ii) une escalade de la violence dans les régions anglophones sur fond de revendications indépendantistes et séparatistes; iii) la crise des réfugiés centrafricains dans l'Est du pays avec plusieurs mouvements de populations. La prévalence de la malnutrition chronique était en moyenne de 32,4% dans l'Adamawa, l'Est, le Nord, l'Extrême-Nord (SMART 2018), alors que le GAM avait une prévalence moyenne de 5,9% dans le Nord, 9,7% dans l'Extrême Nord. Selon le Plan de Réponse Humanitaire (PRH) 2020, 1,4 million de personnes étaient en situation d'insécurité alimentaire sévère au Cameroun. Depuis 1998, ACF y lutte contre la malnutrition aiguë et met en œuvre des programmes de développement qui favorisent la sécurité «nutritionnelle et la résilience des populations les plus vulnérables. Avec un taux de létalité de 1,4 %, et 56 596 cas enregistrés, le Cameroun reste parmi les 10 pays africains les plus touchés par la COVID-19. En plus des facteurs traditionnels de fragilité (insécurité, phénomènes climatiques, etc.), les effets de la crise du COVID-19 pourraient aggraver l'insécurité alimentaire pouvant toucher plus de 19% de la population totale. De plus la production agricole pourrait être affectée et influencer la disponibilité de la nourriture et indirectement les enfants déjà sous-alimentés qui ont besoin de soins.

ACTIVITES

A travers une approche intégrée nutrition/santé/santé mentale, combinant actions de substitution, d'accompagnement et de renforcement du système de santé, ACF appuie les populations les plus vulnérables («femmes enceintes et allaitantes», enfants de moins de 5 ans) qui souffrent d'un «accès insuffisant aux structures de soins. Grâce à nos cliniques mobiles et nos appuis en santé et nutrition, nous avons traité 70 953 enfants et 40 447 femmes enceintes et allaitantes, qui ont également été soutenus par une prise en charge psychosociale. L'insécurité alimentaire au Cameroun, touche aussi bien les personnes déplacées que les communautés d'accueil auprès desquelles ACF intervient par des projets de développement visant à améliorer la sécurité alimentaire et la résilience et des «projets d'urgence/post-urgence. Ainsi 2612 individus des régions de l'Est et de l'Extrême-Nord ont été soutenus par les programmes de développement d'ACF renforçant leurs moyens de subsistance.

L'année 2020 a également été marquée par le plaidoyer mené par ACF pour l'engagement de 12 communes des régions du Nord et de l'Extrême-Nord à consacrer 1% de leur budget annuel à des activités sensibles à la nutrition.

ACF a réussi à maintenir la plupart des opérations prévues en 2020 en adaptant ses actions aux mesures gouvernementales dues au COVID. Par ailleurs, ACF a eu un positionnement fort auprès du Ministère de la Santé Publique à travers son appui direct à l'élaboration de directives nationales adaptées pour la gestion de la pandémie. Plusieurs districts sanitaires à travers le pays ont ainsi été directement soutenus par les programmes COVID d'ACF (recherche des contacts, systèmes d'alerte précoce, dépistage, référencement, sécurisation des funérailles, etc.)



**LIEUX
D'INTERVENTIONS**
BORNO, YOBE,
KANO AND JIGAWA
STATES

**DATE DE CRÉATION
DE LA MISSION**
2010

**BUDGET
EN €**
49 570 473 €

**NOMBRE
DE SALARIÉS**
523

**NOMBRE
DE BÉNÉFICIAIRES**
2 422 280

NIGERIA

CONTEXTE

L'année 2020 a été marquée par une augmentation de la violence contre les civils et les humanitaires et une réduction de l'accès humanitaire au Nord Est du Nigéria. L'insécurité dans l'Etat du Borno s'est étendue à l'Etat voisin du Yobé où certaines zones sont devenues inaccessibles aux humanitaires.

Les, 7,9 million de personnes en besoin d'aide humanitaire en 2020 sont aujourd'hui estimés à 8,7 millions en 2021. Plus d'un million de personnes restent toujours hors d'atteinte pour les acteurs humanitaires car elles vivent dans des zones contrôlées par les groupes armés. A la fin de l'année 2020, 1,8 million de personnes restent déplacées dans les états de Borno, Adamawa et Yobe (BAY). L'insécurité alimentaire reste extrêmement élevée et résulte des déplacements de population, du changement climatique et depuis 2020 de l'impact économique de la pandémie de COVID. La situation nutritionnelle reste également inquiétante, et un million de personnes reçoivent moins de 15 litres d'eau par jour.

Les états du Nord Ouest du Nigéria connaissent des épisodes de violence principalement liés à des groupes criminels. Action Contre la Faim suit les déplacements de population et les besoins humanitaires dans cette zone.

ACTIVITES

Action contre la faim a soutenu des structures de santé, les personnels et des volontaires communautaires pour qu'ils puissent fournir des soins de santé primaire de qualité et mener des activités de prévention en ciblant particulièrement les femmes enceintes et allaitantes et les enfants de moins de 5 ans.

Action contre la Faim a continué à fournir une aide alimentaire mensuelle vitale (bons d'achat/espèces) à environ 209 000 personnes dans les États de Borno et de Yobe. Nos équipes ont également apporté un soutien technique et des intrants aux familles pour l'agriculture, l'élevage, la pêche, des activités génératrices de revenus, pour améliorer la sécurité alimentaire et la résilience des communautés.

En EAH, nous avons amélioré l'accès à l'eau et à l'assainissement dans les structures de santé, les communautés et les camps de déplacés avec la réhabilitation et la construction d'infrastructures, la promotion de l'hygiène, le renforcement des capacités et le plaidoyer.

ACF s'est concentrée sur le renforcement du système de protection sociale dans le pays et afin que les populations vulnérables de Jigawa et de Kano aient une meilleure qualité de vie.

Dans les structures de santé soutenues par ACF, le personnel a été formé aux mesures de prévention, aux directives et aux protocoles; des volontaires communautaires ont été mobilisés et l'orientation des patients du Covid 19 vers des centres d'isolement a été organisée. Les activités dans les autres secteurs ont également été adaptées à la pandémie en assurant le respect des mesures préventives et la sensibilisation du personnel, des parties prenantes et des bénéficiaires.





**LIEUX
D'INTERVENTIONS**Bangui, Alindao,
Bouar, Bossangoa**DATE DE CRÉATION
DE LA MISSION**

2006

**BUDGET
EN €**

11 569 081 €

**NOMBRE
DE SALARIÉS**

423

**NOMBRE
DE BÉNÉFICIAIRES**

396 639

**REPUBLIQUE
CENTRAFRICAINE****CONTEXTE**

La RCA continue de traverser une crise humanitaire aigüe. Malgré l'Accord Politique pour la Paix et la Réconciliation (APPR) signé en 2019, l'année 2020 a été émaillée d'épisodes de violences entre groupes armés ou entre communautés notamment lors de la transhumance. La période électorale en fin d'année a déclenché un nouveau cycle de violences dans l'ensemble du pays. Le nombre de personnes dans le besoin en 2020 était estimé à 2,6 millions de personnes (55% de la population) et les effets conjugués de la violence et de la pandémie du COVID ont aggravé cette situation. A la fin de l'année 2020, avant la période électorale, 640 715 personnes restent déplacées internes et environ 598 427 autres sont réfugiées dans les pays voisins.

La malnutrition reste un problème majeur de santé publique en RCA, liée à des causes structurelles.

La RCA fait aussi face à l'absence ou l'insuffisance d'eau potable, ce qui expose la population aux maladies hydriques.

S'ajoutent à ce contexte préoccupant, une crise de protection qui affecte 2,5 millions de personnes, dont pour 1,1 million, liée à la violence basée sur le genre.

La pandémie du COVID-19 a fortement impacté l'économie de la RCA, mené à une augmentation du chômage et une baisse du pouvoir d'achat des ménages. Dans la capitale, 45% de la population serait en insécurité alimentaire. La fermeture des écoles a également exposé les enfants à des risques accrus de recrutement dans les groupes armés, phénomène qui continue de toucher des milliers d'enfants.

ACTIVITES

Action contre la Faim a initié, dans le cadre de ses projets de relèvement, une approche de partenariats locaux et de renforcement de capacités.

En Santé et Nutrition : l'équipe d'urgence nutritionnelle a été déployée dans les préfectures de Ouango Gambo et de la Lobaye. ACF appuie également les acteurs de santé à travers différents

programmes intégrés avec un paquet complet de soins et continue à apporter un appui technique en nutrition au Centre Pédiatrique de Bangui.

En Eau, Assainissement et Hygiène (EAH) : les équipes EAH apportent un soutien aux populations déplacées à travers le mécanisme de réponse rapide aux mouvements de populations (RRM) et grâce à l'équipe de forage mobile. Les équipes EAH contribuent aussi à la réponse aux crises nutritionnelles et sanitaires.

En Sécurité Alimentaire : des foires alimentaires mobiles, reposant sur des accords préétablis avec des commerçants locaux complètent les réponses RRM. Dans les zones en voie de stabilisation, des actions d'appui à la réhabilitation d'actifs communautaires et de relance agricole sont menées. Des projets de développement rural s'appuyant sur les ressources et forces vives des territoires sont également mis en œuvre à Bouar, Bossangoa et Alindao.

En Santé Mentale et Pratiques des Soins (SMPS) : des activités de prise en charge du psycho-traumatisme et de la malnutrition visent à renforcer les mécanismes de résilience psychosociale des membres des communautés venant de subir un choc. Elles favorisent également l'approche intégrée de la prise en charge de la malnutrition aiguë sévère à travers les pratiques de soins.

Face au COVID-19, les projets ont été adaptés et des procédures ont été mises en place pour suivre les directives du gouvernement et s'assurer de la sécurité de son personnel ainsi que de celle des communautés.

Des projets de réponse au COVID-19 ont été mis en œuvre à Bangui. Ils ont permis d'assurer l'accès à l'eau potable via des forages dans 10 formations sanitaires à Bangui et 5 dans la région d'Alindao. De plus, des activités de mobilisation communautaire pour sensibiliser sur la COVID-19 et les pratiques à adopter pour se protéger ont été mis en œuvre, notamment dans les sites de déplacés.



LIEUX
D'INTERVENTIONSKinshasa, Goma,
Kalomba, Mweso,
Tshikapa, Bunia, BikoroDATE DE CRÉATION
DE LA MISSION

1997

BUDGET
EN €

19 385 966 €

NOMBRE
DE SALARIÉS

285

NOMBRE
DE BÉNÉFICIAIRES

558 594

REPUBLIQUE
DEMOCRATIQUE DU CONGO

CONTEXTE

Depuis plus de 30 ans, la République Démocratique du Congo (RDC) connaît une situation humanitaire aigüe et complexe due aux conflits, à l'extrême pauvreté et au manque d'accès aux services de base.

En 2020, 15,6¹ millions de personnes ont eu besoin d'une assistance humanitaire. Suite à la résurgence des conflits armés à l'Est ainsi que les catastrophes naturelles, 5,2 millions de personnes sont déplacées dans le pays.²

La RDC est également le deuxième pays au monde au regard du nombre de personnes touchées par l'insécurité alimentaire avec 21,8 millions de personnes affectées et 3,4 millions d'enfants de moins de 5 ans souffrant de malnutrition aigüe en 2020.³

La crise de protection s'intensifie aussi avec une hausse de 22% des incidents de protection et de 86% des violences basées sur le genre.

Des épidémies d'Ebola, de rougeole, de choléra, de paludisme, de peste et de COVID-19 ont aggravés les besoins humanitaires. L'épidémie de COVID-19 a engendré une pression sur le système de santé déjà fragile et a eu des impacts socio-économiques, notamment une perturbation des chaînes d'approvisionnement et une hausse du prix des denrées de base.

ACTIVITES

En 2020, ACF a continué de développer sa capacité de réponse d'urgence aux crises nutritionnelles et à ses causes sous-jacentes, au travers de 3 objectifs stratégiques principaux.

1. Assurer une capacité de répondre aux crises humanitaires conformément aux standards et principes humanitaires

ACF a mis en place des réponses d'urgence multisectorielles. La nouvelle phase du programme d'Urgence Nutritionnelle au Congo intègre

pour la première fois un volet santé sexuelle et reproductive. Une réponse nutritionnelle d'urgence a pu être réalisée en zone active Ebola en Equateur. Des activités de détection et de soutien à la détresse psychologique ont aussi été mises en place à Mweso et au Nord Kivu.

2. Renforcer les capacités de résilience à l'insécurité nutritionnelle des personnes les plus vulnérables à travers une approche intégrée et multisectorielle

Afin d'adresser les causes de la sous-nutrition, une approche multisectorielle et intégrée avec des projets de renforcement de la sécurité nutritionnelle et alimentaire est développée au Kasai et au Nord-Kivu. Des activités de distributions et foires alimentaires au Kasai, en Ituri et au Nord-Kivu ont aussi été mises en œuvre.

3. Influencer les acteurs clés et renforcer leur capacité à adresser l'insécurité nutritionnelle du niveau local au niveau national

ACF est un acteur majeur sur les plateformes de coordination nationales en ayant, entre autres, le rôle de co-facilitateur du Cluster national WASH, et travaille aussi en étroite collaboration avec les services techniques du gouvernement.

Face au COVID-19, des projets ont été adaptés et des procédures mises en place pour respecter les directives du gouvernement et assurer la sécurité du personnel et des communautés. L'accès aux services de santé de base a été maintenu en soutenant 3 aires de santé de Kinshasa. Des mesures de prévention des infections dans les centres de santé ont aussi été renforcées et un appui psychosocial aux personnel de santé a été assuré.



1. Plan de réponse humanitaire 2020

2. Aperçu des besoins humanitaires 2021: https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/hno_2021_drc_finalv3.pdf

3. Aperçu des besoins humanitaires 2021

**LIEUX
D'INTERVENTIONS**
Kanem, Bahr El Gazal,
Goré, Bagassola,
N'djamena

**DATE DE CRÉATION
DE LA MISSION**
1982

**BUDGET
EN €**
10 489 612 €

**NOMBRE
DE SALARIÉS**
268

**NOMBRE
DE BÉNÉFICIAIRES**
723 237

TCHAD

CONTEXTE

Le Tchad est confronté à trois crises majeures (mouvements de population, insécurité alimentaire et malnutrition, et des urgences sanitaires) alimentées par les effets du changement climatique, les attaques des groupes armés, l'instabilité politique et sécuritaire des pays voisins et le contexte sociopolitique du pays. Les provinces de la bande sahéenne (Kanem, Bahr El Gazel, Lac et Haddjer Lamis) et la province du Lac enregistrent des taux de sous nutrition qui dépassent les seuils d'urgence fixés par l'OMS aussi bien pour la malnutrition aiguë sévère (2%) que globale (15%). Le niveau d'insécurité alimentaire au Tchad est tout aussi alarmant faisant état de 600 775 personnes (dont 65 457 au Logone Occidentale, 46 863 au Kanem, 15 887 au Bahr El Gazel, 52 286 au Lac et 18 572 au Hadjer Lamis, soit 33,13%) en insécurité alimentaire aigüe sévère (phase 3 et +) et qui nécessitent une assistance alimentaire d'urgence. Au niveau national, 57% de la population n'a pas accès à l'eau potable et 90% manque d'assainissement.

La pandémie COVID, a davantage aggravé la situation humanitaire déjà alarmante dans le pays, du fait de la mise en place de mesures restrictives telles que la fermeture des frontières et de marchés, les restrictions sur les transports publics qui ont affecté les revenus des ménages et ont entraîné une hausse des prix des denrées alimentaires.

ACTIVITES

En Nutrition/Santé, la valorisation par ACF des approches communautaires « école des maris » et « care group » a permis le changement de comportement et l'autonomisation de la communauté dans la prise en charge de la malnutrition et des maladies de l'enfant.

ACF a également mis en œuvre l'approche « SURGE » qui renforce les capacités de préparation et de réponse des systèmes de santé en les préparant à répondre aux crises sanitaires en suscitant une participation de la communauté et des autorités sanitaires

En Sécurité Alimentaire et Moyens d'Existence, l'appui aux AVEC¹, combiné à des Activités Génératrices de Revenus Collectives regroupant femmes et hommes ont eu un impact positif en terme de dynamique organisationnelle. Des femmes bénéficiaires désormais plus autonomes, prennent en charge les dépenses complémentaires du foyer en diversifiant leurs sources de revenus.

Action Contre la Faim contribue au SISAAP² et organise régulièrement des séances de sensibilisation sur l'adaptation au changement climatique.

En Eau, Assainissement et Hygiène, ACF a élargi ses interventions à des actions liées à la COVID19 ainsi qu'une réponse RRM³ aux besoins en eau et abris pour des déplacées dans le Lac.

En Santé Mentale et Pratique de Soins, les populations affectées par la crise du Lac Tchad ont bénéficié d'un soutien psychosocial et les couples mère-enfant du Logone Oriental d'un accompagnement psychoéducatif.

Conformément aux restrictions décidées par le gouvernement sur la Covid 19, ACF a adapté ses modes opératoires pour éviter la transmission du virus parmi ses équipes et les communautés.



1. Associations Villageoises d'Épargne et de Crédit
2. Système d'Information durable sur la Sécurité Alimentaire et d'Alerte Précoce
3. Rapid Response Mechanism (Mécanisme de réponse rapide)

AFRIQUE DE L'OUEST ET AFRIQUE AUSTRALE





L'Afrique Australe et l'Afrique de l'Ouest présentent une grande diversité de situations et de contextes. La réponse d'ACF se situe donc à la fois dans des interventions d'urgence notamment au Burkina Faso, au Zimbabwe, à Madagascar et en réponse à la crise du COVID 19, mais également sur des projets de développement.

En Afrique de l'Ouest et au Sahel, les analyses du Cadre Harmonisé d'octobre-novembre 2020 montrent qu'à la fin de l'année, près de 16,7 millions de personnes étaient en situation d'insécurité alimentaire aigüe. On constate dans la région une dégradation importante de la situation sécuritaire et une instabilité forte. En effet, la violence liée à l'Etat Islamique au Grand Sahara (EIGS) a plus que doublé au cours de l'année 2020. Au Burkina Faso, la multiplication des combats violents entre différentes factions armées pour satisfaire leur stratégie d'expansion s'est fortement intensifiée. Cette insécurité accrue a une influence considérable sur les populations de la région puisqu'elle perturbe les moyens d'existence, le fonctionnement des marchés, et entraîne des déplacements de population mais elle pose aussi un problème d'accès humanitaire notamment du fait des événements criminels visant les ONG. Afin d'apporter une réponse durable à cette crise, ACF a augmenté sa réponse d'urgence dans la région grâce au redimensionnement de la mission Burkina Faso, et participe également à des projets sur le long-terme, notamment sur les premiers projets de développement financés par USAID au Burkina Faso et en Côte d'Ivoire.

Au Sierra Leone et Liberia, c'est principalement la crise économique qui affecte directement les prix des denrées alimentaires et donc les revenus des ménages et leur capacité d'accéder à une alimentation suffisante en quantité comme en qualité. En ce qui concerne la Côte d'Ivoire, cette année a été marquée par l'élection présidentielle d'octobre qui a entraîné de fortes violences et une criminalité exacerbée tout au long de la campagne et même après les élections. Ces événements sont notamment à l'origine de déplacements de populations à la fois vers les pays voisins et en interne. Dans ces pays côtiers dans lesquels la situation reste tout de même plus stable, ACF mène des projets de développement innovants, notamment auprès des jeunes. C'est le cas du projet d'agriculture urbaine,

hors-sol, respectueuse de l'environnement qui vise à l'insertion de 30 jeunes des quartier précaires d'Abidjan par exemple ou du lancement de l'application E-Santé Jeunes en Côte d'Ivoire.

En 2020, la crise sanitaire liée à la pandémie de COVID-19 et les mesures politiques et sanitaires qui ont été mises en place en Afrique de l'Ouest pour lutter contre la propagation du virus ont également contribué à la dégradation du contexte et à l'aggravation des conditions humanitaires, notamment en entravant les moyens d'existence et les conditions d'accès aux marchés.

En Afrique Australe, la crise sanitaire est venue renforcer le besoin criant d'aide humanitaire au Zimbabwe et à Madagascar du fait de la pauvreté et de la situation climatique que connaît la région. Le nombre de personnes en insécurité alimentaire aigüe augmente fortement en raison d'une période de soudure prolongée cette année, suite à une saison avec une pluviométrie largement déficitaire et une sécheresse en début d'année. L'ouest du Zimbabwe est en situation d'urgence selon la classification de l'IPC et la situation est également alarmante au Sud de Madagascar. Pour répondre à cette situation et à la crise sanitaire, ACF a lancé des projets de transfert monétaire dans ces deux pays. Le changement climatique entraîne une pression de plus en plus importante sur l'Afrique Australe : la hausse des températures et la multiplication des phénomènes météo extrêmes menacent les populations, et d'autant plus fortement les populations les plus vulnérables.

2020 a également été marquée par le lancement des activités de la Mission France avec pour objectifs d'intégrer le plaidoyer comme élément clé de la stratégie de la mission, ainsi que d'apporter un support aux mécanismes et aux acteurs de l'aide aux populations précaires. En effet, les deux périodes de confinement ont eu un énorme impact sur les personnes les plus vulnérables, et on note une détérioration de la santé mentale des populations précaires et un besoin croissant en aide alimentaire. ACF a déployé un plan de réponse d'urgence en l'Île de France, à Bordeaux et à Marseille. En France, comme sur toutes ses missions, ACF est très engagée pour le renforcement et le soutien de la société civile dans les interventions comme dans le plaidoyer et mène un travail conjoint avec les organisations locales.

**LIEUX
D'INTERVENTIONS**Ouagadougou /
Ouahigouya / Diapaga /
Fada / Dori / Orodora**DATE DE CRÉATION
DE LA MISSION**

2008

**BUDGET
EN €**

10 216 794 €

**NOMBRE
DE SALARIÉS**

229

**NOMBRE
DE BÉNÉFICIAIRES**

475 500

BURKINA FASO

CONTEXTE

La situation sécuritaire et humanitaire a continué de se dégrader pendant l'année 2020, devenant celle à la croissance la plus rapide au monde, avec plus d'un million de personnes déplacées internes au 31 décembre 2020¹. 2524 incidents sécuritaires ont été dénombrés d'après l'INSO, une hausse de 87,4% par rapport à l'année 2019. L'alimentation constitue un besoin prioritaire pour 79% des ménages déplacés. Plus de 2 millions de personnes sont confrontées à l'insécurité alimentaire et 25 % des enfants de 6 à 59 mois souffrent de malnutrition chronique.² 631 787 enfants de 6 à 59 mois souffrent de malnutrition aigüe dont 151 214 de malnutrition aigüe sévère. 128 672 femmes enceintes ou allaitantes en situation de malnutrition aigüe ont également besoin d'un traitement.³ La dégradation de la situation sécuritaire, alimentaire et nutritionnelle, combinée à la COVID-19, compromet davantage l'accès aux services de base, notamment les soins de santé et d'eau, hygiène et assainissement adéquats, aggravant les vulnérabilités préexistantes des populations affectées par la crise.

Le nombre cumulé de personnes infectées par la COVID 19 au 29 décembre 2020 étaient de 6,225 personnes et 77 morts. L'ensemble des 13 régions du pays ont été touchées par l'épidémie. La pandémie de COVID a accru la pression sur le secteur de la santé alors qu'en raison de conflits plus de 294 centres de santé locaux sont fermés ou assurent un service minimum, limitant l'accès aux soins pour 1,1 millions de personnes.

ACTIVITES

Face à l'insécurité croissante, la mission a continué d'orienter sa réponse vers l'urgence, s'est maintenue en co-facilitateur du Cluster

Nutrition et participe au Groupe de Travail sur l'Accès. La mission a connu une augmentation significative de volume opérationnel, notamment avec l'implication accrue des bailleurs d'urgence. La mission a également étendu la zone géographique de ses interventions aux régions du Nord, Centre Nord et Sahel pour soutenir un projet en Santé et Nutrition et Protection qui améliore l'accès aux services de base des enfants et femmes enceintes et allaitantes. Le Mécanisme de Réponse Rapide a également connu une expansion et permet à la mission de répondre aux besoins en eau, assainissement hygiène et sécurité alimentaire des populations déplacées. La mission continue également la mise en œuvre de quelques projets de développement qui visent à améliorer la situation alimentaire de la population et le statut socio-économique des petits agriculteurs et petites entreprises dans la région des Hauts-Bassins. La mission continue à soutenir ses partenaires locaux, notamment en ce qui concerne les projets de développement et le plaidoyer.

Face à la COVID 19, la mission a adapté ses programmes afin de permettre le respect des gestes barrières. ACF a fourni des équipements de protection individuelle aux équipes d'ACF et des partenaires, renforcé les règles de distanciation sociale, renforcé les mesures de lavage des mains et sensibilisé davantage aux pratiques d'hygiène. 8000 masques FFP2, 3000 masques chirurgicaux et 250 kits d'hygiène COVID ont été distribués et plus de 13 000 personnes ont été sensibilisées.



1. <https://reliefweb.int/report/burkina-faso/burkina-faso-unhcr-operational-update-1-novembre-31-decembre-2020>
 2. <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/WFP%20Burkina%20Faso%20Country%20Brief%2C%20December%202020.pdf>
 3. https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/IPC_Burkina_Faso_Acute_Malnutrition_2020Oct2021July_English_summary.pdf

**LIEUX
D'INTERVENTIONS**Abidjan / Korhogo /
Zuenoula**DATE DE CRÉATION
DE LA MISSION**

1997

**BUDGET
EN €**

1 977 182 €

**NOMBRE
DE SALARIÉS**

86

**NOMBRE
DE BÉNÉFICIAIRES**

1 879 333

CÔTE D'IVOIRE

CONTEXTE

La grande partie de la population de la Côte d'Ivoire souffre de malnutrition avec 21,6 % des enfants âgés de 24 à 59 mois souffrant de malnutrition chronique. Le taux de prévalence d'insécurité alimentaire est de 10,8 % de la population et près de 30% de prévalence du retard de croissance dans le nord, le nord-ouest et le centre-ouest.¹ Les besoins en eau et hygiène sont également importants alors qu'1 famille sur 5 n'a pas accès à l'eau potable et fait ses besoins à l'air libre et que plus de 50% des écoles n'ont ni toilette ni point d'eau.² Les élections présidentielles en fin d'année 2020 ont également été source de tensions, entraînant le mouvement des population dans les pays voisins et le déplacement interne de plus de 5000 personnes.

A la fin de l'année 2020 plus de 20 835 cas de COVID 19 avaient été détectés causant plus de 126 décès³. La quasi-totalité de ces cas ont été recensés à Abidjan où la transmission, initialement limitée autour d'individus de retour de séjours à l'extérieur du territoire, s'est vite avérée au niveau communautaire. L'épidémie a été principalement contenue dans la ville d'Abidjan avec 98% des cas. Les conséquences directes de l'épidémie ont été la baisse de prix et de la demande internationale sur l'anacarde et le coton⁴ et une augmentation substantielle des prix de certaines commodités.⁵

ACTIVITES

La stratégie de la mission est basée sur la réduction de la mortalité infantile et maternelle, l'amélioration de l'environnement sanitaire et social et la réduction de la vulnérabilité socio-

conomique. Un projet d'amélioration de la prise en charge nutritionnelle et de la Prévention de contrôle des infections dans 17 centres de Santé à Abidjan a été lancé, incluant les formations sur la prise en charge de la malnutrition aigüe sévère et la donation du matériel anthropométrique. Un projet de Nutrition et de Développement de la Petite Enfance a également contribué au renforcement de la qualité et l'accès aux services de santé et la participation des femmes et des jeunes aux enjeux nationaux de santé. La mission a également développé une application mobile innovante pour améliorer l'accès à l'information et aux soins en matière de Santé Sexuelle et Reproductive pour les jeunes.

Un projet innovant d'agriculture urbaine hors sol à Abidjan a également contribué à la sécurité alimentaire et généré des revenus pour les jeunes. 96% de bénéficiaires ont validé leurs formations sur la création, l'organisation et gestion de groupement associatif, la commercialisation, la comptabilité simplifiée et l'entrepreneuriat.

Quatre projets en réponse à la pandémie du COVID-19 ont été mis en œuvre. Ceux-ci comprennent notamment l'aménagement des centres de santé à Abidjan, la formation à la prévention et contrôle des infections et la sensibilisation aux gestes barrières. 5 châteaux d'eau et 2 aires à déchets ont été construits et la mission a participé aux travaux de réhabilitation des douches et toilettes de 5 centres de santé.



1. <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/WFP%20Cote%20d%27Ivoire%20Country%20Brief%2C%20November%202020.pdf>

2. <https://www.unicef.org/cotedivoire/eau-et-hygi%C3%A8ne>

3. <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/UNICEF%20Co%CC%82te%20d%E2%80%99Ivoire%20COVID-19%20Situation%20Report%20No.%2021%20-%202017%20October%20-%202013%20November%202020%20%28FR%29.pdf>

4. <https://news.abidjan.net/h/672116.html>

5. WFP VAM: Bulletin Marchés - Impact des mesures pour la lutte contre le COVID-19 Avril 2020

**LIEUX
D'INTERVENTIONS**
Monrovia / Nimba

**DATE DE CRÉATION
DE LA MISSION**
1990

**BUDGET
EN €**
1 764 946 €

**NOMBRE
DE SALARIÉS**
56

**NOMBRE
DE BÉNÉFICIAIRES**
396 207

LIBERIA

CONTEXTE

1,6 million de personnes souffrent d'insécurité alimentaire modérée ou grave, 30 % des enfants âgés de 6 à 59 mois souffrent d'un retard de croissance et 3 % souffrent de malnutrition aiguë.¹ Moins de 10 % des Libériens ont accès à des services d'eau potable et d'assainissement gérés en toute sécurité.²

Le Liberia a enregistré son premier cas le 16 mars 2020 et a compté plus de 1354 cas confirmés (octobre 2020). Le comté de Montserrado est l'épicentre de la pandémie COVID-19, avec 941 cas enregistrés, soit 69 % du total des cas confirmés. La pandémie COVID-19 de la mi-mars a encore aggravé les vulnérabilités accrues que le pays connaît, notamment la dépréciation des prix et la pénurie de carburant. Le plan de réponse humanitaire de mai 2020 présentait un besoin global de 57 millions de dollars pour répondre aux besoins sanitaires et non sanitaires immédiats des personnes les plus vulnérables jusqu'en décembre 2020, afin de préserver la capacité des personnes les plus vulnérables et les plus touchées à satisfaire la consommation alimentaire supplémentaire et les autres besoins fondamentaux causés par la pandémie.

ACTIVITES

La mission a continué l'implémentation de son projet pour le renforcement des systèmes et services de santé dans le pays. Le projet contribue notamment à l'amélioration de la qualité des soins d'urgence néonataux et obstétriques, des soins prénataux et post-nataux, via l'augmentation de la prise en charge des maladies de l'enfance et la fourniture de services de planning familial. Il comprend également la prise en charge et l'accompagnement psychologique et psychosocial des femmes et jeunes filles en

détresse émotionnelle. ACF participe également aux groupes et plateformes nationaux de plaidoyer sur la santé afin d'éveiller les consciences et faire avancer les services de santé.

La mission a participé également à un programme de renforcement des interventions en matière de nutrition au Liberia. Le programme porte une attention particulière aux enfants de moins de 5 ans, aux femmes enceintes et allaitantes et aux personnes s'occupant d'enfants de moins de 2 ans. Des activités de sensibilisation aux aliments diversifiés disponibles localement et des recettes sont proposées et un dépistage nutritionnel de masse pour les enfants âgés de 6 à 59 mois est effectué. Les services de santé sont également soutenus notamment via la formation du personnel.

La mission s'est mobilisée pour faire face à l'épidémie de COVID 19. Elle a reçu une enveloppe historique de l'Agence française de développement (3 millions d'euros) pour mettre en place des mécanismes de réponse afin de combattre la pandémie dans le pays. 60 établissements de santé reçoivent un soutien matériel et formatif pour améliorer la prévention et la lutte contre les infections, la gestion des cas de COVID-19 et assurer la continuité des services de soins de santé primaires. Plus de 600 000 habitants de 3 comtés bénéficient d'informations vitales et de moyens pour se protéger contre le COVID grâce notamment à la formation d'assistants de santé communautaire et la fourniture de kits d'hygiène pour 4000 ménages.



1. <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/WFP%20Liberia%20Country%20Brief%2C%20December%202020.pdf>

2. <https://www.unicef.org/liberia/water-sanitation-and-hygiene#:~:text=Sanitation%20is%20very%20poor%2C%20with,defecate%20in%20the%20open%20instead.&text=All%20in%20all%2C%20less%20than,according%20to%20the%20JMP%202017.>



LIEUX
D'INTERVENTIONSAntananarivo /
Abovombé / TuléarDATE DE CRÉATION
DE LA MISSION

2011

BUDGET
EN €

6 064 029 €

NOMBRE
DE SALARIÉS

196

NOMBRE
DE BÉNÉFICIAIRES

127 960

MADAGASCAR

CONTEXTE

Le Grand Sud de Madagascar est confronté à une grave crise de sécurité alimentaire et de nutrition. D'ici avril 2021, au moins 135,476 enfants de 6 à 59 mois souffriront de malnutrition aiguë dans le sud de Madagascar, dont 27 137 de malnutrition aiguë sévère. 946 330 personnes (soit 50%) sont dans le besoin urgent d'une réponse en eau, assainissement et hygiène, alors qu'en moyenne seulement 30% ont accès aux services d'eau potable (taux national : 42%)¹. Ceci est dû à une sécheresse dramatique qui n'était pas arrivée depuis 30 ans selon ECHO. Tout le cycle agricole est retardé alors que la campagne agricole 2020 a été déjà extrêmement faible, entraînant une période de soudure plus précoce et sévère que les années précédentes. Les valeurs de l'indice de satisfaction des besoins en eau ont été de 65% en dessous de la normale et une baisse généralisée des nappes phréatiques est observée depuis le mois d'août 2020. La recharge de la saison de pluie 2019/2020 étaient l'une des plus faibles observés depuis 2014.

Au 20 décembre 2020, plus de 17 633 cas de COVID 19 ont été confirmés et 260 morts recensés.² Les mesures de confinement mises en place pour contenir l'épidémie ont créé des interruptions dans la chaîne d'approvisionnement (de produits agricoles notamment), et réduit le revenu des ménages. Ces conséquences ont exacerbé le risque accru de malnutrition liée à la rareté des produits alimentaires de base.³

ACTIVITÉS

La mission a poursuivi ses interventions humanitaires à travers une intervention intégrée et durable en eau, assainissement et hygiène,

sécurité alimentaire et moyens d'existence et Nutrition/Santé, avec le déclenchement de 14 équipes mobiles de prise en charge santé opérationnelle. Les équipes mobiles absorbent une grande part des admissions des enfants souffrant de la malnutrition aiguë sévère de la zone. La mission intervient également en appui à l'agriculture, visant à améliorer la sécurité nutritionnelle et la résilience aux aléas climatiques des ménages ruraux. La mission a également mis en œuvre un programme d'assainissement total piloté par la communauté visant à améliorer les pratiques d'hygiène des communautés pour 800.000 bénéficiaires. Enfin, un projet de réponse aux risques climatiques vise à renforcer les capacités locales de préparation et de réponse aux risques climatiques (cyclones et inondations).

La mission continue à appuyer ses partenaires locaux dans une vision d'augmentation de capacités.

De nombreux programmes ont été adaptés et la mission a mis en place de multiples projets dédiés à la riposte COVID-19. La mission a mis en œuvre un projet à travers un appui au secteur santé visant l'atténuation de l'impact social sur les populations vulnérables. 307 personnels dans les centres de santé ont été formés sur les protocoles de triage et la prévention et contrôle des infections et 93 personnes formées aux premiers secours psychologiques. La mission a également commencé à participer aux transferts monétaires en zone urbaine pour répondre à divers besoins. 15 000 ménages ont bénéficié de ces transferts.



1. https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/MDG_20210119_Grand_Sud_Appel_Eclair_FR.pdf

2. <https://www.unicef.org/media/91116/file/UNICEF-Madagascar-Country-Office-Humanitarian-Situation-Report-No.-4-1-January-31-December-2020.pdf>

3. <https://madagascar.un.org/fr/94746-reponse-socio-economique-immEDIATE-au-covid-19-madagascar#:~:text=A%20l'instar%20des%20autres,le%20march%C3%A9%20de%20l'emploi>

**LIEUX
D'INTERVENTIONS**
Freetown / Moyamba

**DATE DE CRÉATION
DE LA MISSION**
1991

**BUDGET
EN €**
1 911 599 €

**NOMBRE
DE SALARIÉS**
56

**NOMBRE
DE BÉNÉFICIAIRES**
7 557

SIERRA LEONE

CONTEXTE

La Sierra Leone est classée 181^{ème} sur 189 pays selon l'indice de développement humain.¹ 63 % de la population est en situation d'insécurité alimentaire, et 31 % des enfants âgés de 6 à 59 mois souffrent de malnutrition chronique.² 81 % de la population n'a pas accès à une installation de lavage des mains avec de l'eau et du savon à la maison.³

Au 31 décembre 2020, en Sierra Leone, il y avait 2 611 cas confirmés de COVID-19, 76 décès et 1 892 récupérations. Un total de 90 202 tests COVID-19 ont été réalisés. Les travailleurs de la santé représentent 9,1 % de tous les cas.⁴ Le gouvernement de la Sierra Leone a activé le Centre des opérations d'urgence du pays pour coordonner la préparation et la réponse initiales et a demandé à ses partenaires internationaux de l'aider.

ACTIVITES

La mission a participé à la Semaine mondiale de l'allaitement maternel du ministère de la santé et de l'assainissement. ACF et ses partenaires ont également participé au développement du Code de commercialisation des substituts du lait maternel.

La mission a poursuivi le renforcement des systèmes et services de santé et a mis en place un projet axé sur la prévention et de la gestion de la sous-nutrition à Moyamba. Ce projet vise l'amélioration des connaissances et des pratiques de nutrition parmi les soignants, les adolescents, les femmes enceintes et les mères allaitantes via la formations, la sensibilisation et participation à des sessions de cuisine.

Un projet de Partenariat pour dévoiler le potentiel de la chaîne de valeur de l'arachide a conti-

nué sa mise en œuvre. Huit variétés de graines d'arachide améliorées ont été cultivées pour être multipliées et ensuite fournies aux petits exploitants. 120 petits exploitants ont été formés (dont 66 % de femmes) sur la culture de l'arachide, la manipulation post récolte, et la commercialisation.

La mission a implémenté un projet qui a contribué à la réduction de la morbidité et mortalité causées par la COVID-19 dans 68 centre de santé. Deux kiosques d'eau d'urgence d'une capacité de 5000 Litres ont été installés dans 2 centres et 7 kiosques existants ont été approvisionnés en eau, bénéficiant 2250 personnes. Les 68 centres ont reçu du matériel d'hygiène et des équipements de protection individuelle, bénéficiant 999 personnels de santé. Les projets existants ont été ajustés pour suivre les recommandations sanitaires et partager les messages clés aux bénéficiaires.



- [1. https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/2021-HAC-Sierra-Leone.pdf](https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/2021-HAC-Sierra-Leone.pdf)
- [2. https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/WFP%20Sierra%20Leone%20Country%20Brief%2C%20October%202020.pdf](https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/WFP%20Sierra%20Leone%20Country%20Brief%2C%20October%202020.pdf)
- [3. https://www.unicef.org/sierraleone/press-releases/government-sierra-leone-and-unicef-distribute-handwashing-facilities-4000-households](https://www.unicef.org/sierraleone/press-releases/government-sierra-leone-and-unicef-distribute-handwashing-facilities-4000-households)
- [4. https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/UNICEF%20Sierra%20Leone%20COVID-19%20Situation%20Report%20No.%2012%20-%20For%201-31%20December%202020.pdf](https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/UNICEF%20Sierra%20Leone%20COVID-19%20Situation%20Report%20No.%2012%20-%20For%201-31%20December%202020.pdf)



LIEUX
D'INTERVENTIONS
Harare

DATE DE CRÉATION
DE LA MISSION
2002

BUDGET
EN €
2 784 574 €

NOMBRE
DE SALARIÉS
23

NOMBRE
DE BÉNÉFICIAIRES
347 282

ZIMBABWE

CONTEXTE

2,2 millions de personnes en zones urbaines sont en «insécurité alimentaire céréalière» et 56% de la population rurale est en situation d'insécurité alimentaire. Selon le plan de réponse humanitaire 2020, 6 millions de personnes ont un besoin urgent d'aide alimentaire dans le pays. En outre, 1,5 million de petits exploitants agricoles ont besoin d'une aide d'urgence pour les cultures et les intrants d'élevage. La malnutrition aigüe globale est passée à 4,5 % en 2020 et la malnutrition aigüe sévère à 2 %. 23 % de la population rurale n'a pas accès à une eau améliorée et 29 % des ménages pratiquent la défécation en plein air¹.

Le pays est confronté à l'une de ses pires crises de sécurité alimentaire depuis une décennie en raison des effets combinés de l'échec des politiques économiques et agricoles, de la corruption, des mauvaises saisons agricoles consécutives, des conséquences du cyclone Idai, de l'hyperinflation continue et des conséquences socio-économiques de la pandémie de COVID-19.

Au 30 décembre 2020, le Zimbabwe comptait 13 625 cas confirmés, dont 360 décès². Les écoles ont rouvert progressivement après 6 mois de fermeture. L'hyperinflation s'est maintenue bien qu'elle ait diminué de 761 % en août 2020 à 471 % en octobre 2020.³ Le revenu des ménages a considérablement diminué depuis le début de la pandémie. 90% des ménages qui exploitaient une entreprise non agricole ont subi une baisse de leurs revenus. 40% des travailleurs salariés ont indiqué une réduction ou une disparition des salaires.⁴

ACTIVITES

ACF a mis en place des programmes d'urgence pour apporter une réponse multisectorielle aux besoins immédiats des populations les plus vulnérables touchées par la sécheresse prolongée et la crise socio-économique. Avec ses partenaires, ACF vise à garantir l'accès aux services de base dans les districts de Chiredzi et de Mwenzezi, et à protéger les moyens de subsistance contre toute nouvelle détérioration, en fournissant et en renforçant l'accès à l'eau potable et à une alimentation durable, ainsi qu'à des revenus. Cette action comprend un transfert d'argent à 3 000 ménages urbains, dans le but d'accroître la résilience et de réduire les stratégies de survie négatives des ménages vulnérables.

La Mission a mis en place deux programmes d'urgence en eau, assainissement et hygiène pour répondre à la crise du Covid-19 dans les établissements de santé, visant l'amélioration de la disponibilité des services EAH dans les centres d'isolement avec 5 établissements bénéficiant d'une aide pour la réhabilitation de points d'eau et d'une aide aux personnes handicapées, y compris la réparation des installations sanitaires. 115 membres du personnel des établissements ont été formés à la prévention et contrôle des infections.

La mission participe également à un projet de recherche axé sur le suivi des perceptions de la communauté pour lutter contre la propagation de COVID-19 et d'autres maladies infectieuses. Le projet a été présenté au cluster national EAH et Ministère de la santé et a suscité un vif intérêt de la part du gouvernement, des Nations unies et d'autres partenaires.



1. <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/UNICEF%20Zimbabwe%20Humanitarian%20Situation%20Report%20-%20October%20-%20November%202020.pdf>
 2. <https://www.africanews.com/2020/12/31/coronavirus-zimbabwe-covid-19-update-30th-december-2020/>
 3. <https://www.unicef.org/media/90026/file/Zimbabwe-Humanitarian-SitRep-November-2020.pdf>
 4. <https://reliefweb.int/report/zimbabwe/monitoring-covid-19-impacts-zimbabwean-households>

MOYEN ORIENT





À tous égards, l'année a été extrêmement difficile et complexe au Moyen-Orient, de l'aggravation de la famine au Yémen à l'effondrement du Liban (à la fois d'un point de vue métaphorique - monétairement - et littéralement suite à l'explosion catastrophique à Beyrouth), du changement de l'administration américaine et de son impact plus large sur le Moyen-Orient aux affrontements en Libye entre la Turquie, la Grèce, la France et la Russie, de la guerre des prix du pétrole du début de l'année à la normalisation des liens diplomatiques entre Israël et les EAU, Bahreïn, le Maroc et le Soudan.

En dépit de tout ce qui précède, ce sont les profonds effets directs et indirects de la pandémie de COVID-19 qui, à juste titre, font de l'ombre à tout ce qui s'est passé. L'Irak, la Jordanie et le Liban ont connu certaines des pires vagues de COVID que l'on ait pu voir dans le monde, avec des installations sanitaires débordées et un nombre de morts dévastateur. Les taux élevés de positivité des tests (près de 20 % - contre moins de 10 % en Europe) indiquent que de nombreux cas n'ont pas été détectés en raison des difficultés d'accès aux centres de dépistage ou de la réticence à les utiliser. Au Yémen, l'absence quasi-totale de structures de dépistage et de traitement, associée au fait que les autorités de facto du nord du pays refusent de reconnaître la présence de la maladie, fait que le taux de mortalité lié à la maladie, lorsqu'elle est détectée, avoisine les 30 %, soit environ 20 fois plus qu'ailleurs dans le monde.

Les conséquences indirectes du COVID ont été tout aussi, sinon plus, dévastatrices. Cette région est tributaire des déplacements et du pétrole, qui ont tous deux été lourdement touchés. La baisse des prix du pétrole était déjà perceptible avant la pandémie ; depuis lors, les prix se sont effondrés et ne font que commencer à remonter lentement. Pour des pays comme l'Irak, dont 90 % de l'économie repose sur les exportations de pétrole, l'effet a été particulièrement dévastateur : pour payer les salaires de son gouvernement, le pays doit exporter environ 3,5 millions de barils de pétrole par jour à un prix de 80 dollars par baril ; pendant la majeure partie de l'année dernière, à peine la moitié de ce nombre de barils a été vendue pour à peine la moitié du prix. D'autres pays producteurs de pétrole - tels que le Koweït et l'Arabie saoudite - qui soutiennent et subventionnent normalement leurs voisins et alliés, n'ont plus la capacité de le faire. Des pays comme la Jordanie, qui dépendent des touristes - des Européens de l'Ouest qui visitent leurs sites historiques comme Petra, aux Saoudiens et Koweïtiens qui profitent de la liberté relative qu'offre le pays par rapport au leur. En

passant par les touristes médicaux de toute la région qui ne peuvent plus bénéficier des hôpitaux du pays - ont lourdement souffert de l'arrêt de la circulation des personnes.

Il y a des conséquences pratiques très réelles à ce qui précède. Le nombre de personnes qui sont tombées dans la pauvreté n'a pas encore été correctement mesuré, mais il est clairement visible dans ces pays. Les salaires du gouvernement n'ont pas été versés depuis des mois en Irak et, dans une moindre mesure, en Libye. On note aussi le chômage de masse (sans prestations) en Jordanie, la fin de l'emploi informel dans toute la région en raison des restrictions de mouvement, et la perte des envois de fonds - une source importante de revenus au Yémen, par exemple - car les travailleurs étrangers des pays voisins du Moyen-Orient ont été les premiers à perdre leur emploi.

Mais pour ceux qui vivaient déjà dans la pauvreté, les conséquences ont été encore plus catastrophiques. Le gouvernement irakien, par exemple, n'est plus en mesure de financer l'entretien des camps de déplacés qui abritent encore plus d'un million de personnes incapables de rentrer chez elles après le conflit avec ISIS. Il a donc fermé les camps et poussé les gens à la rue. Les réfugiés syriens qui vivent déjà dans une pauvreté abjecte en dehors des camps de réfugiés en Jordanie, sont maintenant incapables de gagner ne serait-ce qu'un peu d'argent dans l'économie informelle pour subvenir aux besoins de leurs familles.

Alors que les besoins ont augmenté de façon astronomique dans toute la région, le financement des donateurs a commencé à se tarir. Les crises syrienne et yéménite commencent déjà à être oubliées : moins de 50 % des fonds nécessaires ont été alloués pour répondre aux besoins fondamentaux des personnes les plus vulnérables dans ces pays et dans les camps de réfugiés des pays voisins. Cette tendance se poursuivra en 2021, car les donateurs donnent de plus en plus la priorité à leur pays d'origine, dépensent leurs fonds humanitaires dans l'initiative COVAX et voient la valeur réelle de leur aide diminuer d'environ 10 % en raison de la réduction de leur PIB.

L'ensemble de ces facteurs laisse présager une année 2021 de plus en plus instable dans la région, avec des points chauds spécifiques à surveiller au Yémen et en Irak.

**LIEUX
D'INTERVENTIONS**Erbil, Dohuk, Sinjar/
Sinune, Quayarrah
Mossoul, Bagdad,
Bassora**DATE DE CRÉATION
DE LA MISSION**

2013

**BUDGET
EN €**

9 019 908 €

**NOMBRE
DE SALARIÉS**

92

**NOMBRE
DE BÉNÉFICIAIRES**

100 111

IRAK**CONTEXTE**

Le contexte iraquien demeure fragile et se caractérise par un environnement de post-conflit. On estime que 4,1 millions de personnes ont besoin d'une assistance humanitaire, dont 2,4 millions en besoin aigu.¹ La réduction des moyens de subsistance après le conflit a entraîné une augmentation de l'insécurité alimentaire. Le manque d'accès à l'eau potable lié aux infrastructures défectueuses constitue un enjeu supplémentaire pour les populations. Près d'un million de personnes sont déplacées dans le pays avec des retours limités mais continus des populations dans leurs lieux d'origines. La campagne nationale du gouvernement visant à fermer les principaux camps de déplacés a créé une nouvelle vague de déplacements et de retours prématurés dans des zones dépourvues d'infrastructures de base.

La pandémie a aggravé les vulnérabilités économiques des bénéficiaires, entraînant une hausse du chômage, irakien et une augmentation des prix des denrées. Les services publics de santé et d'assainissement défectueux entravent les efforts déployés par les autorités dans la lutte contre la COVID. La crise a aussi entraîné une hausse des violences liées au genre et une détérioration générale de la santé mentale des individus.

**LES SECTEURS D'INTERVENTION D'ACF
EN IRAK**

La mission œuvre au renforcement de la résilience économique des communautés d'accueil. Pour cela, elle fournit des formations et des outils aux populations agricoles et continue ses activités de travail contre rémunération, offrant un revenu aux populations les plus vulnérables. Enfin, La mission poursuit son approche sur l'employabilité en aidant à la création d'opportunités d'emploi pour les jeunes.

Elle améliore le renforcement des systèmes de santé mentale en fournissant des formations au personnel de santé publique, et soutient les efforts du gouvernement pour intégrer la santé mentale dans sa stratégie nationale.

La mission œuvre à la rénovation des réseaux d'eau et des usines de traitement contribuant à la mise en place de systèmes durables d'approvisionnement en eau potable au niveau local. Elle œuvre aussi au renforcement capacitaire des autorités locales en matière de gestion de l'eau.

En réponse à la COVID-19, les protocoles et modalités d'intervention ont été adaptés pour pouvoir continuer à accéder aux bénéficiaires en toute sécurité. La mission a aussi adapté ses projets aux besoins et contraintes liées à la COVID. Dans le même sens, elle œuvre à une amélioration des pratiques d'hygiène par la sensibilisation et la distribution de kits d'hygiène dans les communautés cibles. Elle cible aussi les ménages les plus vulnérables avec des aides financières polyvalentes ainsi qu'un soutien psychologique et psychosocial.



1. 2,4 millions de personnes selon le « Humanitarian Response Plan 2021 ». URL : https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/iraq_hrp_2021_humanitarian_response_plan_-_feb_2021.pdf



**LIEUX
D'INTERVENTIONS**Irbid, Azraq (ville et
camp de réfugié.e.s),
Madaba**DATE DE CRÉATION
DE LA MISSION**

2012

**BUDGET
EN €**

8 644 149 €

**NOMBRE
DE SALARIÉS**

86

**NOMBRE
DE BÉNÉFICIAIRES**

77 417

JORDANIE**CONTEXTE**

La Jordanie accueille le deuxième plus grand nombre de réfugiés par habitant (10 % de la population). Le retour en Syrie n'étant pas une option viable¹, les services publics restent sous pression pour fournir l'aide nécessaire aux 1,36 million de réfugiés syriens² et aux Jordaniens vulnérables. Plus de 83 % de la population réfugiée vit dans des communautés d'accueil et dépend de moyens de subsistance instables et informels³. Cela encourage l'adoption de stratégies d'adaptation négatives, exacerbant des problèmes de santé mentale. Les systèmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement restent sous tension, avec des problèmes d'infrastructures médiocres et de coûts prohibitifs de raccordement aux réseaux.

Les mesures pour contrer la propagation de la COVID-19 comprennent des restrictions économiques et de mouvement, des couvre-feux et la fermeture de frontières. Les évaluations montrent des conséquences dévastatrices sur les moyens de subsistance, l'accès à l'eau, l'hygiène et les problèmes de santé (mentale), touchant de manière disproportionnée les réfugiés et les Jordaniens vulnérables. La situation est notamment préoccupante dans le camp d'Azraq où la surpopulation et les installations communes augmentent les risques de transmission des 40 000 réfugiés syriens.

ACTIVITES

La mission maintient sa présence sur trois bases, en collaboration avec les partenaires locaux et les organisations communautaires.

La mission œuvre à la rénovation et au raccordement d'installations sanitaires chez des ménages vulnérables, afin de leur permettre un accès durable à l'eau. Dans le camp d'Azraq, la mission sensibilise les communautés à la conservation de l'eau, ainsi qu'au tri et au recy-

clage des déchets : une unité de compostage communautaire a été mise en service. La mission fait des progrès significatifs dans le lancement de son Master « WaSH » en collaboration avec GJU et Bioforce.

Afin d'accroître le développement économique des communautés, des bénéficiaires ont été ciblés à travers des activités de travail contre rémunération. La mission a également achevé sa première formation professionnelle et ses activités centrées sur l'agriculture.

Enfin, la mission œuvre au renforcement du système de santé mentale et la sensibilisation des communautés sur la stigmatisation de la santé mentale.

La mission a mis en place des activités à distance, effectuant des appels téléphoniques afin de s'assurer que les bénéficiaires aient accès aux informations relatives à la COVID-19 et aux pratiques d'hygiène, leur fournissant au besoin un soutien psychosocial. Cette activité a facilité l'évaluation des besoins permettant d'élaborer une programmation COVID-19.

La mission a obtenu des fonds pour assurer le transport de l'eau par camion pendant le confinement, la distribution de kits d'hygiène et de nettoyage des latrines dans les communautés d'accueil et le camp d'Azraq. Enfin, la mission a aussi lancé un projet de recherche sur l'impact de la COVID sur la santé mentale.



1. 2019 UNOCHA Humanitarian Needs Overview: Syrian Arab Republic

2. UNHCR Jordan Factsheet October 2019: <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/72076.pdf>

3. Idem.

**LIEUX
D'INTERVENTIONS**
Benghazi & Tripoli

**DATE DE CRÉATION
DE LA MISSION**
2019

**BUDGET
EN €**
384 450 €

**NOMBRE
DE SALARIÉS**
28

**NOMBRE
DE BÉNÉFICIAIRES**
0

LIBYE

CONTEXTE

La Libye a abordé l'année 2020 avec de réelles opportunités de stabilité bien que le risque de poursuite du conflit soit toujours présent.

Près de 893 000 personnes¹ sont toujours en besoin d'assistance en raison d'un effondrement partiel ou total de leur niveau de vie et des services de base.

Le premier facteur d'insécurité est le coût des denrées de base qui empêche les populations de satisfaire leurs besoins fondamentaux, entraînant des mécanismes d'adaptation négatifs comme la baisse du nombre de repas par jour. De plus, un tiers des ménages a un accès limité à l'eau ainsi qu'aux services de santé.

La destruction des infrastructures et des habitations causées par le conflit, associées à la hausse des déplacements a entraîné une pénurie de logement et une augmentation des prix des loyers. De plus, le retour des populations dans leur lieu d'habitation est rendu difficile par la contamination de certaines zones par des explosifs et des mines.

La capacité du système de santé à tester, dépister et fournir un traitement adéquat pour le Covid 19 reste faible. Le COVID-19 et les mesures associées ont eu un impact négatif sur tous les aspects de la sécurité alimentaire. Outre la hausse des prix des denrées alimentaires, les retards de salaires et les pertes d'emploi ont contraint de nombreux ménages à adopter des mécanismes d'adaptation négatifs. 20 % des Libyens et 22 % des migrants et des réfugiés ont déclaré que leur propre travail, ou celui d'un membre de leur ménage, avait été perturbé par le COVID-19².

ACTIVITÉS

Au début de l'année, la mission a mené une évaluation multisectorielle des besoins dans quatre villes : Tripoli, Zintan, Benghazi et Ajda-

biya. Cette évaluation a permis un aperçu général des besoins dans le pays afin de créer une approche programmatique efficace et durable. La mission a mis en œuvre un projet visant à prévenir et à atténuer la propagation et l'impact psychologique du COVID-19 dans la ville de Benghazi. Au travers de ce projet, la mission a œuvré à la formation de travailleurs du secteur de la santé, de volontaires et d'organisations communautaires sur les impacts du COVID-19 en matière de protection, de soutien psychosocial et pratiques de soin ainsi que sur les premiers secours psychologiques, sur l'identification des personnes à risque et sur les voies d'orientation appropriées.

De plus, la mission a mis en place des sessions de communication des risques et de sensibilisation à l'engagement communautaire combinées à des sessions d'éducation psychosociale dans une approche intégrée.

Au cours de l'évaluation multisectorielle des besoins conduite par la mission en 2020, la méthodologie des entretiens en face à face a été revue afin de suivre un protocole spécial COVID-19 pour assurer la sécurité des répondants, de leurs familles et des enquêteurs d'ACF. La mission, s'est adaptée à la pandémie en mettant en place un projet ayant pour objectif de prévenir et atténuer la propagation et l'impact psychologique du COVID-19 dans la ville de Benghazi. Durant ce projet, les activités se sont déroulées dans le respect des protocoles COVID (distanciation sociale, port d'équipements de protection individuels). La formation et l'initiation du personnel du projet a été réalisée à distance et des kits d'hygiène contenant des savons et des désinfectants pour les mains ont été distribués aux bénéficiaires.



1. Humanitarian Response plan 2020. URL : https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/libya_hrp_2020_english_full_v1_0.pdf

2. HNO 2021: OCHA Libya



**LIEUX
D'INTERVENTIONS**

Al Hudaydah,
Abyan, Hajjah, Lahj,
Taizz & Shawbwah
governorates

**DATE DE CRÉATION
DE LA MISSION**

2012

**BUDGET
EN €**

16 974 931 €

**NOMBRE
DE SALARIÉS**

150

**NOMBRE
DE BÉNÉFICIAIRES**

504 427

YEMEN**CONTEXTE**

Six ans après le début du conflit armé, la crise yéménite reste la plus grande crise humanitaire et opération d'aide au monde. On estime que 24 millions de personnes ont besoin d'aide humanitaire.

Le Yémen fait face à la pire crise alimentaire au monde. L'insécurité alimentaire et la malnutrition en sont les principaux moteurs : près de 16,2 millions de personnes sont en « phase de crise ou pire » selon la classification intégrée de sécurité alimentaire.

Cette situation est aggravée par un manque d'accès à l'eau et aux services d'assainissement, ce qui accroît le risque d'épidémies. Près de 15,4 millions de personnes ont besoin d'aide pour accéder à de l'eau potable, dont 8,7 millions sont en besoin aigu d'assistance.

Le Yémen est toujours ravagé par une épidémie de choléra, et fait face à une pénurie chronique de fournitures médicales : seuls 51 % des établissements de santé fonctionnent encore.

Enfin, la protection des civils reste une priorité. En 2020, l'intensification du conflit a entraîné une hausse du nombre de lignes de front et des déplacements internes de populations¹.

ACTIVITES

Afin de combattre la malnutrition et d'améliorer la santé des bénéficiaires, la mission soutient les infrastructures de santé, forme le personnel afin de renforcer ses capacités et aide à la fourniture de services de base en santé et nutrition. Les activités principales sont les soins relatifs à l'alimentation du nourrisson et des jeunes enfants, ainsi que le traitement de la malnutrition chez les enfants et les femmes enceintes et allaitantes.

La mission continue son action dans le secteur de l'eau et de l'assainissement afin de lutter contre la propagation de maladies hydriques : elle œuvre à la rénovation et à la construc-

tion d'infrastructures sanitaires (points d'eaux, réseaux, latrines d'urgence) et fournit de l'eau potable aux bénéficiaires vulnérables grâce au transport d'eau par citerne. Enfin, la mission a mis en place des sessions de promotion d'hygiène, des campagnes de nettoyage et des distributions de kits d'hygiènes pour sensibiliser à la propreté et à la gestion des déchets.

ACF contribue également à la sécurité alimentaire et à la résilience des populations en stimulant les marchés locaux. Pour cela, la mission met en place des transferts inconditionnels de cash.

La sécurité du personnel et des bénéficiaires a été assurée par l'installation de zones de triage et de stations de lavage de main dans chaque établissement de santé et l'utilisation de protocoles adaptés au COVID-19 pour les activités dans les établissements de santé et les communautés. Des fournitures essentielles pour prévenir la propagation du COVID-19 (équipement de protection individuel, désinfectant...) ont également été distribuées et leur utilisation adéquate a été régulièrement contrôlée. Enfin, tous les prestataires de soins de santé ont reçu une formation sur les mesures de prévention et contrôle des infections, la communication des risques et l'engagement communautaire. Ce soutien intégré permet aux établissements de santé de continuer à fournir des services vitaux sans interruption.



1. On estime que 172000 nouvelles personnes ont été déplacées par le conflit durant l'année.

DÉPARTEMENT EXPERTISE & PLAIDOYER (DEP)



Pascal REVAULT,
Directeur Expertise
et Plaidoyer

RÉPONSE À LA PANDÉMIE DE SARS-COV-2

Le développement de la pandémie de COVID-19 a été attentivement suivi par le département expertise et plaidoyer depuis le début du mois de février 2020 pour **faciliter la réponse opérationnelle et accompagner les équipes sur le terrain**. La constitution d'un groupe de coordination de la réponse « task force COVID-19 » encore actif aujourd'hui, animé par l'unité de réponse aux urgences des opérations et le service santé et nutrition du département expertise et plaidoyer a grandement contribué à la sécurité des interventions, l'adaptabilité et la résilience des programmes sur le terrain, comme la diminution des conséquences de la pandémie pour les populations vulnérables.

Les programmes des missions ont pu ainsi bénéficier d'un plan d'action global multisectoriel, de guides d'intervention précis et régulièrement actualisés à travers une meilleure connaissance des caractéristiques épidémiques du SARS-CoV-2 et des avancées scientifiques en général¹, comme d'indicateurs de mesures des activités et du retentissement de la pandémie, validés au niveau du réseau ACF international. ACF a clairement pris position au début du mois de mars pour l'utilisation généralisée de masques de protection efficaces comme moyen indispensable de prévention des contaminations en population. Un des facteurs de réussite de la prompte réponse technique et de celle du plaidoyer a été le lien fait avec des dossiers en cours de développement chez ACF, comme le renforcement de la réponse globale aux épidémies – du choléra en particulier, les projets multisectoriels – associant par exemple l'accès à l'eau et l'hygiène dans

les centres de santé, la préoccupation dans les transferts monétaires d'éléments pour une protection sociale, facilitant l'accès aux services de base.

Malgré les restrictions de circulation, le soutien et les échanges ont perduré en distanciel, qu'il s'agisse des formations continues et de la valorisation des connaissances acquises, de discussion critique des dispositifs de réponse², du soutien des équipes d'ACF comme des partenaires et des publics.

- **Le secteur eau, assainissement et hygiène** s'est fortement mobilisé sur les « mesures barrières ». Outre la distribution de kits d'hygiène avec la mission France auprès de personnes exilées pour la plupart et en difficulté, il a accompagné les premières réponses en ingénierie sur la base de diagnostics auprès de municipalités avec d'autres organisations de la société civile et l'UNICEF. Le secteur a contribué en partenariat avec la London School of Hygiene and Tropical Medicine au développement de la plateforme mondiale de support en hygiène COVID-19 des acteurs humanitaires³. Cette initiative a débouché en France en lien avec BioForce à la formation « Stop COVID » (avec une traduction en arabe et une déclinaison pour les Restaurants du cœur)⁴.
- Le secteur **santé et nutrition**, s'il a grandement contribué à l'actualisation des documents scientifiques sur la pandémie, a d'abord renforcé la résilience des systèmes de santé, à travers la clarification des mesures de contrôle de l'infection, l'organisation des soins et de la prévention, pour limiter la diffusion du virus, tout en restant en

1. Consulter en particulier : <https://actioncontrelafaim.sharepoint.com/csw/oper/covid-19/SitePages/Coronavirus.aspx>

2. L'exemple du confinement des populations à risque élevé de décès en est un exemple pertinent, dispositif qui n'a finalement pas été retenu.

3. <https://hygienehub.info/fr/covid-19>

4. <https://www.institutbioforce.fr/stopcovid19/>



capacité de traiter et prévenir les maladies courantes. En partenariat avec l'Université John Hopkins et le Center for Disease Control des recherches ont été développées pour préciser l'impact de l'épidémie sur la santé et la nutrition, ainsi que sur l'organisation des soins.

- La pandémie a amené le Secrétaire des Nations Unies à appeler tous les gouvernements à considérer **les services en santé mentale** comme une réponse essentielle contre la COVID 19⁵. Le premier document soutenu par le IASC (*Inter-Agency Standing Committee* : Comité permanent inter-agences) le 4 mars 2020 portait sur les recommandations en santé mentale⁶. Ce point illustre la préoccupation de la coordination de la réponse dans les urgences en santé mentale et en soutien psychosocial à travers la capacité des Nations-Unies, des ONG et des gouvernements à travailler ensemble. La contribution d'ACF à certains de ces documents doit être soulignée ici. Des « visites » à distance par visio-conférence de la mission Bangladesh par la référente régionale du secteur santé mentale et pratiques de soins, le soutien des jeunes par téléphone en Irak et en Jordanie, comme celui aux soignants en RCA, ont contribué à la réponse d'ACF, tout en enrichissant les documents de référence.
- Durant la crise de COVID-19 et notamment suite au premier confinement dans certains pays, nombre de travailleurs informels dépendant de revenus quotidiens

ont perdu leurs sources de revenus, ce qui a exacerbé la faim et la pauvreté. **Le secteur sécurité alimentaire et moyens d'existence**, outre sa participation à la réponse technique globale d'ACF, a répondu à l'extrême pauvreté pour soutenir le système de protection sociale dans la capitale de Madagascar, Antananarivo. Action Contre la Faim a activement contribué à l'opérationnalisation de la stratégie de filet social comprenant l'accès à la santé, en partenariat avec CARE, MDM, ASOS, et l'opérateur en télécommunications Telma, y compris par des transferts monétaires inconditionnels durant le confinement.

- Le **plaidoyer** a coordonné une étude dans 25 pays partenaires d'ACF pour apprécier le retentissement de la pandémie de COVID-19 sur l'accès aux services de base, à la nourriture et à l'assistance. Le rapport, qui souligne le risque de crises alimentaires et nutritionnelles majeures, propose un certain nombre de recommandations pour limiter leur survenue et leur gravité. Il a été principalement diffusé auprès des médias, décideurs institutionnels y compris politiques et bailleurs, pour les sensibiliser et mettre en avant un certain nombre de réponses à court, moyen et long termes. Pour approfondir ces questions, l'équipe du plaidoyer de Bruxelles a organisé, dans le cadre de la coalition Génération Nutrition, une table ronde en présence de l'envoyé spécial de l'OMS sur la COVID-19 et d'organisations de la société civiles,

5. <https://www.un.org/en/coronavirus/mental-health-services-are-essential-part-all-government-responses-covid-19>.

6. <https://interagencystandingcommittee.org/iasc-reference-group-mental-health-and-psychosocial-support-emergency-settings/briefing-note-about>
Ce document a été revu en juin 2020 : <https://interagencystandingcommittee.org/iasc-reference-group-mental-health-and-psychosocial-support-emergency-settings/iasc-guidance-operational-considerations-multisectoral-mental-health-and-psychosocial-support>

d'agences d'aide européenne et de bailleurs. Enfin, ACF a organisé lors de la Journée Mondiale de l'Alimentation une table ronde virtuelle internationale sur les impacts de la COVID-19 sur la faim en présence de la directrice pays ACF au Pakistan, du rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation, du président du comité sur la Sécurité Alimentaire et de représentants de la société civile.

- **L'équipe recherche et analyse** a structuré une veille scientifique robuste sur la pandémie de COVID-19, tout en l'orientant sur les besoins opérationnels des missions d'ACF. Une librairie scientifique virtuelle a été mise à disposition pour améliorer la gestion de la pandémie. D'autre part la valorisation des connaissances et l'apprentissage ont été favorisés à travers la mise en place de webinars et de notes de briefing.
- **A noter que le département expertise et plaidoyer a animé le groupe MEAL (monitoring, evaluation, accountability, learning)** centré sur le monitoring et l'évaluation d'ACF, associant particulièrement le département des opérations et celui de la logistique et des systèmes d'information. Ce dispositif a facilité la caractérisation et le recueil numérique des indicateurs d'activités d'ACF et des indicateurs reflétant le retentissement de la pandémie, avec ACF-Espagne et le groupe ELA d'ACF UK.

LES PRIORITÉS DE PLAIDOYER

PAR AILLEURS CETTE ANNÉE A VU LA FINALISATION DE LA RÉORGANISATION DÉCIDIÉE COURANT 2019 PORTANT CRÉATION D'UNE DIRECTION DÉLÉGUÉE DU PLAIDOYER.

La nouvelle direction déléguée plaidoyer s'organise désormais autour de 4 pôles, auxquels participe l'équipe plaidoyer de Bruxelles (dépendant d'ACF-France). Ces 4 pôles correspondent aux 4 grandes priorités du plaidoyer : faim & conflit ; droits & services essentiels ; systèmes alimentaires & crise climatique ; engagement avec la société civile. Ils se fondent sur 3 principales causes de la faim (conflits et droit humanitaire international, inégalités/injustices et droits fondamentaux, climat/biodiversité et systèmes alimentaires), et un levier d'action privilégié : l'inclusion de la société civile

dans tous les systèmes de gouvernance. De nombreuses consultations sur les priorités de chacun de ces pôles ont été organisées avec toutes les parties prenantes de l'organisation, ainsi que le recrutement et l'intégration des différents membres de l'équipe, et enfin la présentation et l'information sur ces nouveaux axes en interne⁷. En interne également, le soutien opérationnel, en lien avec le bureau régional Afrique de l'Ouest notamment, aux équipes et partenaires plaidoyer d'ACF sur le terrain s'est poursuivi tout au long de l'année, afin que les transformations et changements de politiques et de gouvernance qu'ACF prône pour lutter durablement contre la faim aient lieu aux échelons local, national et régional, en lien avec les sociétés civiles de chacun de ces pays.

LES ÉQUIPES DU PLAIDOYER ONT ACCOMPAGNÉ LES NÉGOCIATIONS POUR DES SYSTÈMES ALIMENTAIRES PLUS SOUTENABLES, PLUS SAINS ET PLUS JUSTES, AU SEIN, ET AUTOUR DU COMITÉ SUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE, EN PARTICULIER À TRAVERS L'AGRO-ÉCOLOGIE, VIA LE « MÉCANISME DE LA SOCIÉTÉ CIVILE ».

ELLES ONT ÉGALEMENT CHERCHÉ À INFLUENCER LES DÉCIDEURS ET LES POLITIQUES POUR FACILITER LA MISE EN ŒUVRE DE L'AIDE FACE AUX CRISES MAJEURES AU SAHEL, DU LAC TCHAD ET AU YÉMEN, ET ÉGALEMENT AUGMENTER LES FONDS INDISPENSABLES POUR Y RÉPONDRE.

ACF a ainsi organisé une tournée de plaidoyer dans plusieurs pays européens (France, Angleterre, Belgique et Allemagne) et pris la parole afin de rappeler la situation humanitaire et les difficultés d'accès, et porter des recommandations communes aux décideurs et bailleurs de ces pays et de l'Union Européenne. En particulier, un rapport parlementaire⁸ appelant à davantage de contrôle parlementaire sur les ventes d'armes françaises, a été le fruit d'une mobilisation inter-associative soutenue.

En lien avec la situation au Sahel, ACF a participé à la création de la coalition citoyenne sur le Sahel visant notamment à porter les voix et analyses locales, et à mieux protéger les populations civiles. À l'échelon européen et international, les équipes du plaidoyer ont facilité la participation de membres d'ACF et de partenaires, diffusé des messages, rencontré et influencé plusieurs Etats, bailleurs et institutions à l'occasion

⁷. voir video par exemple

⁸. sortie d'un rapport parlementaire

des réunions de haut niveau et rencontres ministérielles sur le Sahel⁹, en particulier pour la restauration d'un accès aux services de base dans la sous-région, tout en préservant l'accès à l'aide des populations affectées par les crises, sans confusion avec l'approche sécuritaire, dont les conséquences pour les populations ont aussi été soulignées.

De nombreuses discussions de haut niveau avec les cabinets des commissaires, les équipes de la Présidence, et des parlementaires européens, etc. ont eu lieu dans le cadre de l'adoption du budget européen sur 7 ans, et notamment de son instrument de coopération (NDICI). L'accord de fin 2020 prévoit notamment une augmentation d'un milliard du budget de coopération.

A l'échelle française, ACF s'est mobilisé dans le cadre de la Conférence Nationale Humanitaire (CNH. 17 décembre). ACF a participé tout au long de l'année aux groupes de travail sur le « **contre-terrorisme** », avec des représentants du MEAE et du Trésor, et à celui sur « **l'environnement** et l'humanitaire » afin de proposer de nouveaux engagements politiques et opérationnels présentés lors de la CNH. Il s'agissait notamment pour ACF de défendre un espace humanitaire propice au travail des humanitaires et une aide humanitaire fondée sur les principes d'humanité et d'impartialité. A cette occasion, ACF ainsi qu'une dizaine d'organisations ont par ailleurs fait savoir leur engagement à réduire drastiquement leurs émissions de gaz à effet de serre dans la conduite de leurs opérations au vu de la crise climatique et environnementale. Enfin, le plaidoyer s'est focalisé sur les révisions stratégiques et budgétaires de l'aide au développement de la France pour souligner en particulier dans le contexte de pandémie de la COVID-19 la nécessité du soutien aux systèmes de santé et de l'intégration de la nutrition en leur sein¹⁰.



9. Voir la tribune dans le journal *Le Monde* : Sahel

10. Voir le rapport <https://www.actioncontrelafaim.org/publication/apd-et-si-on-choisissait-la-sante-plaidoyer/>

Les choix d'allocation de l'aide ont été questionnés, qu'il s'agisse des Sommets Finances en commun ou du Forum de Paris sur la paix¹¹ (qui rassemblaient les banques de développement de toute la planète), ou encore lors de révisions stratégiques de l'Agence Française de Développement, et de la sortie fin décembre de la nouvelle loi de programmation sur l'aide au développement et de la loi de finances. ACF a notamment lancé avec ses partenaires une campagne pour prioriser les services de base¹² par l'aide publique au développement. ACF a souligné la nécessité - comme l'a démontré la crise de la Covid-19 - de renforcer globalement les systèmes de santé via la diffusion d'un rapport rassemblant des leçons apprises dans plusieurs pays d'intervention d'ACF sur ce thème et sur la réalité de son financement par l'Etat français.

PRINCIPAUX SOUTIENS ET INITIATIVES DES SERVICES D'EXPERTISE TECHNIQUE : SANTÉ NUTRITION, SÉCURITÉ NUTRITIONNELLE ET MOYENS D'EXISTENCE, SANTÉ MENTALE ET PRATIQUES DE SOINS, GENRE ET PROTECTION, EAU, ASSAINISSEMENT ET HYGIÈNE.

SANTÉ ET NUTRITION

CONTRIBUER AU POSITIONNEMENT SUR LA PRISE EN CHARGE NUTRITIONNELLE ET À L'INNOVATION EN NUTRITION :

Le réseau ACF international a développé un positionnement sur les innovations de la prise en charge de la malnutrition aigüe. Ce document finalisé en décembre dernier sera diffusé au début de l'année 2021. En parallèle, ACF France contribue au développement de nouvelles recommandations sur la malnutrition aigüe de l'OMS. L'équipe recherche en nutrition et santé a publié six articles majeurs qui influenceront de façon importante ces guides techniques et ont permis de développer le positionnement d'ACF.

RENFORCER L'ACCÈS ET LA QUALITÉ DES SOINS ESSENTIELS :

Les équipes ont approfondi les questions de santé sexuelle et reproductive afin d'offrir un paquet de soins qui assure le continuum de soins tout au long de la vie. Des outils techniques ont été développés pour accompagner les équipes avec le secteur de la santé mentale et des pratiques de soins. Une politique en santé sexuelle et reproductive sera développée en 2021. Des approches innovantes préventives sur la dyade mère-enfant, notamment le MAMI (management des mères et enfants de moins de 6 mois à risque de sous-nutrition), ont été mises en place sur le terrain.

Pour améliorer la qualité et l'approvisionnement des intrants pharmaceutiques nutritionnels et alimentaires, la création de standards et de procédures à respecter pour le terrain ont été structurés et mis en œuvre cette année. L'appropriation de ces outils est un enjeu pour les mois à venir.

En parallèle, la stratégie de renforcement des systèmes de santé a été reprécisée pour les 5 années à venir. La question de l'atteinte de la couverture universelle en santé dans nos contextes d'intervention est portée conjointement avec les équipes plaidoyer et sera soutenue par ACF au sommet Nutrition for Growth (Nutrition pour la croissance) N4G décalé à fin 2021.

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET MOYENS D'EXISTENCE

PROMOUVOIR UN MÉCANISME DE RÉPONSE RAPIDE QUI RÉPONDE AUX BESOINS PRIMAIRES DES DÉPLACÉS EN RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE :

Action contre la Faim fait partie des ONGs qui ont mis en place le mécanisme de réponse rapide (*Rapide Response Mechanism* : RRM) en République Centrafricaine depuis plusieurs années. Le mécanisme de réponse d'urgence s'articule en 4 phases listées ci-dessous.

- i) La veille humanitaire et le partage à la communauté humanitaire du pays des alertes au sujet de déplacement de population (nouveaux déplacés suite aux conflits

11. Consulter : Finances en Commun Forum de Paris sur la Paix

12. campagne sur l'importance de prioriser les services sociaux de base

armés, catastrophes naturelles ou épidémies, ou bien populations retournées et rapatriées) ;

ii) l'évaluation des besoins à travers une mission exploratoire et/ou une évaluation multisectorielle des besoins et des opportunités locales (marchés notamment) ; ainsi les équipes RRM d'ACF confirment le déplacement et identifient les éléments facilitant

iii) une intervention sous la forme la plus adaptée (distribution en nature ou à travers des transferts monétaires), qui sera évaluée, en fin de processus, à travers

iv) une évaluation post-distribution.

La réponse initiale, financée par l'UNICEF, se focalisait prioritairement sur la réduction de la vulnérabilité en biens d'hygiène ainsi que sur l'accès à l'eau et à l'assainissement à travers des réhabilitations d'infrastructures, des réaménagements de sources, latrines et douches d'urgence, par exemple. Une assistance alimentaire est aujourd'hui apportée sous la forme la plus adaptée au contexte de déplacement (nature, argent, coupon). En complément de cette assistance alimentaire, les équipes de santé mentales proposent un support psychologique aux populations en détresse à travers des séances de « psychoéducation » et un dispositif thérapeutique de groupe aux adultes et enfants plus vulnérables. Ce projet a permis de soutenir près de 42 000 personnes sur 18 mois en 2019/2020. La complémentarité et le couplage du mécanisme RRM de base avec l'apport en assistance alimentaire et santé mentale permet de mieux couvrir les besoins identifiés lors de l'analyse multisectorielle initiale et de renforcer la résilience des communautés face aux crises auxquelles elles font face.

CARACTÉRISER LE RETENTISSEMENT DE L'AGROÉCOLOGIE À TRAVERS DES OUTILS ACF DE MONITORING :

Pour mieux caractériser le retentissement de l'agroécologie sur le plan environnemental, social et économique le secteur de la Sécurité Alimentaire et des Moyens d'Existence a développé un outil basé sur trois groupes d'indicateurs de suivi des effets suivants.

- économiques : rendement de culture, rendement d'élevage, revenu de l'exploitation agricole ;
- sociaux : emploi et charge de travail, autonomisation des femmes (contribution des femmes aux décisions liées à la production agricole, participation à des groupes et leadership, temps de loisir et de repos) ;
- effets environnementaux : qualité et santé des sols (populations d'invertébrés, signes d'érosion du sol, suivi du couvert végétal/paillage, taux de la matière organique du sol).

Une première formation sur ces indicateurs a été conduite en direction des responsables techniques opérationnels du siège et un atelier de présentation de l'outil et de son mode de déploiement est prévu pour les collègues du terrain. Les indicateurs ont été choisis de façon à ce qu'ils soient utilisables dans les divers contextes d'intervention d'ACF et répondent aux besoins du terrain et des systèmes de production.

SANTÉ MENTALE ET PRATIQUES DE SOINS – GENRE ET PROTECTION :

APPROFONDIR LES PRATIQUES DE SOINS, LE NURTURING CARE ET MIEUX PROTÉGER LES ENFANTS :

Le secteur Santé mentale et pratiques de soins a développé depuis presque 20 ans une approche unique et originale dans le milieu humanitaire en alliant relations précoces parents/enfants et attachement, santé mentale parentale et accompagnement psychosocial familial pour permettre aux enfants de grandir et développer leur plein potentiel. La spécificité de l'approche d'ACF repose sur le fait de s'appuyer sur la psychologie et les sciences sociales. En 2016, La revue du Lancet¹³ a proposé le concept de « nurturing Care » (soin attentionné pour le développement et l'épanouissement de l'enfant) actualisant les pratiques de soins avec les dernières recherches scientifiques. En 2020, l'OMS et UNICEF ont publié un manuel sur le *nurturing care* et des guidelines opérationnels début 2021. Nos interventions s'inscrivent et contribuent à ce mouvement global, comme le montrent nos articles publiés en 2020. ACF poursuit ses recherches-actions et partage ses expériences et les résultats des programmes

13. <https://www.thelancet.com/series/ECD2016>



sur les principaux éléments suivants : transmission du psycho-traumatisme de la mère au bébé¹⁴, retentissement des prises en charge dans les espaces parents-bébés en Ethiopie, prise en charge de la dépression maternelle et pratiques de soins en Afghanistan, etc. Deux financements de recherche ont été obtenus pour continuer cette démarche apprenante en 2021 afin de développer une échelle de mesure de la dépression maternelle en Birmanie (Fondation ACF), et mesurer l'impact d'un volet psychosocial dans le traitement de la malnutrition sévère aigue au Bangladesh (Financement HEARD).

DÉVELOPPER LES ACTIVITÉS AUTOUR DU GENRE ET DE LA PROTECTION :

La contribution sur le genre s'est poursuivie avec le soutien technique aux missions en particulier sur les évaluations de besoins en genre, l'appui à une revue de la littérature sur genre et nutrition menée par ACF-Canada, des formations terrain, etc.

ACF comme tous les autres acteurs humanitaires contribue à la protection des populations affectées¹⁵ et l'année 2020 a permis l'élaboration de la stratégie d'ACF en protection en lien avec son mandat et ses domaines d'expertise (document en cours de validation par les directeurs généraux d'ACF international). Ainsi, les grands principes de la protection sont systématiquement inclus dans nos interventions opérationnelles auxquels s'ajoutent en fonction des besoins des interventions plus ciblées telles que la protection de l'enfant en lien avec la prévention de la malnutrition et l'amélioration des pratiques de soins ou la prise en charge psychologique et psychosociale des personnes victimes de violence (y compris les violences basées sur le genre). Les compétences en protection des équipes sont progressivement renforcées au siège et sur le terrain (formations sur la protection de l'enfance et sur les violences liées au genre et coaching continu). ACF est membre de l'Alliance en protection de l'enfance dans l'action humanitaire et participe au groupe sur le développement d'indicateurs sur le bien-être de l'enfant et à un groupe international de réflexion sur santé mentale et protection de l'enfance.

EAU, ASSAINISSEMENT ET HYGIÈNE (WASH : WATER, SANITATION AND HYGIENE) :

MIEUX INTÉGRER LES ACTIVITÉS DE WASH ET DE NUTRITION – SANTÉ :

Après 18 mois de sélection, 2020 a vu la signature du projet socle *Right 2 Grow* (le droit de s'épanouir), centré sur la mobilisation de la société civile locale et l'interaction avec les institutions nationales pour diminuer la sous-nutrition chez les enfants. Le secteur WASH a fortement contribué à la mise en place de ce projet (pour un montant total de 44 millions et près de 11 millions pour ACF international financés par le gouvernement hollandais), qui cherche également à approfondir l'intégration des secteurs WASH et Nutrition, pendant 5 ans et dans 6 pays où ACF est présent (dont le Burkina Faso et le Bangladesh pour ACF-France), sans oublier le volet significatif de valorisation de la connaissance et celui du monitoring et de l'évaluation.

L'année 2020 a vu le lancement du projet TISA Sénégal, initié par ACF France et qui constitue un essai randomisé contrôlé (ou « RCT » : *randomized controlled trial*). Cet essai cherche à contrôler l'impact d'un « paquet de traitement nutritionnel » de la malnutrition aiguë sévère incluant le paquet minimum de la WASH. Ce projet de 3 ans vise également à apprécier le coût-efficacité de l'ajout d'un paquet WASH à un traitement nutritionnel standard, afin de contribuer aux pratiques du ministère de la Santé du Sénégal et potentiellement de la sous-région Ouest-africaine¹⁶.

14. Consulter à ce propos parmi la dizaine de publications du service santé mentale et pratiques de soins en 2020, l'ouvrage : Dozio, E., Mères et bébés dans la guerre – comment ne pas transmettre le traumatisme aux enfants, Editions in Press; et l'article : Dozio E, Feldman M, Bizouerne C, Drain E, Laroche Joubert M, Mansouri M, Moro MR and Ouss L. The Transgenerational Transmission of Trauma: The Effects of Maternal PTSD in Mother-Infant Interactions. *Front. Psychiatry* 11:480690

15. En 2013, les hauts responsables du IASC (*Inter-Agency Standing Committee* : Comité permanent inter-agences) ont appelé l'ensemble des acteurs à placer la protection au cœur de l'action humanitaire.

16. Le projet inclue également une analyse systématique de 19 pathogènes intestinaux dans la cohorte des 2000 enfants suivis, ainsi qu'une analyse de la résistance bactérienne aux antibiotiques de ces enfants.

MIEUX INTÉGRER LES ACTIVITÉS DE WASH ET DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE À TRAVERS LA CONSERVATION DE L'EAU, L'ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET ENVIRONNEMENTAL :

Le projet Hydronut, dans le Sud de Madagascar, démontre un lien entre la crise climatique affectant le grand Sud malgache et l'Afrique australe en général, et les taux de sous-nutrition. L'année 2020 a permis de consolider les partenariats en cours, présenter le projet dans de nombreux colloques et rédiger un article scientifique (qui sera publié en 2021 dans la revue *Hydrological Processes*). Ce projet, à la fois par son rôle de système d'alerte précoce et d'outil de plaidoyer (basé sur les preuves scientifiques) contribue à asseoir l'engagement d'ACF dans la réponse à la crise climatique et environnementale¹⁷.

En parallèle, le service WASH, avec l'appui de la direction logistique et systèmes d'information, a produit un manuel de calibrage électrique de pompes solaires, abondamment illustré et partagé à toutes nos missions et partenaires.

MIEUX INTÉGRER LES ACTIVITÉS DE WASH ET DE SANTÉ MENTALE ET PRATIQUES DE SOINS : LE PROJET WASH'EM

Quatrième année du projet de recherche opérationnelle, le projet WASH'Em, développé avec la LSHTM (*London School of Hygiene and Tropical Medicine* au Royaume-Uni) et le CAWST (*Center for affordable water and sanitation technology*, au Canada), et dont le thème est la pérennisation du lavage des mains en zones de crise. Ce projet de recherche a trouvé une application directe dans les réponses COVID de plus de 30 projets. Il a été mis en œuvre et testé jusqu'à présent par 59 organisations, existe en anglais, arabe, espagnol et français et a été présenté dans neuf conférences internationales. Il a fait l'objet en 2020 de deux publications scientifiques.

CONTRIBUER À LA COORDINATION HUMANITAIRE DES RÉPONSES HUMANITAIRES DANS LE DOMAINE DE LA WASH :

ACF a pris la coordination du projet *Field Support Team* (équipe de soutien terrain) du Global WASH Cluster (groupe de coordination mondial de réponse humanitaire pour la WASH) pour plusieurs années, et va, auprès de l'UNICEF, assurer la coordination humanitaire nationale et infranationale dans le cadre de crises majeures auprès d'ONG partenaires.

CONTRIBUER AUX PARTENARIATS STRATÉGIQUES ET AU RENFORCEMENT DES CAPACITÉS RÉGIONALES DANS LE DOMAINE DE LA FORMATION EN WASH :

En 2020, ACF a été membre du Strategic Advisory Group (SAG) du Global WASH Cluster, membre du Conseil d'Administration du Conseil Mondial de l'Eau, membre du Bureau du Partenariat Français pour l'Eau et membre du groupe de pilotage de Coalition Eau. ACF est également membre de diverses instances : *Global Task Force Cholera Control* : le groupe de travail mondial pour le contrôle du choléra (OMS), *Water Governance Initiative* : initiative sur la gouvernance de l'eau (OCDE), *Sustainable Sanitation Alliance* : Alliance sur l'assainissement soutenable (GWN : *Global Water Partnership* : Partenariat mondial de l'eau).

En 2020, le service WASH a facilité divers projets de renforcement de capacité. En particulier le lancement officiel du Master WASH Humanitaire (German Jordan University, Jordanie) et la formation en transferts monétaires et marchés pour les régions d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale. En parallèle, divers cours ont été donnés auprès de nos partenaires de formation (l'ONG Bioforce par exemple).

LA RECHERCHE ET LES ANALYSES

Le service Recherche & Analyses pilote et coordonne les actions de recherche, analyses et d'apprentissage d'Action contre la Faim - France. Service transversal, il assure un continuum entre les opérations et la recherche opérationnelle afin de mettre en œuvre des programmes de qualité permettant de répondre aux besoins des plus vulnérables.

17. <https://www.iwra.org/member/congress/resource/PPT073PatlanHernandez.pdf>

Il apporte un soutien direct méthodologique aux équipes de terrain pour mettre en œuvre des volets de recherche opérationnelle, ainsi que des outils pratiques et concrets permettant de répondre plus globalement aux besoins des acteurs de terrain comme des populations bénéficiaires des interventions. En 2020, l'équipe Recherche & Analyses a participé de manière active à la recherche de financements déposant plus d'une dizaine de propositions. Enfin, le service a mené la gestion scientifique de la Fondation ACF pour la recherche et l'innovation, qui a soutenu le financement à cet égard de deux nouveaux projets pour l'année 2021.

Outre sa participation aux recherches sectorielles et inter-sectorielles citées plus haut avec les différents services de l'expertise technique, le service recherche et analyses a développé les principales activités suivantes.

VALORISER ET SOUTENIR L'APPRENTISSAGE :

En dépit de la pandémie, ACF-LAB a continué d'être à la pointe de l'innovation et des besoins en 2020 sur les questions d'apprentissage. En 2020, des recommandations et actions concrètes issues de l'atelier intitulé « Research For Action » (R4ACT) concernant les impacts des activités WASH sur la malnutrition aiguë sévère ont été réappropriées par différents acteurs opérationnels et politiques incontournables sur les terrains humanitaires : ACF, Save the Children, Première Urgence, Concern. Les recommandations ont été intégrées dans la nouvelle stratégie du Global Wash Cluster (groupe de coordination mondial de réponse humanitaire pour la WASH) et ont été présentées et discutées en Cluster Nutrition.

DÉVELOPPER LES OUTILS ET L'ACCOMPAGNEMENT MÉTHODOLOGIQUES :

En janvier 2020, un accord-cadre a été défini entre ACF-France et ACF-UK pour assurer le déploiement et la conduite du projet LINK-NCA (*Linkink nutritional causal analysis* : relier l'analyse causale nutritionnelle), méthodologie d'enquêtes mixtes (outils quantitatifs et qualitatifs) adaptée aux contraintes humanitaires et permettant de réaliser des analyses contextualisées des causes de la malnutrition pour programmer des interventions adaptées. La révision méthodologique de la LINK NCA a été lancée afin de capitaliser l'expérience des LINK-NCA réalisées antérieurement, de mettre à jour les connaissances scientifiques concernant les

déterminants de la sous-nutrition, d'améliorer l'intégration des recommandations opérationnelles et associant davantage les communautés dans les programmes d'ACF. Il s'agit également de davantage intégrer les problématiques émergentes dans l'analyse des contextes, comme le changement climatique et la perte de biodiversité, les analyses des relations de genre, etc. Une analyse des résultats de différentes LINK-NCA à Haïti, au Burkina Faso et à Madagascar a été réalisée pour identifier des facteurs de risques communs.

Le service a répondu à 33 demandes de support en méthodologie quantitative émanant de collaborateurs basés sur le terrain ou en siège, issus de différents secteurs, ayant des fonctions de suivi, redevabilité, évaluation des programmes, expertise opérationnelle ou recherche opérationnelle.

Le service a contribué au projet régional Confluences sur les aspects « Suivi, évaluation et redevabilité » COVID et Apprentissage en 2020.

CONDUIRE LES PROJETS DE RECHERCHE OPÉRATIONNELLE :

Le service a également poursuivi activement la conduite des projets de recherche opérationnelle :

- Projet Hydronut « *Étude de la relation entre les données de suivi hydro-climatique et les indicateurs nutritionnels et sanitaires dans le Grand Sud de Madagascar* », qui a suscité l'intérêt de nombreux partenaires et d'organisations impliquées dans le lien entre changement climatique et la nutrition, et également permis de connecter avec d'autres initiatives (Wash severity index) ;
- Portage scientifique du projet TISA au Sénégal « *Un essai contrôlé randomisé en grappe pour évaluer l'effet de l'ajout au traitement thérapeutique ambulatoire standard de la malnutrition aiguë sévère d'un traitement de l'eau et de la promotion de l'hygiène dans les foyers* », dont la mise en œuvre - prévue pour mars 2020, a été reportée à 2021 ;
- Projet SAM Cost (projet coût de la malnutrition aiguë sévère) « *Évaluation de l'impact économique de la malnutrition aiguë sévère chez les enfants de 6 à 59 mois dans la région du Sahel* ».

DEPARTEMENT COMMUNICATION ET DEVELOPPEMENT (COMDEV)



Lucie Codiase,
Directrice
Communication
et Développement

JEUNESSE & SOLIDARITÉ

Depuis près de 25 ans, l'objectif du service Jeunesse et Solidarité d'Action contre la Faim est de transmettre l'envie d'agir à des milliers de jeunes partout en France et à l'étranger. Chaque année, nous allons à la rencontre de plus de 250 000 élèves, de l'école primaire au lycée. Un moment important d'échanges enrichissants qui nous permet de remplir une mission chère à Action contre la Faim : sensibiliser les jeunes d'aujourd'hui à la problématique de la faim dans le monde et contribuer à faire de ces élèves des citoyen.ne.s informé.e.s, capables de faire des choix éclairés et engagés dans la solidarité.

L'année 2020 a été marquée par l'annulation des projets Jeunesse suite à la fermeture des établissements scolaires en mars en raison de la crise sanitaire. La 23^{ème} édition de la Course contre la Faim était bien lancée avec plus de 1 200 établissements inscrits et 240 000 élèves engagé.e.s. Les 400 bénévoles qui se mobilisent chaque année, les 60 salarié.e.s de l'association mais aussi celles et ceux d'entreprises partenaires avaient été formé.e.s à intervenir dans les établissements scolaires pour échanger avec les jeunes sur les inégalités provoquant les situations de faim, leur faire découvrir la réalité du quotidien des populations en République démocratique du Congo, leur présenter comment Action contre la Faim répond aux besoins des populations sur le terrain et comment elles/eux aussi peuvent agir à nos côtés, ici, en France.

La situation sanitaire nous a privé de cette interaction. Mais, en réponse à ce contexte, toute l'équipe Jeunesse a imaginé des solutions pour ne pas renoncer à la formidable mobilisation qui entoure chaque année la Course contre la Faim, projet majeur pour notre association, qui permet de venir en aide à tant de victimes de la faim dans le monde.

Nous avons imaginé de nouveaux outils, disponibles en ligne, pour assurer ces sensibilisations à distance : des vidéos pédagogiques à regarder avant et après le film tourné sur notre mission en République démocratique du Congo, des fiches pour approfondir les connaissances sur ce pays ainsi que des quiz pour valider les acquis.

La Course contre la Faim est également un grand projet de solidarité qui permet chaque année de collecter plus de 3,5 millions d'euros en faveur des populations les plus démunies. En 2020, c'est la République démocratique du Congo qui devait bénéficier de cet élan de générosité dont font preuve, chaque année, les familles et proches des élèves. Afin de limiter les conséquences économiques et l'impact négatif pour les populations qui comptent sur nous et dont les préoccupations sont multiples et vitales, nous avons proposé plusieurs alternatives aux établissements scolaires désireux de nous soutenir : des défis sportifs, artistiques et culinaires à réaliser chez soi, des défis sportifs pour remplacer la Course et les rassemblements lors de la réouverture en mai, ainsi qu'une page d'appel à la générosité.

Notre projet « Un Dessin contre la Faim » a lui aussi été impacté par la crise sanitaire et de nombreuses écoles primaires qui ont dû renoncer à son organisation en 2020 nous ont assuré de leur soutien et de la reconduction de l'opération pour l'année scolaire 2021/2022.

Mais l'année 2020 a aussi été marquée de manière positive grâce au lancement d'une toute nouvelle opération en septembre : **Mon Action contre la Faim**. Le dernier-né des projets Jeunesse est une boîte à idées, des conseils pratiques et des outils de communication pour des collégien.ne.s et lycéen.ne.s qui ont envie de s'engager dans la lutte contre la faim.

Collecter des dons ou sensibiliser, à eux d'imaginer le projet qui leur ressemble ! Comment ?

1. En organisant un événement solidaire au profit de notre association et faire connaître nos activités sur le terrain.
2. En animant Tomate Impact, un jeu de rôle qui sensibilise sur les liens entre production de denrées alimentaires, climat et faim et donne des idées pour agir ici pour aider là-bas.

L'occasion pour ces jeunes de se former à l'organisation de projets tout en développant des valeurs de partage, de citoyenneté et solidarité !

UN IMMENSE MERCI AUX ÈLÈVES, ÉQUIPES PÉDAGOGIQUES, FAMILLES, BÉNÉVOLES ET PARTENAIRES POUR LEUR ENGAGEMENT FIDÈLE À NOS CÔTÉS.

COMMUNICATION

L'année 2020 s'est ouverte, en communication, par le troisième volet de la campagne institutionnelle « Action contre la Faim, c'est bien plus que nourrir » avec un placement exceptionnel en cinéma pendant trois semaines de janvier et sur les dispositifs les plus efficaces préalablement testés (à savoir : sur les écrans digitaux des Monoprix à Paris et en région parisienne, en affichage JCDecaux à Lyon, Nantes, Lille et Strasbourg, ainsi que sur 40 titres digitaux en display).

La crise de la COVID nous a ensuite rapidement forcé à repenser les temps de communication initialement prévus pour 2020. Les efforts du service ont alors porté sur la valorisation de la réponse opérationnelle à la crise dans nos missions avec de nombreux contenus terrain diffusés sur les réseaux sociaux: interviews de chefs de mission pour présenter la situation humanitaire constatée, photos des activités mises en place, témoignage audio ; et en relations presse – avec une augmentation notable de la communication autour de l'accompagnement réalisé en collaboration avec d'autres acteurs (notamment Fondation de l'Armée du Salut (FADS), Agir pour la Santé des Femmes (ADSF)) du tissu associatif en France (Paris et Marseille) sur les populations les plus vulnérables. Nous avons également travaillé avec l'agence DDB à la campagne #HungerPandemic- d'abord par une phase de sensibilisation capitalisant en mai-juin sur l'émergence du débat autour de COVID et insécurité alimentaire (c'est-à-dire

en utilisant les images fortes de pénurie qui ont marqué l'audience France en début de crise), puis avec une phase de pédagogie en octobre construite en étroite collaboration avec le plaidoyer et expliquant le lien entre la consommation de certains produits alimentaires ici et l'insécurité alimentaire à laquelle sont confrontés dans nos terrains d'intervention celles et ceux que nous accompagnons. Cette seconde phase avait été conçue pour nous permettre d'aller à la rencontre des Français sur les marchés et a malheureusement dû être annulée du fait du second confinement. Nous avons alors investi sur de l'achat d'espace notamment sur le digital pour diffuser notre vidéo pédagogique.

La prise de parole sur le climat a été réservée à 2021.





PARTENARIATS ENTREPRISES ET FONDATIONS

La crise sanitaire de 2020 a fortement bouleversé nos activités de partenariats et touché de nombreux secteurs économiques. L'onde de choc mondiale, qui a impacté toutes nos missions, nous a également contraint de revoir plusieurs projets de partenariats. Nous avons néanmoins pu compter sur le soutien de nombreuses entreprises et Fondations.

Dès mars 2020, leur engagement à nos côtés a permis de contribuer à la réponse Covid-19 que nous avons mis en place dans nos missions en France et à l'international. En France, où nous développons, aux côtés d'autres acteurs associatifs, des activités d'accès à l'eau, à l'hygiène, mais aussi de sécurité alimentaire ou du soutien psychologique pour les plus démunis, le soutien de nos partenaires a été essentiel (soutiens financiers, dons en nature pour la distribution de kit hygiène, fourniture de matériel de protection...). A l'international le soutien de nos partenaires nous a permis de renforcer nos activités de réponse à la Covid-19. Enfin d'autres partenaires ont continué à soutenir nos activités de lutte contre la sous-nutrition, un engagement crucial dans ce contexte de crise où l'insécurité alimentaire a explosé dans de nombreux pays.

Les mesures de protection sanitaire nécessaires nous ont contraints à revoir plusieurs de nos événements qui permettaient de mobiliser les entreprises et leurs collaborateurs à nos côtés. Ainsi tous nos Challenges sportifs ont dû être annulés dans plusieurs villes de France (plus de 8000 collaborateurs en 2019), mais nous avons rapidement transformé ces Challenges « physique » en Challenge digitaux afin de pouvoir continuer à offrir à celles et ceux qui nous soutiennent cette possibilité d'engagement par le sport. Deux éditions d'un mois (en juin et octobre) ont permis à des milliers de collaborateurs et via une application, de former des équipes avec leurs collègues, de relever des défis, de faire du sport (marche, course, vélo) et soutenir dans le même temps nos programmes.

Nous avons également pu compter, dans ce contexte de crise inédit, sur un nombre croissant de personnes qui se sont engagées via leurs entreprises et via du mécénat de compétences. Des soutiens importants pour renforcer nos différentes fonctions supports.

La sensibilisation à nos activités et missions reste d'autre part essentielle. Mieux comprendre les causes de la sous-nutrition (pauvreté, changement climatique, inégalités de genre, conflits...) permet de mieux y répondre avec nos partenaires.

En octobre nous avons par exemple mis en place un webinaire avec nos partenaires qui rappelle les enjeux et la place centrale de l'eau dans nos missions.

MARKETING ET RELATIONS DONATEURS

En 2020, la collecte auprès du grand public représente 89 % des fonds privés, soit 34,7 millions d'euros. Cette année a été rendue compliquée par la situation sanitaire mais les donateurs se sont mobilisés en masse ce qui nous permet de présenter des chiffres supérieurs à nos dernières projections. C'est le cas pour tous les types de dons : dons ponctuels, dons par prélèvement automatique, libéralités.

La collecte réalisée par les mailings papier est en avance de +10 % par rapport aux derniers objectifs révisés, ce qui montre la mobilisation très forte des donateurs en fin d'année. Le montant des dons issus des mailings papier est de 7 262 k€ (fidélisation + prospection) pour une prévision de 6 592 k€. De son côté, la collecte digitale a totalisé 3 317 k€ pour 3 200 k€ attendus, ce qui représente une avance de 3,7 %. Les mailings papier comme le digital ont donc été des canaux dynamiques en 2020.

Les libéralités continuent de croître avec 2,6 millions d'€ réalisés en 2020, soit une croissance de 5 % par rapport à 2019.

Les dons par prélèvement automatiques sont également en croissance avec un montant de 22,34 millions d'€, soit une augmentation de 3,6 %. Ce levier est toujours aussi dynamique, et ce malgré l'arrêt durant plusieurs mois de nos campagnes de face à face. Il représente toujours un axe prioritaire en 2021 (recrutement de donateurs réguliers en face à face, par mailing, sur internet et par téléphone). Le Service Relations Donateurs a assuré la qualité de la relation avec nos donateurs et du traitement des dons en faveur de l'association. Ses chiffres clés en 2020 sont les suivants :

- Appels de donateurs : **40 995 par an**
- Emails de donateurs : **39 925 par an**
- Courriers envoyés par ACF : **6 999 par an**
- Courriers de donateurs : **146 407 par an**

EN 2019, VOUS AVEZ ÉTÉ 280 000 DONATEURS À SOUTENIR NOS PROGRAMMES HUMANITAIRES. NOUS VOUS REMERCIONS POUR VOTRE GÉNÉROSITÉ ET VOTRE CONFIANCE RENOUVELÉE.

SERVICE DÉLÉGATIONS

2020 ne fut pas une année simple pour la sensibilisation et l'évènementiel au sein des délégations bénévoles mais les équipes ont tout de même pu porter une soixantaine de projets. Apportant à l'association une continuité de visibilité avec plusieurs retombées médiatiques et permettant de collecter des fonds pour les missions sociales de l'association. Les relations institutionnelles, tissées localement par notre réseau, ainsi que les événements institutionnels (Campagnes de communication, opérations de partenariats...) relayés par les équipes locales lorsqu'elles l'ont pu, ont contribué également à la levée de fonds et à une sensibilisation du grand public au mandat d'ACF, dans les plus grandes villes de France. Comme chaque année, les délégations bénévoles ont mobilisé les médias et sensibilisé le grand public notamment à l'occasion de la Journée Mondiale de l'Alimentation en octobre ou encore sur des événements spontanés de début et fin d'année. Cette crise sanitaire a permis d'amorcer au sein des délégations une réflexion sur la diversification de leurs missions suite à la mobilisation de certaines équipes, localement, auprès d'autres acteurs associatifs durant la crise sanitaire et le déploiement, dans plusieurs villes de France, de la mission ACF France.

C'est aussi en cette année si particulière que notre association a initié une diversification de son offre d'engagement notamment par la mise en place d'un contrat d'intermédiation avec Unis Cité. Nous avons ainsi pu accueillir 4 binômes de Volontaires en Service Civique à Paris, Lille, Lyon et Marseille (à travers des espaces de co-working dans les 3 dernières villes mentionnées) ayant comme missions d'aider au développement des projets transverses dans les territoires (projets jeunesse, de partenariats, en délégations mais également auprès de la missions France). Nous avons également pu commencer un travail de développement du parcours d'engagement, en communiquant sur les voies d'engagement auprès des différentes familles d'Action contre la Faim, en développant davantage de liens avec nos adhérents via un réseau social leur étant dédié et des newsletters sur nos actions/stratégies missions, en reprenant le suivi des bénévoles ayant des missions au siège et l'accompagnement des services ayant des besoins ponctuels ou réguliers en bénévolat. Pour aider à nos réflexions et travaux, nous nous appuyons sur un réseau associatif national via la Commission Inter-Associative de France Bénévolat et le Mouvement Associatif.

LES DÉLÉGATIONS DÉPARTEMENTALES

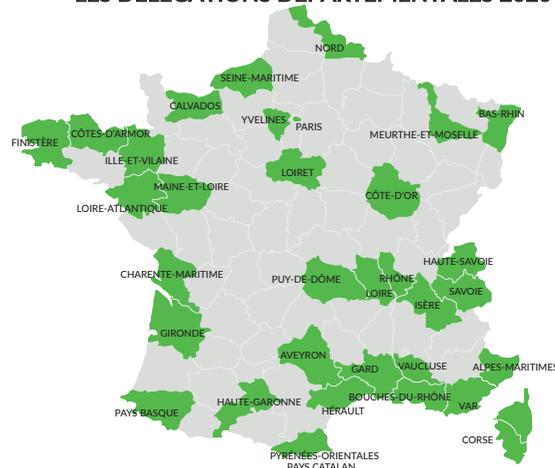
Action contre la Faim dispose d'un réseau d'une trentaine de délégations départementales lui permettant d'assurer une présence sur le territoire national et d'être le relais de l'association au local. Chaque jour, les bénévoles des délégations se mobilisent en organisant des opérations de sensibilisation, de communication et de collecte au niveau local pour soutenir nos programmes sur le terrain.

Sur cette année particulière, les délégations bénévoles ont mobilisé les médias et sensibilisé le grand public notamment à l'occasion de la Journée Mondiale de l'Alimentation, par le relais de l'opération Je dej/je donne ou encore sur des événements spontanés en début et fin d'année.

Action contre la Faim propose un large panel de projets aux délégations départementales permettant à l'association d'être toujours plus visible en local, de collecter des fonds, de sensibiliser le grand public et d'alerter les décideurs locaux sur leur capacité d'agir pour lutter contre la sous-nutrition dans le monde. Notre réseau bénévole, riche par la diversité de ses profils, est également force de proposition dans l'organisation de projets pour l'association en s'appuyant sur les expériences de chacun. Voici quelques exemples de projets menés par les équipes au fil des années : des conférences animées par des expatriés de retour de mission ou par des experts du siège, des événements sportifs (courses, marches, compétitions de golf, pelote basque), des événements culturels (pièces de théâtre, comédies musicales, concerts classique, gospel), des rendez-vous avec les élus locaux, des partenariats avec des équipes de rugby de haut niveau (Atlantique Stade Rochelais, Dragons Catalans, FC Grenoble Rugby etc.) et également, des projets co-organisés avec des étudiants permettant aux délégations de s'insérer au sein d'un nouveau public. Ces exemples sont le reflet du dynamisme et de l'engagement de nos bénévoles pour lutter contre la sous-nutrition et rallier le public à notre cause.

UN IMMENSE MERCI ET UN GRAND BRAVO À TOUS LES BÉNÉVOLES INVESTIS AU SEIN DE NOS DÉLÉGATIONS.

LES DÉLÉGATIONS DÉPARTEMENTALES 2020



Délégation ACF Bas-Rhin



Délégation Action contre la Faim du Nord

LE VOLONTARIAT EN SERVICE CIVIQUE

Le Service Civique est un engagement volontaire au service de l'intérêt général, ouvert à tous les jeunes de 16 à 25 ans, sans condition de diplôme, étendu jusqu'à 30 ans pour les jeunes en situation de handicap ; seuls comptent les savoirs-être et la motivation.

En 2020, huit volontaires ont rejoint ACF au siège à Paris et Lille, Lyon et Marseille. Leurs missions viennent en soutien à différents projets issus de l'association (Projets Jeunesse, Délégations, Partenariats Entreprises ou encore à la Mission France (sur les villes de Paris et Marseille)

Leur contrat est de 24 heures par semaine au sein d'espaces de Co-working pour certaines villes.

Nos volontaires mènent notamment des actions de sensibilisation dans les établissements scolaires dans le cadre de la Course contre la Faim, appuient la préfiguration et l'organisation des Challenges contre la Faim, soutiennent certains projets auprès des délégations départementales et participent à la vie associative d'ACF.

Pour ACF, il s'agit d'un projet visant à :

- Mobiliser davantage de jeunes au service de son mandat
- Promouvoir l'engagement citoyen du local à l'international ainsi que les valeurs de Solidarité, Citoyenneté et de Vivre-ensemble
- Renforcer et développer de nouvelles synergies territoriales des équipes ACF.

Un grand merci à Leïla, Eva, Nour, Thibaut, Théo, Charlotte, Eloïse et Théo pour votre mobilisation et votre énergie en cette année si particulière.



©Julia Belusa pour Action contre la Faim

LE BENEVOLAT AU SIEGE

Nous comptons à ce jour 32 bénévoles ayant des missions au siège, qui se mobilisent aux côtés des salarié.es du ponctuellement ou régulièrement. Certain.e.s amènent leur expérience professionnelle, personnelle et mettent leurs compétences spécifiques à disposition de projets qui les nécessitent et d'autres souhaitent donner de leur temps pour participer aux besoins multiples de l'association de manière polyvalente.

Envoi des colis, renforcement d'équipes pendant des pics d'activité, archivage de documents administratifs, rédaction de compte-rendu, traduction de notes, de fiches techniques, intervention sur les activités de nos domaines d'expertise, analyse de données Nutrition, gestion de dossiers de legs, etc. sont autant de missions qui existent auprès des salarié.es de l'association.

Le bénévolat à distance a augmenté significativement en 2020 du fait de la crise sanitaire, nous avons dû adapter les missions permettant ainsi d'ouvrir les missions de bénévolat à proprement dites du siège à des personnes en dehors de Paris, toutefois, l'expérience humaine en est amoindrie et de fait le télé-bénévolat ne restera pas une solution pérenne. En attendant de pouvoir nous retrouver, des échanges avec ces personnes à distance sont menés afin de présenter l'association et de fournir un maximum de ressources sur ACF pour permettre un niveau de connaissance large sur nos activités.

L'accent est mis sur la relation privilégiée entre ces bénévoles et le Service Délégations, qui reste une ressource indispensable pour répondre aux questions de la personne et l'accompagner dans son parcours de bénévole. Une newsletter mensuelle est envoyée à l'ensemble de ces bénévoles afin de les informer des divers projets en cours, actualités, événements et nouvelles missions.

DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE (DAF)



Alice PONSERO,
Directrice
Administrative
et Financière

LES IMPACTS FINANCIERS LIÉS À LA COVID-19

Action contre la Faim, comme un grand nombre d'acteurs associatifs en France, a été touchée par la crise sanitaire liée au Covid-19 dès le mois de mars 2020.

En effet, l'ensemble des événements organisés par Action contre la Faim pour collecter des fonds auprès du grand public ont été annulés :

- Les courses contre la faim dans les écoles, collèges et lycées prévues au printemps 2020
- Les challenges contre la faim, événements sportifs réunissant de nombreux collaborateurs de nos entreprises partenaires, prévus entre le printemps et l'automne 2020

L'ANNÉE 2020 A DONC MIS LA TRÉSORERIE D'ACTION CONTRE LA FAIM SOUS TENSION, C'EST LA RAISON POUR LAQUELLE LA STRUCTURE A SOLLICITÉ LA MISE EN PLACE D'UN PRÊT GARANTI PAR L'ÉTAT (DISPOSITIF MIS EN ŒUVRE PAR LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS POUR SOUTENIR LES ORGANISATIONS DANS LEUR BAISSÉ DE CHIFFRES D'AFFAIRES ET LEURS DIFFICULTÉS DE TRÉSORERIE EN RAISON DE LA CRISE COVID-19), D'UN MONTANT DE 10 MILLIONS D'EUROS EN DÉCEMBRE 2020.

LA SYNTHÈSE GÉNÉRALE DE L'ACTIVITÉ DE LA DAF

- La Direction Financière a poursuivi le travail sur la gestion du risque de change sur nos principales devises de réception de fonds (US dollar, livre sterling, couronne suédoise)

nous permettant d'améliorer très fortement notre pilotage et l'impact budgétaire des variations des taux de change. La DAF a également eu à gérer de nombreux audits liés à la demande croissante de redevabilité de nos bailleurs.

- La Direction financière en lien avec la Direction Financière déléguée aux Opérations s'est fortement investie sur l'amélioration du pilotage de la trésorerie de la structure :
 - Reporting quotidien à la Direction Financière des prévisions de trésorerie à 3 mois, par devise, état des fonds reçus et en attente
 - Suivi rapproché de nos créances bailleurs : mobilisation de l'ensemble des niveaux de l'organisation pour relancer les bailleurs et accélérer les versements (des bureaux pays au Comité Exécutif)
 - Contrôle fort des paiements fournisseurs et partenaires
- La Direction Financière a finalisé son appel d'offre bancaire lancé au second semestre 2019. Une nouvelle banque principale a été retenue au niveau du siège, toujours dans l'optique de gagner en efficacité et afin de réduire les frais bancaires.

LES PROJETS PRIORITAIRES DE L'ANNÉE 2020 AU SEIN DE LA DIRECTION FINANCIÈRE

- Le projet « UNIFI » : l'ambition de ce projet lancé en 2018 est l'amélioration du pilotage financier par le siège et de réduire la charge de travail des équipes plus particulièrement lors des phases critiques telles que la clôture. L'année 2020 a été l'occasion de repenser ce projet et a

permis de sélectionner des solutions qui permettront de répondre aux enjeux actuels pour la finance au niveau du terrain comme du siège, qui sont les suivants :

- L'uniformisation des outils : la fin de l'année 2020 a particulièrement mobilisé les équipes de la finance sur l'harmonisation des nouveaux plan comptable analytique (PCA) et plan comptable général (PCG) et à l'intégration de ceux-ci dans nos outils comptables d'ici au 1^{er} janvier 2021.
 - L'amélioration/optimisation des processus comptables entre missions et sièges
 - Le développement des fonctionnalités de gestion financière et budgétaire
- Le projet « coûts partagés » : l'année 2020 a marqué le début du déploiement de la méthodologie des coûts partagés, nécessaire pour continuer à obtenir des financements de nos bailleurs et qui a mobilisé de façon intense les équipes.

CES DEUX PROJETS MAJEURS ONT FORTEMENT MOBILISÉ LES ÉQUIPES DE LA FINANCE SUR L'ANNÉE MAIS ÉGALEMENT LES ÉQUIPES SI, OPÉRATIONS ET RESSOURCES HUMAINES.

De la même manière d'autres projets transverses initiés par d'autres départements, comme la mise en œuvre du nouveau système d'information des ressources humaines, ont constitué une partie de la charge de travail de la Direction Financière en 2020.

LA FEUILLE DE ROUTE 2021

- L'année 2021 verra deux projets majeurs se poursuivre, avec le déploiement de la méthodologie des coûts partagés dans 7 nouveaux pays, et pour UNIFI la préparation de la montée de version de notre outil comptable au siège.
- La poursuite de notre travail sur le renforcement de notre modèle économique, avec au niveau financier, la mise en place de la sectorisation, permettant ainsi de chercher de nouvelles sources de financement sous forme de prestations de services, et de compléter les canaux historiques de financements institutionnels et de la collecte.
- La mise en œuvre du nouveau règlement comptable.





DÉPARTEMENT DES RESSOURCES HUMAINES (DRH)



Fred WEHNER,
Directeur
des Ressources
Humaines

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES

L'ANNÉE 2020 A ÉTÉ UNE ANNÉE PARTICULIÈREMENT DENSE POUR LE DÉPARTEMENT RH D'ACTION CONTRE LA FAIM.

Il sera inutile de nommer ce qui a été au centre de l'attention de cette année, à savoir la réponse à la pandémie de covid-19 : en 2020, le département RH a déployé tout son savoir et ses compétences pour accompagner tant le siège que nos missions sur l'adaptation et la création de nouvelles normes, leur suivi et leur diffusion, afin de répondre à cette crise.

Tout au long de l'année 2020, face à cette pandémie inédite, ont été mis en place des dispositifs permettant d'assurer la prévention et la protection physique, mentale et les moyens d'existence de nos salarié.es. Cette crise a touché l'ensemble de nos zones d'intervention, et les adaptations ont été nécessaires afin que puissent être poursuivies nos activités humanitaires. Un défi supplémentaire étant posé sur la mobilité internationale ; notre attention étant autant portée sur le fait de ne pas œuvrer à la propagation de la pandémie, que de protéger nos salariés internationaux essentiels tout en leur permettant d'accéder à leur zone d'intervention, malgré les contraintes administratives et logistiques qui se sont posées tout au long de cette crise.

En parallèle et en complément de cette gestion de crise, le département a continué à faire évoluer et progresser les pratiques de l'association et les fonctions de ses membres. L'année 2020 a ainsi été marquée par des réalisations importantes en termes de références et d'autres projets que nous détaillerons ensuite par service.

Ce sont ainsi, et de façon non exhaustive, les projets de transformation digitale qui ont abouti en 2020 (Nibelis pour le

siège et les salariés internationaux, l'accompagnement du déploiement des Timesheet pour le projet Sharecost/timesheet, les outils digitaux de recrutement, etc...) ; un kit RH mission remis à jour ; la conclusion du projet « on-boarding » ; la prolongation de notre partenariat avec l'université Deakin pour la gestion du diplôme de leadership humanitaire ; un accord ambitieux sur l'égalité professionnelle femme-homme et un nouvel accord novateur de télétravail tous deux signés avec nos représentants syndicaux, des travaux sur les référentiels managériaux et l'organisation du travail ; une nouvelle politique de soin psychologique aux collaborateurs et l'arrivée d'une ressource dédiée à la qualité de vie au travail pour la professionnalisation de la prévention des causes sources d'enjeu dans les relations et les conditions de travail, etc...

Enfin, le département RH a travaillé à sa stratégie 2021-2025, afin de définir les intentions qui seront attendues au siège et sur les missions, en accompagnement de l'ISP 3 et des priorités ComEx. Le déploiement de cette stratégie a démarré en février 2021.

Introduction faite, vous trouverez ci-dessous les réalisations opérées par le département RH, en détail par service.

SERVICE GESTION SOCIALE ET PILOTAGE (GSP)

Tout d'abord et avant de décrire les activités et projets réalisés par le service, vous trouverez ci-dessous les chiffres et tendances clés 2020 :

- Effectif siège et internationaux fin 2020 :
 - À date, la hausse de l'effectif salarié sous contrat ACF FR, entre le 31/12/2019 et le 31/12/2020 est de +6,9 % au global, avec des disparités siège (+8,16 %) et salariés internationaux (+5,22 %).

- Sur effectif moyen annuel 2019/2020 : + 7,64 % au global avec une augmentation salariés internationaux (+ 7,93 %) et siège (+ 7,42%) quasi équivalente.
- Nous avons donc eu un effectif moyen, CDD et CDI compris, de 342 salariés siège et 270 salariés internationaux en 2020.

- Turn-over :

Le turn-over siège (CDI) est en baisse (13,24 % en 2020, 17,37 % en 2019).

Le service GSP reste à un haut niveau d'activité (236 entrées et 207 sorties siège, 264 entrées et 244 sorties de salariés internationaux).

L'année 2020 a été marquée par la crise sanitaire Covid 19 qui a fortement impacté les activités du service, avec des cadres juridiques peu clairs qui ont nécessité une constante information et adaptation : signature électronique pour assurer la continuité de l'activité, modalités d'arrêts et maintiens de salaire lors des confinements, gestion du télétravail siège et expatrié, etc...

Dans ce contexte, des dossiers structurants ont tout de même pu avancer, à commencer par le premier volet du projet SIRH : appels d'offre et soutenance, choix du prestataire paie et gestion administrative, analyse, paramétrage et test pour une mise en œuvre à janvier 2021 du module paie.

L'entité support juridique et relations sociales a été mobilisée sur l'appui au DRH dans le dialogue social contribuant à la conclusion d'accords (égalité femmes/hommes, télétravail, négociation annuelle), aux mises à jour des protocoles Covid-19 et l'analyse des mesures d'accompagnement (beaucoup d'analyse juridique sur des cadrages légaux modifiés à de nombreuses reprises) et a organisé les élections CSE (interrompues par la crise Covid 19 entre les deux tours).

Durant la crise Covid-19, et considérant aussi les réunions de négociation pour les différents accords qui ont été signés en 2020, ce sont aussi 56 commissions ou plénières avec les représentants du personnel qui ont été réalisées.

SERVICE RH RÉGIONALES

L'effectif des salariés internationaux a fluctué en 2020 entre 5200 et 5800 salariés à son pic. La proportion des cadres nationaux par rapport aux cadres internationaux a atteint les 48 %.

En réponse à la pandémie Covid 19, le service RH Régionales a pris part à la Taskforce Covid19, qui a été mise en place pour répondre à cette pandémie mondiale. L'enjeu pour les professionnels RH siège et mission était notamment de mettre en place un environnement sanitaire sécurisé pour les salariés, afin de permettre la continuité des programmes. En lien avec les autres services de la DRH siège et le DRH, nous avons proposé des cadrages concernant les équipements de protection des salariés, l'aménagement des espaces de travail, les prises en charge médicales le cas échéant, la gestion des isolements et quarantaines. Lorsque l'épidémie l'a imposé, nous avons accompagné la mise en place de télétravail, de Flexwork, et adapté nos politiques de chômage techniques afin de maintenir du pouvoir d'achat de nos salariés. Pour accompagner ces nouveaux cadres, des webinaires mensuels thématiques, et parfois plus réguliers, ont été organisés tout au long de l'année avec l'ensemble du personnel RH mission.

Durant cette période, le travail de structuration des outils RH a également continué : l'outil de gestion de la paie Homère a connu de nombreuses évolutions, un outil de gestion des activités (Timesheet) a été développé et déployé afin de répondre aux exigences bailleurs et le kit RH Terrain a pu être finalisé et mis à disposition. Les webinaires mensuels ont aussi permis d'améliorer tant le partage des pratiques que leur diffusion.

La pandémie n'a, par ailleurs, pas arrêté les déplacements, mais les a rendus bien plus complexes (annulation des vols commerciaux, fermeture des ambassades, de frontières, tests PCR, quarantaines...). Le Bureau des Déplacements a donc dû s'adapter fortement. Aussi, ce sont 445 briefings/débriefings et 847 déplacements qui ont été réalisés en 2020.

SERVICE RECRUTEMENT ET MOBILITÉ

Le travail fourni par le service recrutement et mobilité demeure soutenu et similaire en 2020 aux années précédentes. En 2020 ce sont :

- 637 demandes de recrutements traitées.
- 579 recrutements internationaux et siège réalisés, dont 41 % réalisés pour des postes sièges.
- 31 contrats de professionnalisation ou d'apprentissage signés pour la rentrée de septembre 2020. La réforme de la formation professionnelle a permis pour la première fois de signer des contrats d'apprentissage.

Cette année a été marquée par un accroissement du recrutement via notre vivier interne ou en poste (69 % des recrutements réalisés).

Par ailleurs, les tendances observées en 2019 se confirment :

- Le niveau d'expertise et d'exigences attendu des postes internationaux et siège restent élevés. Les postes internationaux supérieurs ou égaux au niveau de coordination et direction représentent 64 % des recrutements internationaux réalisés en 2020.
- Une durée moyenne demandée des contrats de 8 mois pour les postes internationaux.
- Parallèlement, le temps disponible pour recruter, tant pour les postes au siège que pour les postes internationaux, réduit encore par rapport à 2019 et passe à 44 jours en moyenne.

L'équipe a également été en appui de la Direction Déléguée aux Urgences sur les campagnes de recrutement pour constituer les viviers urgence.

Initié en 2019, la réalisation des Entretiens Professionnels des collaborateurs a permis que 92 % des entretiens nécessitant d'être réalisés aient pu être finalisés.

Le service recrutement et mobilité a enfin continué sa « digitalisation » et son acquisition de nouvelles technologies de recrutement et de gestion de la mobilité, en étroite collaboration avec les SI et la chargée de projet SIRH.

Malgré le contexte sanitaire, nous avons maintenus nos interventions, à distance, dans plusieurs forums d'emploi généralistes (forum des carrières SciencesPo, Sorbonne), humanitaires (Bioforce Lyon, 3A) et spécialisés (SupdePub).

SERVICE FORMATION

L'année d'activité du service a été fortement touchée par la crise de Covid-19. Pour autant le service a pu réaliser de nombreux succès et projets en 2020 :

- Suite à l'approbation du BHA/USAID, le financement du Diplôme de Leadership Humanitaire, en partenariat avec l'université de Deakin et le centre de leadership humanitaire, a été étendu jusqu'en 2023. En 2020 le

cours a été adapté pour que les regroupements des étudiants initialement prévus en présentiel puissent se faire à distance.

- Le projet « on-boarding » comprenant la révision des processus d'accueil, la création d'outils et d'un nouveau séminaire d'intégration est en cours de finalisation. Il devrait être déployé en 2021.
- L'offre de formation interne prévue en présentiel a été fortement perturbée et réduite en 2020 du fait du COVID. Progressivement les experts métiers et le service formation ont travaillé sur la transformation digitale de ces formations. Ces avancées ont permis la stratégie de digitalisation de la formation, qui sera mise en 2021.

STRESS ET SOUTIEN PSYCHOLOGIQUE

En 2020, la psychologue du service a été évidemment sollicitée en appui à la crise Covid-19, en supplément des autres consultations réalisés pour le personnel international et national. Nous précisons ici, même si ce support n'a pas été géré par le service, qu'une permanence psychologique externe, gérée par Clotilde Lizion a aussi été mise en place en 2020 pour les salariés du siège.

En 2020, en plus de l'activité « running », le service Soutien Psychologique aux Collaborateurs a travaillé à la rédaction et plan de communication de la politique « soin psychologique aux collaborateurs » (SPC), diffusée début 2021.

Deux missions « SPC » auprès des salariés nationaux ont été mises en œuvre : la mission SPC en RCA, en partenariat avec ACTED, DRC et NRC, a continué pour une 3ème année consécutive ; et nous en avons ouvert une seconde en RDC, en partenariat avec PUI et Mercy Corps.

La responsable SPC a effectué une visite au Nigeria en février suites au nombreux et graves incidents connus par les collègues sur place. Elle a également réalisé une formation des managers camerounais à la gestion des incidents de sécurité et produit de nombreux documents pour la gestion du stress dans le contexte de la pandémie de Covid 19.



RH ACCOMPAGNEMENT & RÉFÉRENT HANDICAP

ACF a bénéficié d'un ample **Diagnostic Conseil Handicap**, financé par Agefiph, et réalisé par un cabinet externe.

Le Diagnostic a abouti à un état des lieux complet de la situation de la structure dans le domaine du handicap, d'identifier les freins et les leviers internes, et, enfin, de faire émerger des recommandations très précises pour un plan d'actions en faveur d'une Politique Handicap ACF efficace.

A noter en parallèle, **la refonte complète des ressources Handicap mises à disposition des salariés sur NHF.**

La mise en standby en 2020 des supports de coaching en raison des coupes budgétaires crise Covid19, a été l'opportunité de réaliser **une étude d'impact des coachings individuels menés à ACF** depuis une dizaine d'années.

PROJETS RH

La responsable projets RH a accompagné la DRH tout au long de 2020 sur la gestion de la crise Covid-19, et accompagné les réalisations suivantes :

Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes :

Dans l'objectif de négocier et signer un accord avec les Délégués syndicaux en 2020, la responsable a accompagné la réalisation d'un diagnostic, et a réalisé l'animation de groupes de travail, associant les élus (Délégués syndicaux et membres du CSE), le groupe genre et des praticiens RH.

Télétravail / Flexworking :

Désignant la combinaison du télétravail et d'espaces de travail flexibles au bureau, une étude a été réalisée sur ces pratiques, afin d'apporter des éléments d'éclairage au COMEX et la direction RH pour la négociation de l'accord de télétravail et le projet déménagement.

En outre, une enquête en ligne a été conduite après le déconfinement, en juin 2020, pour évaluer les conditions de télétravail, pendant et après le confinement. 295 collaborateurs ont répondu.

Astreintes : Un diagnostic a été fait pour le siège, sur la base de 18 entretiens confidentiels menés entre juin & août 2020 de salariés / fonctions désignés par le COMEX. 3 mini-sondages complémentaires ont été conduits pour vérifier les pratiques de certaines fonctions (DRO, ADRO & Référents sécurité) en août 2020. Un cadrage global des astreintes est reporté mais il a été décidé d'avancer sur la gestion des backups en 2021.

Management : dans la perspective de renforcer le management chez ACF en créant un collectif de managers uni, performant et innovant, des réflexions ont été conduites avec les managers du siège pour identifier leurs attentes et leurs besoins. Trois nouveaux formats ont été présentés à la dernière réunion des managers, et qui seront portés par le DG entouré du COMEX :

1. Pilotage de l'organisation : Associer les managers à certaines décisions pour ACF et les faire participer à la réflexion sur des sujets stratégiques et transverses avant décision du COMEX.
2. Développement : partage et renforcement au management : Améliorer nos pratiques managériales, à partir des besoins exprimés par les managers.
3. Relais et diffusion des décisions, politiques et pratiques de l'organisation : Accompagner plus efficacement les changements à venir & relayer les décisions de façon claire et précise.

Labo du management : ce nouveau mode de travail a été lancé en octobre 2020 afin d'améliorer nos pratiques managériales et d'innover. Il regroupe des directeurs, des managers et des collaborateurs. Le premier labo réfléchit aux valeurs managériales.

SIRH

La responsable de projet SIRH a permis les réalisations suivantes en 2020 :

Nouveau système d'information de gestion des Ressources Humaines :

Le premier semestre de 2020 a été consacré à la conduite de l'appel d'offre, puis à la contractualisation en collaboration avec le service juridique.

La solution du « couple » Nibelis – Talentsoft a été retenue, après consultation et validation de toutes les parties prenantes et à l'appui de solides prises de références. Il s'agit en effet du meilleur rapport coût/couverture fonctionnelle :

- Nibelis : solution de gestion de la paie et gestion administrative
- Talentsoft : solution de gestion des talents

Après signature du contrat, la phase de mise en œuvre de la solution Nibelis a démarré en septembre avec l'objectif de disposer d'un système de gestion de la paie opérationnel dès le mois de janvier 2021.

Amélioration des processus et des outils existants :

Après les Entretiens Professionnels en 2019, les Entretiens Annuels d'Appréciation ont pu être réalisés en 2020 selon un processus digitalisé similaire.

Un outil de multi diffusions d'annonces (Talentplug) a également été implémenté au dernier trimestre de cette année, afin de réduire le temps de traitement de cette pratique.

QUALITÉ DE VIE AU TRAVAIL

La fin de l'année 2020 fût marqué par le recrutement, en novembre, d'une référente qualité de vie au travail rattaché directement au Directeur des ressources humaines. La finalité de ce poste est de garantir la prévention et accompagner la gestion des risques psycho-sociaux, à travers la définition et le pilotage des politiques de qualité de vie au travail au siège et sur les missions d'intervention. Cela se décline en trois principales missions :

- Définir et accompagner le pilotage des activités de prévention des risques psycho-sociaux et de la qualité de vie au travail, pour le siège et les missions d'intervention, notamment par leur intégration dans l'ensemble des actions de l'organisation.
- Accompagner la gestion des alertes individuelles et collectives relatives aux conditions de travail et aux risques psycho-sociaux.
- Participer au renforcement des conditions matérielles de vie et de travail.

DÉPARTEMENT LOGISTIQUE & SYSTÈMES D'INFORMATION (LOGSI)



**Jean-Baptiste
LAMARCHE**
Directeur Logistique
et Systèmes
d'Information

LES ENJEUX LOGISTIQUES ET INFORMATIQUES ONT ÉTÉ AU CŒUR DE TOUS LES ENJEUX STRATÉGIQUES D'ACF ET CEUX GÉNÉRÉS PAR LA PANDÉMIE EN 2020. IL A FALLU ADAPTER L'ORGANISATION À DE NOUVELLES MODALITÉS DE TRAVAIL POUR FAIRE FACE AUX INNOMBRABLES DÉFIS DE FLUX D'INFORMATIONS, DE FLUX DE BIENS ET DE PERSONNES.

DIRECTION LOGISTIQUE

Au-delà des multiples actions entreprises en interne et décrites dans ce chapitre, le Département LogSI a notamment été nommé à la tête d'un dispositif de coordination logistique inter ONG, à travers le Réseau Logistique Humanitaire (RLH), pour répondre à la crise COVID19. Le dispositif RLH ayant créé une très grande valeur ajoutée et plusieurs études ayant démontré la pertinence de développer la mutualisation logistique, les neuf Organisations du RLH ont décidé de lancer le projet de création d'une Plateforme Coopérative pour porter les activités de mutualisation logistique. La création officielle est prévue pour 2021.

LE SERVICE LOGISTIQUE SUPPORTS MISSIONS

Malgré les impacts de la crise COVID-19, l'équipe du service s'est adapté et a continué son accompagnement du projet Link (formation, déploiement, et support à distance). L'équipe a aussi continué d'apporter ses contributions logistiques à nombre de projets transverses à l'organisation, notamment COTER, E-cash, Cash & Voucher Assistance, SOP choléra, Briefing Note Sécurité Routière, etc.

La réflexion, enclenchée en 2019 d'état des lieux de l'organisation de la filière logistique (projet « ROSLO » - Review of Organizational Structure of Log Ope) et dans la continuité du projet Rôles et Responsabilités Sécurité (qui prescrivait la sortie de la gestion de la sécurité du périmètre de la filière logistique), a abouti à des recommandations sur l'organisation future. La crise du COVID-19 ne nous a pas permis d'engager la phase de mise en œuvre (proposition d'une évolution de la filière logistique). Celle-ci a donc été décalée à 2021.

Le projet « Préparation de réponse logistique aux urgences » suite à l'étude « Supply Chain Expenditures and Preparedness Investment Opportunities », est conduite sur notre mission Madagascar avec le soutien de notre partenaire HELP Logistics (branche de la Fondation Kuhne Nagel). Ce projet qui a démarré en 2019 et qui sera poursuivi jusqu'en 2021, nous permet d'étudier la mise en œuvre des recommandations d'investissements logistiques et la préparation de réponse aux urgences.

LE SERVICE ACHATS

En 2020, le volume d'achats du siège d'ACF France incluant les achats internationaux reste stable et atteint 25 M€. Un support achats a été effectué auprès des différents départements du Siège et à la mission France. Nous avons piloté 10 appels d'offres sur l'année qui ont généré un gain financier, une rationalisation du portefeuille fournisseurs, l'identification d'innovations et la sécurisation des projets structurants.

La crise Covid 19 a eu des impacts multiples sur la performance achats : tout d'abord négatifs, avec l'augmentation des délais d'approvisionnement et du coût de certains biens et la suspension des prestations génératrices de dons etc... mais également positifs : une relation fournisseur performante

révélant l'efficacité de la politique achats et de sa dimension RSO, la mise en place d'une solution de signature électronique optimisant et sécurisant grandement les processus et la mise en application des contrats.

LE SERVICES APPROVISIONNEMENT & EXPÉDITIONS

Environ 9,2 M€ d'achats internationaux pour les comptes des missions ont été réalisés courant 2020.

Les deux principales catégories de produits achetés sont des produits thérapeutiques et nutritionnels (4,1 M€) ainsi que des médicaments et des équipements médicaux (2,2 M€). En volume opérationnel, le nombre de commandes médicales représente 80 % de nos activités. Nous avons également équipé les missions en matériel de protection contre la COVID-19. Au total, environ 900 000 EUR d'équipements de protection ont été achetés en début d'année et en grande partie expédiés sur les missions. Une partie du stock est

conservée pour les besoins futurs.

Les pilotes du projet de stocks décentralisés, permettant d'annuler les délais de livraisons au démarrage des programmes ont été un grand succès. Au regard de ces résultats et pour élargir l'accès aux missions ayant exprimé leur intérêt pour le dispositif, les prévisions budgétaires ont été quadruplées en 2020, atteignant ainsi 2M€. Certains pays comme le Yémen, passent aujourd'hui 100 % de leurs commandes médicales via ce processus de stocks décentralisés.

LES SERVICES GÉNÉRAUX

L'équipe des services généraux a été au cœur de la réponse COVID 19 tout au long de l'année 2020, afin de garantir une continuité de service au siège et ainsi, assurer une mission de veille à la sécurité des biens et des personnes. Les espaces de travail du siège ont été adaptés au protocole sanitaire imposé par la pandémie afin que les collaborateurs puissent accomplir pleinement leurs missions en totale sécurité.



Le pilotage du projet déménagement, qui a démarré fin 2019, est monté en puissance, avec plus de 40 visites de bâtiments, de multiples révisions du cahier des charges liées aux évolutions des contextes financiers et organisationnels. Fin 2020, toutes les conditions étaient réunies pour un choix de bâtiment début 2021.

DIRECTION DÉLÉGUÉE AUX SYSTÈMES D'INFORMATION (DDSI)

Comme pour l'ensemble de la structure, l'année 2020 a été marquée par la Crise COVID. La DDSI a dû, en urgence, répondre aux besoins d'organisation de télétravail des collaborateurs. Les équipes ont relevé le défi et permis à tous les collaborateurs d'ACF en France et sur nos missions de travailler dans de bonnes conditions et de manière sécurisée.

Les besoins de digitalisation et l'ambition d'ACF sont considérables. Le pilotage de toute l'activité liée aux Systèmes d'Information (SI) est l'un des enjeux majeurs de l'organisation. Un Schéma Directeur des Systèmes d'Information (SDSI) a été validé en COMEX SI (instance de gouvernance et de coordination dédiée aux SI qui se réunit tous les 2 mois). Ce SDSI régit à la fois les nombreux projets SI décrits ci-dessous ainsi que leurs interfaces mais plus globalement toute l'urbanisation du SI.

LES PROJETS SI

LINK (Supply Chain) : En plus de Handicap International qui avait déjà officialisé son engagement sur le Link en 2019, Solidarités Internationale s'est engagée. Un certain mode de gouvernance a été acté entre tous les partenaires.

Le déploiement du Lot 3 (Gestion des Stocks) a été considérablement freiné du fait de l'impossibilité de se déplacer mais des mécanismes de compensation ont été trouvés dans le courant de l'année.

Une étude de transfert du Link vers la Plateforme Coopérative du RLH, permettant de mutualiser les charges et les données logistiques, a été lancée. Les 3 axes d'étude sont les suivants : la propriété intellectuelle, le Droit du Travail et le Financier dont la fiscalité. Les résultats de l'étude, attendus début 2021, devront confirmer la faisabilité et les modalités du transfert.

UNIFI (Finance) : Pour de multiples raisons (fonctionnalités non-adaptées au terrain, évolution significative de Saga, coût financier important, difficultés avec l'intégrateur, ...) la solution Microsoft Dynamics 365 initialement retenue a finalement été abandonnée.

La stratégie du département finance et le planning ayant été réajustés, les équipes SI ont travaillé sur les sujets suivants :

- **SAGA** (comptabilité terrain) : Après de nombreux tests en collaboration avec les équipes finances, la nouvelle version de Saga (v8.0) a été déployée sur l'ensemble des missions.
- **PCA/PCG** (Plan Comptable Analytique/Plan Comptable Général) : le changement de PCA/PCG impliquait de gros changements sur les outils financiers (Agresso, Note de Frais, ...) et des impacts importants sur de nombreux outils hors finance, (SIRH, CRM, Link...).

SharedCost/Timesheet : le déploiement des feuilles de temps permettant à chaque collaborateur de saisir ses activités s'est poursuivi. Un workflow de validation y est intégré et l'outil est interfacé avec les outils finance. Deux pays ont pu la tester sur la fin d'année 2020. La mise en production est prévue pour 2021.

SI RH : Au-delà des multiples adaptations qui ont été effectuées suite au projet Finance PCA/PCG et au projet SharedCost/Timesheet, le Département des Ressources Humaines a connu de très grandes avancées sur les 2 projets suivants :

- **Nibelis/Talentsoft :** Suite à un appel d'offre, 2 prestataires ont été retenus pour couvrir l'ensemble des besoins (Nibelis : gestion administrative et Traitement de la paie (Lot1 et Lot2) / Talentsoft : Gestion des Talents (Lot3)). L'équipe projet (RH + SI) a travaillé avec Nibelis sur les Lot 1 et 2 en 2020.
- **Ovide :** le Module «Entretiens d'évaluations annuelles» a été développé et mis en production pour les sessions de 2020. Il a fallu également adapter Ovide afin qu'il puisse fonctionner avec Nibelis (SIRH).

Screening (COTER) : Une nouvelle version (online) de Bridger a été mise à disposition par les SI. La configuration technique a été faite. Des discussions sont en cours quant à la gouvernance de cette activité

ComDev – Service Jeunesse : Les 3 projets principaux de 2020 ont été :

- **Prospection Zen :** Cet outil a été développé en interne pour permettre à l'équipe de mieux piloter et gérer les relations avec leurs contacts dans les 12 000 collèges et lycées français. Une grande valeur ajoutée par rapport à leur ancien outil « Excel » qui n'était plus adapté aux besoins.

- **ACF-Chrono** : cet outil développé en interne permet aux proviseurs des collèges et lycées français de pouvoir envoyer une demande en ligne de bordereau à Chronopost afin qu'ils puissent envoyer les chèques reçus des parents d'élèves au siège d'ACF.

NoHungerForum : suite à la migration de NHF France sur notre serveur, un gros travail support a été effectué auprès des collaborateurs.

SI Programme :

- **Collecte de données** : Le serveur Kobo qui centralise les données collectées (grâce à des smartphones ou tablettes) lors d'enquêtes programmes a été mis à jour et continue à être bien utilisé sur le terrain.
- **Quick Report COVID** : Les SI ont été partie prenante de la Task Force Covid. Afin de permettre aux missions de connaître quels sont les collaborateurs qui sont impactés par le COVID (cas contact, quarantaine, confinement, ...) un outil a été développé.
- **BIGApp** (Beneficiaries Information Gateway App) : Suite au prototype livré en 2019, une phase de développement a été lancée. Cette phase d'UX/UI Design permettra le développement de la version finale et de s'assurer de répondre au mieux aux besoins métiers

Collaboration avec le réseau ACF IN : Un travail a été enclenché pour mettre en place un accord de partage des données entre ACF France et ACF Espagne afin de s'assurer que les données centralisées au niveau du siège de Madrid soient encadrées par des règles respectueuses du RGDP

RGPD : Le travail d'accompagnement auprès de l'ARC s'est poursuivi et a permis à la fois le recrutement d'une Coordinatrice de mise en conformité RGPD mais également l'acquisition d'une solution permettant le référencement des processus traitants de la donnée personnelle.

LE SUPPORT APPLICATIFS

- 1670 demandes de support ont été résolues par les GSI (Gestionnaires des Systèmes d'Information).
- Le temps moyen du premier suivi est de 10 heures alors que le temps de résolution est de 5 jours.
- Un accompagnement au cursus DLH a été fait par les SI sur l'ensemble des sessions 2020, en collaboration avec l'IT de la mission Sénégal.

LE SERVICE INFRASTRUCTURES

Lors du 1^{er} confinement, et pour permettre à tous les collaborateurs d'ACF de pouvoir travailler à distance, 100 % du parc des postes informatiques du siège sont désormais des ordinateurs portables et tous les collaborateurs utilisent Microsoft Teams. Le contexte COVID a nécessité une révision de nos procédures de mise à disposition des équipements (permanences assurées au siège, expédition en France via un transporteur, gestion du SAV chez les collaborateurs...). L'année 2020 a été très compliquée pour maintenir le même niveau de service mais les équipes ont su trouver des solutions. Au niveau du support, 2030 tickets ont été traités en 2020.

Le déploiement des équipements de sécurisation des réseaux des missions (Firewall Checkpoint) a continué sur 2020, avec l'équipement de l'ensemble des coordinations pays. Cela reste un point d'attention très fort du fait de la hausse des attaques cyber dans le monde.

Pour la partie Energie, c'est la troisième année du projet (sur 3 ans) de mise aux standards électriques (Electrical upgrade) visant à sécuriser les installations des bâtiments loués parACF. Un Workshop Energie en ligne a été organisé avec les 8 électriciens du terrain.



0823243870

A red wooden cabinet with a glass door. Inside the glass door, there is a poster featuring a woman's face and the phone number 0823243870. Below the glass door is a solid red wooden drawer with a metal handle.



LE SERVICE AUDITS RISQUES ET CONFORMITÉ (ARC)

L'ARC est une unité indépendante de support (conseil, alertes et audit) à l'activité de l'association, et rattachée à la Direction Générale. L'ARC participe au pilotage de l'association par la fourniture de conseil de capitalisation des connaissances, de mise à disposition d'outils et par le recours à la sensibilisation, dans ses domaines de compétences : juridique, management du risque, audits externe et interne et sur l'accompagnement à la conformité.

Il s'agit donc d'un service en charge de la maîtrise du risque, qui déploie une action transversale.

Le service a entamé en fin d'année 2020 une démarche de repositionnement au sein de l'association et de réorganisation, projet mené par l'ensemble des salariés du service en lien avec l'ensemble des acteurs de l'association. Cette démarche doit tendre à rationaliser son activité et à la rendre encore plus efficiente dans la maîtrise du risque institutionnel. Ce travail sera finalisé courant du premier semestre 2021.

AUDITS EXTERNES

L'unité de coordination des audits bailleurs publics est composée de trois personnes. Elles gèrent le calendrier d'audits externes réalisés au siège d'ACF pour le compte de ses missions opérationnelles et apportent un appui à la gestion des audits menés directement par le terrain (bailleurs et gouvernementaux). L'unité assure ainsi la coordination entre les équipes du terrain, du siège et les auditeurs mandatés pour le compte des bailleurs avec lesquels ACF a pu mettre en œuvre des activités durant l'année en cours ou les années précédentes. Cette unité permet à ACF de remplir ses obligations contractuelles en terme d'audit, de conformité et de transparence envers ses bailleurs de fonds publics

En 2020, 45 audits de projets ont eu lieu au siège et environ 60 audits externes ont été réalisés au sein des bureaux nationaux. Les principaux bailleurs ayant mandaté les audits de projets en 2020 sont : le Gouvernement américain (BHA, BPRM), la Commission Européenne (ECHO, DEVCO), les agences des Nations Unies, la Coopération suédoise (SIDA),

l'Agence Française de Développement (l'AFD) ainsi que d'autres coopérations nationales avec lesquelles ACF a mis en place des programmes financés par celles-ci.

Cette année, ACF a aussi eu le plaisir de renouveler, après une évaluation structurelle poussée de l'organisation, sa certification de partenariat avec la branche humanitaire de la Commission Européenne (ECHO) pour une durée de 7 ans. Cette reconnaissance est un gage de la qualité du suivi des actions de l'association.

Dans un objectif d'amélioration continue et de renforcement des pratiques d'ACF, l'équipe de coordination des audits bailleurs assure aussi un rôle de capitalisation, de définition de pistes d'amélioration et de sensibilisation des collaborateurs autour de ces enjeux à travers le partage d'outils et la mise en place de formations autour de l'audit.

La multiplicité de ces audits montre à quel point notre association, comme les autres ONG financées par des bailleurs institutionnels, est contrôlée sur la qualité de sa gestion et ce encore plus que nombre de structures de droit français.

PÔLE JURIDIQUE

Le pôle juridique apporte une expertise tant auprès de la direction que de l'ensemble des départements de l'association, sa mission est de sécuriser les pratiques d'ACF et de garantir le suivi des risques juridiques et éthiques associés aux projets transversaux, aux décisions stratégiques de la direction générale et à la gouvernance de l'association.

Depuis 2012 le rôle de Délégué à la Protection des données (anciennement CIL) est assuré par la responsable juridique. Conformément à la législation le DPO est le garant des bonnes pratiques et de la conformité à la législation afférente, notamment le RGPD, dans l'emploi des données personnelles au sein de l'association.

Le contrôle du respect des obligations légales et éthiques afférentes à la protection des données à caractère personnelles

d'ACF a été renforcé grâce à l'arrivée en 2020 d'une nouvelle juriste spécialisée en protection des données à caractère personnel. Cette dernière, avec l'appui de la DPO, a pour mission sur 24 mois, de mettre ACF en conformité avec ses nombreuses obligations légales et éthiques, tant au niveau du siège que de ses missions.

Enfin, le pôle juridique a étendu nouvellement son action en assurant un appui à la direction du plaidoyer en apportant une expertise juridique. Appui notamment sur un projet législatif, dont la finalité serait d'imposer de contrôler nos bénéficiaires en amont de toute aide sur des listes édictées par l'administration, au mépris du droit international humanitaire qui décrit pourtant notre action comme devant être inconditionnelle. Cette démarche a aussi permis de générer une « communauté » des services juridiques de différentes ONG, communauté que le pôle juridique participe à animer pour coordonner nos analyses.

PÔLE GESTION PAR LES RISQUES

L'approche de gestion par les risques, formalisée en 2018 par l'adoption d'un document de politique a pour ambition d'améliorer le pilotage, la prise de décision et l'allocation des ressources au niveau de l'organisation, des bureaux pays mais également au niveau projet.

En permettant un meilleur diagnostic des risques auxquels l'organisation est exposée, l'organisation peut déterminer de manière consciente «sa prise de risque» (son appétit pour le risque) et décider, à priori, des mesures à prendre afin d'améliorer sa maîtrise collective des risques et ainsi favoriser l'atteinte des objectifs qu'elle s'est fixée. Depuis 2015, à travers la conduite de 344 entretiens individuels et d'ateliers collectifs, 13 cartographie pays ont été réalisées, la dernière en novembre 2019 au Bangladesh.

L'année 2020, du fait de la situation sanitaire, a largement limité nos capacités à mener des cartographies des risques pays, les déplacements étant strictement limités.

Afin d'améliorer la maîtrise des risques de fraudes, corruption et des faits d'exploitation et d'abus sexuel, le pôle gestion par les risques est en charge de centraliser les informations relatives aux incidents que connaît l'organisation, d'en appuyer la gestion et de proposer des évolutions des outils, processus ou politiques. En 2020, le pôle a été renforcé avec la création d'un poste de Coordinatrice Prévention et Lutte contre la Fraude.

Enfin, le pôle est impliqué dans plusieurs travaux relatifs à la maîtrise des risques de fraudes et d'exploitation et abus sexuel, en concertation avec le réseau ACF International, tant en fait de développements d'outils que de révisions de procédures, il en est ainsi par exemple de la procédure « safeguarding » du réseau international.

AUDIT INTERNE

L'audit interne est une activité indépendante et objective qui donne à l'organisation une assurance sur le degré de maîtrise de ses opérations, lui apporte ses conseils pour les améliorer, et contribue à créer de la valeur ajoutée. Il aide l'organisation à atteindre ses objectifs en évaluant, par une approche systématique et méthodique, ses processus de management des risques, de contrôle, et de gouvernance, et en faisant des propositions pour renforcer leur efficacité.

Le projet de renforcement du cadre de contrôle interne lancé en 2019 a été poursuivi en 2020. Une mission d'appui au contrôle interne menée au Burkina Faso a permis de réfléchir aux enjeux de la mise en place locale du nouveau référentiel de contrôle interne. L'audit interne est également intervenu sur le terrain afin de mener un audit approfondi au Pakistan et a apporté son appui à l'élaboration d'une politique de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme.

En 2021 l'évolution de l'audit interne va se poursuivre dans le cadre plus large du projet d'évolution de l'ARC. Au-delà du plan d'audit annuel qui sera mis en œuvre en 2021, une vision triennale a été développée afin de renforcer la capacité de l'audit interne à garantir un niveau de maîtrise des risques à la hauteur des ambitions opérationnelles d'ACF France. Cette vision prévoit la mise en œuvre de différents projets jugés prioritaires tels une évolution du Comité d'audit et des risques, la mise en place d'un nouvel outil de suivi des recommandations d'audit et l'élargissement du périmètre des activités de l'audit interne. Le recrutement récent d'un responsable de l'audit interne et d'un deuxième auditeur prévu début 2021 devrait permettre de mener à bien ces projets tout en augmentant le nombre d'audits internes réalisés.

QUI SOMMES-NOUS ?

PRÉSENTATION GÉNÉRALE

Née d'une urgence, celle des réfugiés afghans au Pakistan qui, en 1979, fuyaient les combats, Action contre la Faim (ACF) a été fondée par un groupe d'intellectuels français dans le but d'éradiquer la faim de manière globale, durable et efficace dans le monde.

Alors que jusque là, la lutte contre la faim était intégrée dans des combats plus généraux (lutte contre la pauvreté, lutte pour la santé, etc), les membres fondateurs ont créé une organisation spécialisée dans les problèmes de la faim.

Sa mission consiste à sauver des vies par la prévention, la détection et le traitement de la malnutrition, en particulier pendant et suite à des situations d'urgence et de conflits. Elle centre son intervention sur une approche intégrée, prenant en compte divers secteurs :

- Nutrition-santé
- Pratiques de soins
- Sécurité alimentaire et moyens d'existence
- Eau, assainissement et hygiène
- Plaidoyer et sensibilisation

En 2015, ACF-International est intervenue dans plus de 47 pays, venant en aide à environ 7 millions de personnes. En intégrant ses programmes avec les systèmes régionaux et nationaux, Action contre la Faim s'assure que les interventions à court terme deviennent des solutions à long terme.

HISTORIQUE

LES FONDATEURS D'ACTION CONTRE LA FAIM

Patrick ARFI, Jacques ATTALI, Danielle de BETAK, Charles de BRANTES, Xavier BROAWEYS, Jean-Martin COHEN-SOLAL, Caroline FRAISSINET COSICH, Jean GEROTHWOHL, Françoise GIROUD, Marek HALTER, Gilles HERTZOG, Thierry LEROY, Rémy LESTIENNE, Bernard-Henri LEVY, Patrick SIEGLER- LATHROP, Marie-Antonietta MACCIOCCHI, Christian-Marie MONNOT, Jacques-André PREVOST, Robert SEBBAG, Guy SORMAN, Marc ULLMANN, Jean-Christophe VICTOR, Gad WEIL.

1979 : L'AICF

« Parler de la faim dans le monde installé dans son fauteuil c'est très bien, ce serait pourtant mieux de faire quelque chose ». Ainsi résumée par Françoise Giroud, cette prise de conscience a conduit en 1979 une poignée d'intellectuels français à se mobiliser pour affirmer leur refus face au scandale de la faim. Élargi à quelques journalistes et médecins, le groupe se constitue en association le 15 novembre autour de Jacques Attali, Marek Halter, Bernard-Henri Levy... L'Action Internationale Contre la Faim (AICF) est née. Un mois plus tard, l'Afghanistan sera le théâtre d'un des derniers conflits de la guerre froide. Face à l'invasion des troupes soviétiques, des milliers d'Afghans fuient à la frontière du Pakistan. Un médecin afghan réfugié en France est présenté aux fondateurs d'AICF et raconte. Très vite, une première mission d'aide d'urgence est montée. Des hommes, médecins et volontaires, sont envoyés sur place pour convoyer tentes et denrées. En janvier 1980, AICF est la seule organisation française présente sur cette zone de Quetta.

LES TEMPS FORTS DE NOTRE ACTION

- 1982** : Mission d'urgence en Thaïlande auprès de cambodgiens
- 1985** : Mission d'urgence en Ethiopie pour faire face à la famine
- 1990** : Aide au peuple kurde en exode pendant la guerre du Golfe
- 1992** : Ouverture d'une mission en Bosnie pour apporter une assistance médicale et nutritionnelle aux déplacés
- 1994** : AICF est reconnue d'Utilité Publique par le ministère de l'Intérieur. Génocide au Rwanda : Aide nutritionnelle aux réfugiés
- 1995** : Ouverture de la mission Tchétchénie pendant la 1^{ère} guerre russo-tchéchéne
- 1996** : AICF devient Action contre la Faim
- 1999** : Distribution d'urgence au Kosovo
- 2000** : Action contre la Faim se retire de la Corée du Nord et dénonce la manipulation de l'aide
- 2003** : Ouverture de la mission en Irak
- 2005** : ACF déjà présente sur place répond à l'urgence suite au Tsunami en Indonésie et au Sri-Lanka
- 2006** : Exécution de 17 humanitaires d'Action contre la Faim par l'armée au Sri-Lanka. Fermeture de la mission en signe de protestation contre l'impunité du crime



2008 : « Émeutes de la faim » dans de nombreux pays en voie de développement à la suite d'une forte hausse du prix des denrées alimentaires

2011 : Début du conflit en Syrie dans le contexte du Printemps arabe

2012 : Ouverture de la mission au Yémen

2015 : Aide d'urgence auprès de 180 000 personnes après un séisme au Népal

2017 : Menace de famine dans 4 pays, au Yémen, Nigéria, Soudan du Sud et en Somalie. Nouvelle identité de marque Action contre la Faim

LES TEXTES DE RÉFÉRENCES D'ACTION CONTRE LA FAIM

Des textes sont ici rapportés afin de permettre au lecteur du rapport moral de mieux situer l'action annuelle de l'association au regard de son mandat et de ses valeurs. Les documents complets sont disponibles au siège de l'association et sur le site Internet www.actioncontrelafaim.org.

LA CHARTE

INDÉPENDANCE

De façon à préserver et à conserver sa liberté morale et financière, Action contre la Faim agit en fonction de ses propres principes et ne se détermine en aucun cas en fonction d'intérêts de politique, intérieure ou étrangère, ou d'un gouvernement, quel qu'il soit.

NEUTRALITÉ

Une victime est une victime. Action contre la Faim oeuvre dans le respect d'une stricte neutralité et impartialité politiques et religieuses. Elle peut cependant être conduite à dénoncer les atteintes aux droits de l'homme dont elle est témoin, ainsi que les entraves mises au bon déroulement de sa mission humanitaire.

NON DISCRIMINATION

Action contre la Faim se refuse, dans son action, à toute discrimination de race, de sexe, d'ethnie, de religion, de nationalité, d'opinion ou de classe.

ACCÈS LIBRE ET DIRECT AUX VICTIMES

Action contre la Faim fonde son action sur une exigence de libre accès aux victimes et sur le contrôle direct de ses programmes.

Elle se donne tous les moyens pour y parvenir et s'autorise à dénoncer les entraves mises à son action et à agir pour y mettre fin. Elle vérifie aussi l'affectation de ses ressources afin que celles-ci parviennent bien aux individus en situation précaire auxquels elles sont destinées. En aucun cas, les partenaires avec lesquels elle peut être amenée à travailler ne doivent être les ultimes bénéficiaires de ses programmes d'aide.

PROFESSIONNALISME

Action contre la Faim fonde la conception, la réalisation, la gestion et l'évaluation de ses programmes sur des exigences de professionnalisme et sur la capitalisation de son expérience, afin d'optimiser son efficacité et l'utilisation de ses ressources.

TRANSPARENCE

Action contre la Faim s'engage, vis à vis de ses bénéficiaires comme de ses partenaires et donateurs, à respecter transparence et information dans l'affectation et la gestion de ses fonds, et à se doter de toutes les garanties visant à apporter la preuve de sa bonne gestion. Tous les membres d'Action contre la Faim, dans le monde entier, adhèrent aux principes de la Charte et s'engagent à la respecter.

NOS SEPT DOMAINES D'EXPERTISES

Cadre d'intervention et modalités opérationnelles :

ACF intervient sur la base d'une analyse des besoins, de la demande et/ou des risques de malnutrition encourus par les populations, quel que soit le contexte (conflit, sous-développement, crise ou catastrophe naturelle, milieu urbain ou rural, déstructuration, etc...). Son déploiement géographique est déterminé par l'apparition des crises ou de risque de crise, et par sa pertinence technique.

ACF, en concertation avec son réseau international, décide de l'ouverture et de la fermeture de ses missions sur la base des analyses précitées, afin d'optimiser ses ressources et maximiser son impact. ACF, en concertation avec son réseau international et dans un objectif d'optimiser son action et sa pertinence, peut envisager l'ouverture de bureaux opérationnels ou régionaux, bases logistiques ou toute autre forme de présence dans les pays du Sud ou dans le reste du monde, ainsi que des partenariats ou rapprochement stratégique avec des ONGS tant locales qu'internationales. ACF agit indépendamment de toute forme de pression politique, économique ou sociale. La sélection des bénéficiaires de l'aide est réalisée sans discrimination d'aucune sorte et en premier lieu en fonction de leur niveau de vulnérabilité.

NUTRITION ET SANTE

PAR SES PROGRAMMES DE NUTRITION ET SANTÉ, ACTION CONTRE LA FAIM PRÉVIENT, DÉPISTE ET TRAITE LA MALNUTRITION AIGUË CHEZ LES PERSONNES LES PLUS VULNÉRABLES.

La moitié de la population mondiale souffre de malnutrition. Le changement climatique est une menace supplémentaire pour la sécurité alimentaire des populations les plus vulnérables. Sécheresses, inondations, événements météorologiques extrêmes, impactent directement les communautés. Par ses programmes de nutrition et santé, Action contre la Faim prévient, dépiste et traite la malnutrition aiguë chez les personnes les plus vulnérables, les jeunes enfants et les femmes enceintes ou allaitantes. Selon les exigences particulières à chaque situation, au contexte et à la culture locale, Action contre la Faim conçoit des programmes de nutrition-santé adaptés à la population.

PRÉVENTION ET FORMATION DES TRAVAILLEURS LOCAUX

Action contre la Faim porte une attention particulière à la formation des travailleurs locaux, afin d'assurer l'autonomie des missions dans la prise en charge et le traitement de la malnutrition au niveau national. Par ailleurs, nous prenons en compte la qualité et la nature des soins dispensés aux enfants au sein de la famille et de la communauté. Nos programmes incluent donc un renforcement des pratiques de soins infantiles et de la relation parents-enfant permettant l'épanouissement physique et psychique de l'enfant.

DES CENTRES DE SANTÉ LOCAUX

Nos centres de santé sont implantés localement au plus près des populations en détresse de façon à être en capacité de dépister et de prendre en charge la malnutrition le plus rapidement possible. En parallèle, un soutien psychologique peut être apporté aux victimes et à leur famille.

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET MOYENS D'EXISTENCE

SELON LES CHIFFRES DE LA FAO, 800 MILLIONS DE PERSONNES SOUFFRAIENT DE SOUSALIMENTATION EN 2016,

« Sécurité alimentaire » : situation d'une personne ayant un accès physique et financier à une nourriture en qualité et quantité suffisante, respectant ses préférences culturelles, et ce tout au long de l'année, afin de garantir une vie saine et active.

SÉCURISER L'ACCÈS À LA NOURRITURE

L'objectif général de nos interventions en « sécurité alimentaire et moyens d'existence » vise à permettre aux populations d'accéder à une nourriture adéquate pendant et après des situations de crises. Pour cela, nous poursuivons, selon les situations, différents objectifs :

- Répondre aux besoins immédiats en nourriture des populations vulnérables (populations déplacées et réfugiées, communautés hôtes).
- Permettre le retour à l'autonomie alimentaire des populations affectées par les désastres, les conflits ou l'insécurité alimentaire chronique
- Infléchir les cadres et politiques de la sécurité alimentaire de façon à éradiquer la faim.

Selon les contextes, les interventions d'Action contre la Faim permettent de sauver des vies humaines dans les situations de crises aiguës, de protéger et maintenir les moyens d'existence des populations les plus sensibles aux catastrophes, de réduire les facteurs de vulnérabilité et de promouvoir le développement économique et social.

La recherche de solutions durables dans la lutte contre la faim et la sous-nutrition est au coeur de nos interventions sur le terrain. Pour accroître notre efficacité nous menons des analyses contextuelles poussées et évaluons nos projets afin de former au mieux notre personnel et apporter la meilleure réponse possible aux populations.

NOS ACTIONS

- L'assistance alimentaire
- Les activités agricoles
- Les activités génératrices de revenus en milieu rural ou urbain
- La surveillance de la situation alimentaire
- Le plaidoyer

EAU ASSAINISSEMENT ET HYGIÈNE

L'ACCÈS À L'EAU POTABLE ET SA GESTION EST UN ÉLÉMENT CENTRAL DANS LA GESTION DE TOUTES LES CRISES HUMANITAIRES ET ALIMENTAIRES.

LA MALNUTRITION D'UN ENFANT SUR DEUX EST LIÉE AUX MALADIES HYDRIQUES, À UN ENVIRONNEMENT INSALUBRE ET UN ACCÈS À L'EAU POTABLE LIMITÉ.

Plus de 80 % des eaux usées générées dans le monde retournent dans l'écosystème sans avoir été traitées ou réutilisées. Dans la plupart des cas, les populations ne disposent pas des infrastructures nécessaires au traitement des eaux usées.

Ces eaux véhiculent des matières fécales, des déchets médicaux, des pesticides d'agriculture et des produits chimiques potentiellement toxiques rejetés par les activités humaines. Des collectivités entières peuvent tomber malades si l'eau potable est contaminée et que l'hygiène est négligée. En buvant une source d'eau contaminée par des excréments les populations risquent de contracter des maladies mortelles comme la diarrhée, le choléra, la dysenterie, la typhoïde ou la polio.

AMÉLIORER L'ACCÈS À L'EAU POTABLE ET SENSIBILISER LES POPULATIONS

Action contre la Faim intervient dans la prévention de la malnutrition et mène des programmes d'amélioration de l'accès à une eau saine, de construction de latrines, de drainage etc. Elle fait également de la sensibilisation aux bonnes pratiques d'hygiène et à la gestion de l'eau. Dans les situations d'urgence (épidémies, catastrophes naturelles, etc.),

nous nous positionnons en acteur de terrain (distribution d'eau par camions citernes, de kits d'hygiène, mise en place d'assainissement d'urgence, mise en place de programme de prévention des risques), mais aussi en coordinateur de la réponse humanitaire.

Outre le traitement et la prévention de la malnutrition, ACF mène une approche intégrée de la gestion des risques liés aux catastrophes naturelles, intégrant l'adaptation au changement climatique. Cette approche transversale est intégrée dans nos programmes au sein des divers domaines d'intervention. Il s'agit d'élaborer puis de mettre en oeuvre des stratégies et des pratiques visant à limiter la vulnérabilité des populations, les aléas et les conséquences des catastrophes sur l'existence des populations. Le manque d'accès à l'eau potable, à l'assainissement et à l'hygiène, et leur conséquence sur la sousnutrition, restent des défis majeurs à l'échelle mondiale que nous tentons de surmonter.

SANTÉ MENTALE, PRATIQUES DE SOINS GÈRE ET PROTECTION

LES POPULATIONS LES PLUS VULNÉRABLES SONT SOUVENT LES PLUS SUJETTES À DES CHOCs TRAUMATIQUES.

Les populations vulnérables doivent survivre aux conflits, aux maladies liées à l'hygiène ou à la malnutrition, aux événements météorologiques extrêmes ou encore au déséquilibre familial. Les communautés sont exposées à beaucoup de violences, d'insécurité et d'angoisse ce qui affecte énormément la santé mentale des individus.

Dépression, stress post-traumatique, problème de sommeil ou de comportement, les populations se retrouvent en grande détresse.

En 2015, 462 868 personnes ont bénéficié d'un soutien psychologique dans 21 pays différents sur les 49 pays où Action contre la Faim est présent.



GRUPE DE PAROLE ET SOUTIEN INDIVIDUEL

Nous intervenons auprès de ces populations et contribuons au soutien psychosocial, à la protection des personnes et à l'amélioration des pratiques de soins infantiles. Pour Action contre la Faim, la sousnutrition a des causes multiples, dont des facteurs psychologiques et la qualité des soins prodigués aux femmes enceintes et aux très jeunes enfants.

Dans le cadre de la sous-nutrition aussi, les équipes en santé mentale et pratiques de soins ont un rôle à jouer. Des interventions psychosociales et sur la parentalité permettent de lutter durablement contre la faim et de minimiser l'impact des contextes difficiles sur la santé des populations.

Des groupes de paroles sont organisés dans nos différents centres de santé et un soutien individuel est mis en place pour les personnes les plus vulnérables. Dans certains cas, des séances de relaxation sont nécessaire pour réduire angoisse et peur.

Pour les enfants, des activités de groupe, des activités parents-enfants pour renforcer les liens familiaux, des jeux pédagogiques et des parcours psychomoteurs sont mis en place afin qu'ils puissent grandir et se développer le plus sereinement possible.

PLAIDOYER

EN LIEN AVEC NOS ÉQUIPES SUR LE TERRAIN, NOUS MENONS DES ACTIVITÉS DE PLAIDOYER ET DE MOBILISATION AUPRÈS DES ETATS ET DE LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE.

Elles visent à provoquer des changements durables en termes de politiques, de pratiques et de capacités d'intervention, en influençant les décideurs politiques et économiques, et en mobilisant l'opinion publique. Au travers des différents programmes de lutte contre la malnutrition, d'assainissement d'eau ou encore de santé mentale que nous mettons en place depuis près de 40 ans, l'organisation met en avant des moyens reconnus ou innovants et démontre quotidiennement leur efficacité. Forte de cette expérience, l'ONG se donne le mandat de promouvoir ces bonnes pratiques et d'amener à leur intégration dans les politiques des États et des institutions internationales.

NOTRE ACTIVITÉ DE PLAIDOYER S'ARTICULE AUTOUR DE DEUX AXES DE TRAVAIL :

LA LUTTE CONTRE LA FAIM ET LA MALNUTRITION

Les activités de plaidoyer ont pour but d'alerter sur l'importance de la lutte contre la malnutrition aiguë et promouvoir sa reconnaissance comme problème majeur de santé publique, nécessitant à la fois plus d'attention de la part des décideurs et plus de moyens financiers.

Par ailleurs, nous plaignons pour une approche intégrée de la lutte contre la malnutrition en demandant aux États d'inclure la nutrition dans leurs politiques sectorielles (agriculture, santé...). De par notre expérience et notre travail de réflexion et recherche sur les causes de la faim, nous nous engageons dans un mouvement plus global pour proposer des solutions durables dans le but d'éradiquer à terme la faim dans le monde.

LA DÉFENSE DES PRINCIPES HUMANITAIRES

Nous luttons également pour le respect des principes humanitaires et accompagne les évolutions et les changements des politiques dans ce domaine (particulièrement françaises et européennes) en apportant son expertise et en témoignant de ce que les équipes rencontrent sur les terrains d'intervention.

Enfin, nous sensibilisons les sociétés civiles du Nord et du Sud pour soutenir nos actions de plaidoyer. En informant les citoyens sur les enjeux de la faim, nous tentons de mobiliser pour faire pression sur les décideurs afin d'obtenir de véritables changements.

GESTION DES RISQUES ET DÉSASTRES

AUGMENTATION DES ÉVÉNEMENTS MÉTÉOROLOGIQUES EXTRÊMES

Les populations les plus vulnérables sont en première ligne de ces événement météorologique extrêmes : désertification, sécheresse, inondation, vague de froid et de chaleur ou encore la modification des conditions climatiques locales. Les crises et les désastres renforcent ou même accélèrent les facteurs sous-jacents conduisant à la sous-nutrition. La gestion des risques aux désastres consiste à faire ce qu'il faut, au bon moment et de la meilleure façon, pour préserver les moyens d'existence et créer un environnement favorable pour lutter efficacement contre la faim et réduire les vulnérabilités des populations face aux désastres.

La dernière décennie a vu le nombre de personnes exposées aux risques d'aléas naturels tripler atteignant les 2 milliards. Les catastrophes naturelles extrêmes comme le tsunami en 2004, ainsi que le tremblement de terre en Haïti en 2010, ont eu des effets catastrophiques sur l'environnement et sur les populations et leurs moyens d'existence.

UNE APPROCHE TRANSVERSALE ET MULTISECTORIELLE

S'appuyer uniquement sur une capacité de réponse en urgence n'est plus un mode opératoire éthiquement possible. Pour cela nous mettons en place une approche transversale et multisectorielle pour la mise en application des mesures de préparation, de réponse, de mitigation et de prévention aux désastres, afin de garantir que les moyens d'existence des populations vulnérables soient plus résilients à des chocs ponctuels et récurrents.

RECHERCHE

SOUCIEUX D'AMÉLIORER LA QUALITÉ DE NOS INTERVENTIONS SUR LE TERRAIN, NOUS CONSIDÉRENS LA RECHERCHE COMME UN DOMAINE DE DÉVELOPPEMENT STRATÉGIQUE.

Les programmes de recherche sont définis sur la base des besoins de terrain. Ils sont conduits en collaboration avec des partenaires scientifiques internationaux et nationaux. Notre objectif est d'améliorer la qualité de nos interventions sur le terrain.

Aujourd'hui, nos projets de recherches ont pour objectifs spécifiques d'améliorer la prise en charge et la prévention de la sous-nutrition, ainsi que la réponse et la préparation aux urgences humanitaires. Ils s'articulent autour de trois grands axes :

- Identification des approches préventives efficaces contre la sous-nutrition
- Identification des modalités de mise à l'échelle d'un traitement efficace de lutte contre la sous-nutrition
- Identification des outils de réponse et préparation aux urgences





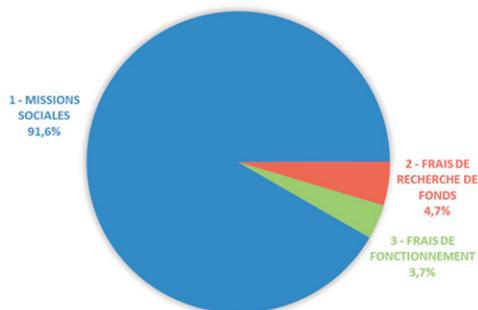
TRANSPARENCE FINANCIÈRE

UNE GESTION ASSURÉE PAR DE SOLIDES GARANTIES

- Action contre la Faim est une association Loi 1901 reconnue d'Utilité Publique, label délivré par le Conseil d'État. A ce titre, Action contre la Faim doit transmettre ses comptes annuels au Ministère de l'Intérieur et au Ministère des Affaires Étrangères.
- Action contre la Faim est membre du Comité de la Charte de déontologie des organisations sociales et humanitaires faisant appel à la générosité du public. Cet organisme de surveillance rassemble des associations et fondations françaises qui ont en commun le respect d'une série de principes déontologiques en terme de rigueur budgétaire et de transparence des comptes.
- Des commissaires aux comptes indépendants garantissent chaque année la rigueur de notre gestion et la transparence de nos comptes, publiés chaque année.
- Les grands bailleurs de fonds institutionnels internationaux (ECHO, USAID) exercent un contrôle permanent sur nos comptes, au siège comme sur le terrain.
- Action contre la Faim est susceptible d'être auditée à tout moment par la Cour des Comptes et l'IGAS (Inspection Générale des Affaires Sociales), comme n'importe quelle autre structure.

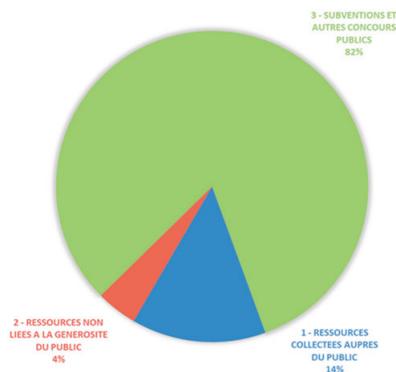
91,6 % DES EMPLOIS (DÉPENSES) SONT AFFECTÉS AUX MISSIONS SOCIALES

RÉPARTITION DES EMPLOIS PAR DESTINATION



Ce graphisme présente le montant de chaque rubrique d'emploi par rapport au total des emplois de l'exercice 2020

RÉPARTITION DES RESSOURCES PAR ORIGINE



Ce graphisme présente le montant de chaque type de ressources par rapport au total des ressources de l'exercice 2020



LE RÉSEAU INTERNATIONAL

Le réseau Action contre la Faim International est composé aujourd'hui de 8 organisations juridiquement indépendantes, constituées sous des formes juridiques différentes – toutes à but non lucratif – en fonction du droit national propre à chaque pays :

ACF France est une association loi 1901 ;
ACF Espagne est une fondation ;
ACF Italie est une fondation ;
ACF Allemagne est une association à but non lucratif ;
ACF Royaume Uni, ACF Etats-Unis, ACF Canada et ACF Inde sont des sociétés à but non lucratif.

Comme le précise le Projet Associatif, « le réseau international doit permettre de diffuser les valeurs qu'ACF défend, d'accroître la capacité d'intervention, de renforcer la légitimité et l'étendue du témoignage, de développer les compétences, et de mobiliser plus de ressources financières. » Action contre la Faim France en est la structure historique et opérationnelle, pilotant également l'activité recherche et l'animation du Conseil Scientifique International pour le compte du réseau. Action contre la Faim Espagne et Action contre la Faim USA sont les 2 autres structures opérationnelles du réseau, créées

respectivement en 1995 et 1997, de volumes financiers quasi similaires aujourd'hui. Action contre la Faim Inde est également une entité opérationnelle mais n'intervenant que sur son propre territoire, et non à l'international ACF Royaume-Uni et ACF Canada, en plus de la collecte et du lien avec les bailleurs institutionnels locaux, assurent des fonctions partagées pour l'ensemble du réseau sur le genre (Canada) et le monitoring, learning et evaluation (Royaume-Uni). ACF Italie et ACF Allemagne, assurent de leur côté un objectif commun de collecte de fonds.

Le réseau ACF International s'est construit lentement au cours de ces 15 dernières années. Il repose aujourd'hui sur un socle de textes et principes, une stratégie commune et une gouvernance affirmée. Le « International Chairmen Comitee » (ICC) est l'instance de gouvernance collective constituée des Présidents des 6 membres ainsi que d'ACF Allemagne. L'ICC se réunit deux fois par an et traite les grands sujets stratégiques. L'International Executive comitee (IEC) est constitué des Directeurs généraux et se réunit au moins une fois par mois pour coordonner les travaux collectifs menés par le réseau. Il a piloté en 2019 et 2020 les travaux sur l'ISP3, cadre stratégique pour le réseau pour la période 2021-2025 et a coordonné les fonctions et services transverses au réseau : IDR, Devcom¹⁸, ELA¹⁹, PSEA²⁰, Gender unit, Risk management.

18. Développement et communication

19. Evaluation Learning Accountability

20. Preventing sexual exploitation and abuse



LA MOBILISATION ASSOCIATIVE



Caroline DIB,
Secrétaire Générale

2020 A ÉTÉ UNE ANNÉE DE GRANDS BOULEVERSEMENTS TANT DANS NOTRE VIE QUOTIDIENNE QUE DANS NOTRE FAÇON DE TRAVAILLER. ACTION CONTRE LA FAIM ET SA VIE ASSOCIATIVE N'ONT PAS ÉCHAPPÉ À CETTE RÈGLE. LA VOLONTÉ FORTE DE CRÉER DU LIEN HUMAIN, QUI A ÉTÉ NOTRE FIL ROUGE EN 2020, S'EST TROUVÉE MISE À L'ÉPREUVE PAR LA CRISE SANITAIRE. ET LA DISTANCE A GRANDEMENT PERTURBÉ LA MISE EN ŒUVRE DE CERTAINS PROJETS.

La crise a d'abord retardé le lancement pour les adhérents de notre outil de communication Workplace « Asso ACF », un chantier démarré en 2019. Il est devenu la priorité absolue du Secrétariat général en tant que lieu unique d'expression de notre vie associative devenue tout à coup 100 % dématérialisée. Le COPIL a dû se résoudre à annuler l'événement prévu pour ce lancement, et adapter dans l'urgence les modalités de formation afin de mettre l'outil à disposition de l'ensemble des adhérents dès le 11 mai 2020. ACF est maintenant dotée d'un réseau social permettant de trouver de la documentation institutionnelle et des informations sur nos missions de terrain. Il peut également être utilisé pour débattre en public ou discuter en groupe ou en privé. C'est enfin un moyen pour les adhérents d'interpeller les membres du CA sur tout sujet.

Deux autres événements associatifs ont été totalement revus au cours de cette année. D'abord, le travail amorcé avec les Maisons de l'Intelligence Collective en 2019, qui devait déboucher sur notre première journée Agora, pensée comme un moment de réflexion entre toutes les familles d'ACF sur les sujets centraux pour notre ONG, a dû être concentrée sur une demi-journée en distanciel. Les retours très positifs nous encouragent à réitérer l'événement, éventuellement en le décorrélant de l'Assemblée Générale. Ensuite, l'Assemblée

Générale, repoussée à septembre pour des raisons pragmatiques concernant la clôture du budget, a finalement été notre première AG 100 % dématérialisée.

Plusieurs projets se préparent pour 2021. Nous travaillerons à la refonte de la plate-forme d'adhésion pour la rendre plus fluide et simple d'utilisation. Nous comptons surtout profiter davantage des possibilités que nous offre Workplace, en attendant de pouvoir – enfin ! – nous retrouver.

L'ENGAGEMENT ASSOCIATIF EN 2020

Plusieurs voies d'engagement existent chez ACF : bénévoles et délégué.es en délégations, bénévoles au siège, adhérent.e.s, , donateur.rice.s, volontaires en service civique, salarié.es, alternant.e.s, stagiaires, expatrié.e.s, salarié.e.s locaux.les sur nos missions et même à un échelle moindre followers sur nos différents réseaux sociaux (facebook, twitter, instagram, tiktok, linkedin).

Développer un parcours d'engagement pour ces différents profils qui portent les messages de l'association, c'est tout d'abord leur permettre de le faire dans de bonnes conditions avec les bons messages et les bons outils. C'est aussi les intégrer à ACF, reconnaître leur engagement à nos côtés, les valoriser et les accompagner dans leurs besoins et leurs souhaits par le développement de nouvelles connaissances, compétences ou autre.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

LES MEMBRES DU BUREAU



Pierre **Micheletti**,
Président



Julien **Seillan**,
Vice-Président



Aïcha **Koraïchi**,
Trésorière



Irétie **Lokonon**,
Trésorière Adjointe



Caroline **Dib**,
Secrétaire Générale



Antonio **Lopez**,
Secrétaire Général
Adjoint

LES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Dominique
Benoist



Alice
Corbet



Raymond
Couderc



Dorian
Dreuil



Amal
Huart



Luc
Lamprière



Didier
Le Bret



Marc
Lescaudron



Herrick
Mouafo



Francisco
Rubio



Robert
Sebbag



Pauline
Veron



LE COMITÉ D'AUDIT, RISQUES ET CONFORMITE (CARC)

Conformément à la Charte du CARC et suite à l'élection du nouveau Conseil d'Administration par Assemblée Générale, la composition du CARC élu par les membres du Conseil d'Administration pour l'exercice 2020-2021 est la suivante (membres avec voix délibérative)

- **Amal HUART**
- **Antonio LOPEZ**
- **Dominique BENOIST**

La gouvernance engage les acteurs clés d'une association à agir afin de créer de la valeur associative et charge le CARC d'une mission de surveillance et d'alerte. La mission première du Comité est d'assister le conseil d'administration dans l'exercice de sa fonction de surveillance des affaires et de la gestion de l'association afin d'en maîtriser les risques. Le CARC ne se substitue aucunement au management qui a la responsabilité des processus.

Le dispositif global d'assurance de création de valeur de l'association suit le modèle des trois lignes de maîtrise (opérationnel, services fonctionnels et audit interne).

Au cours de la période considérée, le CARC d'ACF a poursuivi son rôle dans :

- la présentation préalable des conclusions du commissaire aux comptes
- le suivi de l'évolution du Service ARC et l'analyse de son plan d'action
- la prise de connaissance des chantiers ouverts dans le cadre de l'audit interne, et des objectifs fixés
- la prise de connaissance des chantiers en cours dans le cadre du management des risques, de la gestion des cas de fraude et de PSEA

Le CARC a également entamé une réflexion autour de l'évolution de sa feuille de route ; ceci afin de clarifier son périmètre d'action et ses champs de compétence, et de renforcer ses interactions au sein de la gouvernance associative.

LE COMITÉ D'ÉTHIQUE

Le Comité Éthique est une émanation du CA. Il a pour objectif de s'assurer de l'adéquation de nos partenariats ou de nos actions avec les valeurs de l'association et les principes éthiques approuvés par le Conseil d'Administration.

Dans ce but, le comité se réunit au cas par cas, au fil des questions qui lui sont soumises, pour mener à bien des recherches et débattre.

L'analyse se base sur des impératifs (charte d'Action Contre la Faim, principes humanitaires) et sur des principes d'analyse permettant de se forger un avis dégagé de toutes considérations subjectives ou idéologiques ainsi que de toute pression autre que de favoriser la bonne marche des missions sociales d'ACF.

Le Comité Éthique s'appuie notamment sur 3 cercles de controverse : dans le premier, une « liste noire » est définie (personne morale ou physique liée aux domaines de l'armement, du tabac, de la drogue, etc).

Le second cercle de controverse concerne les partenariats qui pourraient rentrer en conflit avec le mandat de ACF (remise en cause du droit humanitaire, accaparement des terres, pollution, etc).

Enfin, le troisième cercle examine les partenariats avec des personnes morales ou physiques qui n'entrent pas directement en conflit avec le mandat d'ACF mais qui sont sujettes à caution. Le Comité Éthique mène également des recherches en s'appuyant sur divers documents ou en sollicitant des experts, pour finalement émettre un avis consultatif.

ANNEXES ACRONYMES

ACF

AAH UK / US	Action Against Hunger UK/US
ACFIN	AcF international (Réseau international d'AcF)
ACH	Accion contra el Hambre Espagne
Admin	Administrateur
ADRO	Adjoint Directeur Régional Opérationnel
AG	Assemblée Générale
CA	Conseil d'Administration
CAC	Commissaires aux comptes
Capacity building	Renforcement de capacités locales (formation, suivi, ...) dans un but d'autonomisation.
CE	Comité d'entreprise
ComDev	Département Communication et Développement
Comex	(anciennement Comdir) Comité de Direction
DIH	Droit International Humanitaire
DRU	Donors Relation Unit
DO ou DirOpé ou DOP(É)	Directeur des Opérations
DP ou CD	(en anglais) [anciennement CDM] Directeurs Pays/Country Directors [Chefs de mission]
DP-CE	Délégués du Personnel / Comité d'Entreprise
DRO	(ROD en Anglais) Directeur Régional Opérationnel/Regional Operations Director
EAA	Entretien Annuel d'Appréciation
Expats	Expatriés (volontaires sur les missions)
FS ou Food Sec	Food Security = Sécurité alimentaire
GSP	Gestion Sociale et Pilotage
HOM	Head Of Mission
IEC	International Executive Committee (réunion trimestrielle de coordination des 5 Directeurs internationaux)
IMG	Groupes des directeurs de départements de chaque siège
IRP	Instances représentatives du personnel
JVA	Journée de la Vie Associative
Log	Logisticien / Logistique
MoU	Memorandum of Understanding
NAO	Négociations Annuelles Obligatoires
NDF	Notes de frais
Nut	Nutrition
POA	Plan d'actions
RDD	(HOD en Anglais) Responsable de département / Head of Department
RDS	Responsable de service (Siège)
RIG	Réunion d'Information Générale
SAME	Sécurité alimentaire et moyens d'existence
SEMCA	Séminaire de Conseil d'Administration
SEMDEP	Séminaire de département
SMPS	Santé Mentale & Pratiques de Soins Infantiles
TOR	Terms of reference/Terms de référence
VA	Vie Associative
WASH	Water, Sanitation, Hygien = EAH = Eau, assainissement, hygiène

GLOSSAIRE

FRANÇAIS	ANGLAIS
Accès aux aliments	Accessibilty (Food)
Activité génératrice de revenu (AGR)	Income Generating Activity (IGA)
Acteurs / Parties prenantes / Partenaires	Stakeholders
Aide Alimentaire	Food Aid
Allaitement maternel	Breastfeeding
Allaitement Maternel Exclusif	Exclusive Breastfeeding
Alimentation complémentaire	Complementary feeding
Aliments Composés Enrichis	Fortified Blended Food (FBF)
Alimentation de complément	Complementary food
Aliments de supplémentation	Supplementary Food
Alimentation du nourrisson et du jeune enfant (ANJE)	IYCF (Infant & Young Child Feeding)
Alimentation du nourrisson et du jeune enfant en situation d'urgence	IFE (Infant Feeding in Emergency)
Aliments Prêts à l'Emploi	RUF (Ready to Use Food)
Aliment Complémentaire prêt à l'Emploi (ACPE)	RUCF (Ready to Use Complementary Feeding)
Lait pour Nourrissons Prêts à l'Emploi (LANPE)	RUIF (Ready to Use Infant Formula)
Aliments Supplémentaires Prêts à l'Emploi (ASPE)	RUSF (Ready to Use Supplementary Food)
ATPE (Aliments Thérapeutiques Prêts à l'Emploi)	RUTF (Ready to Use Therapeutic Food)
AMAI (Initiative de plaidoyer sur la malnutrition aigue)	AMAI (Acute Malnutrition Advocacy Initiative)
Anthropométrie	Anthropometry
AVAI (Années de vie ajustées sur l'incapacité)	DALY (Disability Adjusted Life Years)
Besoins Énergétique Minimums	Minimum Energy Requirements
Carence en micronutriments	Micronutrients Deficiency
Centre de Dépistage Volontaire (CDV)	Voluntary Counselling and Testing (VCT)
Communication pour les Changements de Comportement (CCC)	Behaviour Change Communication (BCC)
Conseil/ soutien	Counselling
Coupon «produits frais»	Fresh food voucher
Diarrhée	Diarrhoea
Disponibilité alimentaire	Availability (Food)
Dispositif de suivi	Monitoring
Distribution de couverture	Blanket distribution
Distribution (de denrées) Alimentaire Générale	General Food Distribution (GFD)
Donneurs de soins/ Personne qui prend soin de (l'enfant)	Caregiver

FRANÇAIS	ANGLAIS
Emaciation	Wasting
Enquête	Survey
Entretien préparatoire au dépistage VIH	Counselling (in HIV testing)
Etat Nutritionnel	Nutritional Status
Evaluation (de besoins, des demandes, des acteurs...)	Assessment
Evaluation (nutritionnelle)	Evaluation (Nutritional)
F75	F75
F100	F100
Faim	Hunger
Filets de protection	Safety Nets
Fournisseurs de soins de santé/ ceux qui délivres les soins de santé	Health Care Providers
Hygiène	Hygiene
Incidence (taux)	Incidence (rate)
Indice de Masse Corporelle	Body Mass Index
Initiative Hôpital Ami des Bébés	Baby-Friendly Hospital Initiative(BFHI)
Insécurité Alimentaire	Food Insecurity
Insuffisance Pondérale	Underweight
Insuffisance Pondérale à la Naissance/ Petit poids de naissance	Underweight at birth/ Low birthweight
Interventions monétaires	Cash based interventions
Kwashiorkor	Kwashiorkor
Kwashiorkor marasmique	Marasmus-kwashiorkor
Lait maternisé	Infant formula
Malnutrition Aiguë/ Sous-nutrition Aiguë	Acute Malnutrition/ Acute Under-Nutrition
Malnutrition Aiguë Globale (MAG)	Global Acute Malnutrition (GAM)
Malnutrition Aiguë Modérée (MAM)	Moderate Acute Malnutrition (MAM)
Malnutrition Aiguë Sévère (MAS)	Severe Acute Malnutrition (SAM)
Malnutrition Chronique/ Sous-Nutrition Chronique	Chronic Malnutrition/ Chronic Under-Nutrition
Médicaments essentiels	Essential medicines
Ménage	Household
Maladie infectieuse	Infectious disease
Macronutriments	Macronutrient
Marasme	Marasmus

FRANÇAIS	ANGLAIS
Micronutriments	Micronutrients
Morbidité (taux)	Morbidity (rate)
Mortalité (taux)	Mortality (rate)
Moyens d'existence	Livelihood
Articles non Alimentaires	Non Food Items (NFI)
Nourrisson	Infant
Nourriture contre travail	Food for work
Nouveau-né	New born
Nutriments	Nutrients
Nutrition	Nutrition
Obésité	Obesity
OE'dème (bilatéral en godet ou nutritionnel)	Oedema (bilateral pitting or nutritional)
Paquet minimum de pratiques de soins infantiles	Basic package of Child Care Practices
Paquet minimum de santé	Essential Health Care Package/ Basic package of Health services
Paquet minimum VIH pour la Nutrition	HIV minimum package for Nutrition
Personnes vivant avec le VIH (PVVIH)	People Living With HIV/AIDS (PLWHA)
Plaidoyer	Advocacy
Pratiques de soins	Care Practices
Prévention de la Transmission Mère Enfant (PTME)	Prevention of Mother to Child Transmission (PMTCT)
Périmètre brachial	MUAC (Mid-Upper-Arm-Circumference)
Petit poids de naissance/ Insuffisance Pondérale à la Naissance	Low birthweight/ Underweight at birth
Piliers du Système de Santé	Health Strengthening Building Blocks
Prévalence (taux)	Prevalence (rate)
Prévention	Prevention
Prise en Charge à base Communautaire de la Malnutrition Aiguë (PCMA)	Community-Based Management of Acute Malnutrition (CMAM)
Prise en Charge Ambulatoire (*cf tableau ci-dessous)	Outpatient Care (*cf board below)
Prise en Charge Intégrée de la Malnutrition Aiguë (PCIMA)/ Intégration de la PCMA	Integrated Management of Acute Malnutrition (IMAM)
Prise en Charge de la Malnutrition Aiguë chez les Nourrissons	Management of Acute Malnutrition in Infants (MAMI)
Prise en charge hospitalière (*cf tableau ci-dessous)	Inpatient Care (*cf board below)
Prise en Charge Intégrée des Maladies de l'Enfant (PCIME)	Integrated Management of Childhood Illness (IMCI)
Programme argent contre travail	Cash for work programme
Rapport/ Indice Poids-Age	Weight-for-Age Index (WFA)

FRANÇAIS	ANGLAIS
Rapport/ Indice Poids-Taille (z-score et pourcentage de la médiane)	Weight-for-Height Index (z-score & median percentage)
Rapport/ Indice Taille-Age	Height-for-Age Index (HFA)
Retard de Croissance	Stunting/ Growth retardation
Retard de Croissance Intra Utérin	Intra Uterin Growth Restriction
Santé	Health
Santé Communautaire	Community Health
Santé Publique	Public Health
Sécurité Alimentaire	Food Security
Serum de Réhydratation Oral (SRO)	Oral Rehydration Solution (ORS)
Sevrage	Weaning
Soins de Santé Communautaire	Community Health Care
Soins de Santé de base	Health Package
Sous Alimentation/ Faim chronique	Undernourishment/ Chronic Hunger
Sous-nutrition	Undernutrition
Sous-nutrition maternelle	Maternal Under-Nutrition
Standards SPHERE (Projet SPHERE)	Sphere Standards (Sphere Project)
Substitut de Lait Maternel	BreastMilk Substitute (BMS)
Suralimentation	Overnutrition
Surpoids	Overweight
Surveillance épidémiologique	Epidemiological surveillance
Surveillance (Nutritionnelle)	Surveillance (Nutritional)
Système d'Alerte Précoce	Early Warning System
Système de Santé	Health System
Système de soins	Health Care System
Taux de létalité	Case fatality rate
Technique de Succion par Supplémentation (TSS)	Supplementary Suckling Technique (SST)
Test de l'appétit	Appetite test
Transferts monétaires	Cash grants
Cash	transfers
Coupons	Vouchers
VIH/ SIDA	HIV/ AIDS
Vulnérabilité	Vulnerability

Action contre la Faim, 14/16, boulevard de Douaumont, CS 80060, 75854 Paris CEDEX 17
Tél.: 0170847070 – Fax: 0170847071
Association régie par la loi de 1901, reconnue d'utilité publique par décret du 18 avril 1994

Couverture: © A. Parsons / i-Images for Action Against Hunger

Pages intérieures: © Lys Arango © ACF © Lorgerie © ALhuguet © Dildar Begum © Toby Madden © Olivia Acland © Khaula Jamil © Jhelaine © Florian Seriex
© Nicaise Rosie © Gabin Naganda © R'Santatr' Andria

Conception: CommeQuoi? / **Révision:** Elvire Trochet / © Action contre la Faim



SANS VOUS, L'ACTION S'ARRÊTE.